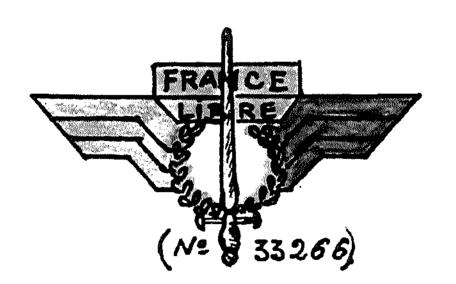
Paul SCHRAM

Colonel (R.)

Quelques Souvenirs de Guerre

(1939 - 1945)



« C'est quand tout est désespéré que l'espoir devient le plus grand ».

(Michel CAZENAVE)

A Olivier, mon petit fils très affectueusement pour qu'il se souvienne d'une période mouvementée de la vie de son grand-père à une époque très sombre pour la France

Fayence, le 9 Avril 1975

Quelques Souvenirs de Guerre

(1939 - 1945)

OLIVIER

Avant - Propos

Ce petit recueil, sans prétention, n'a d'autre but que de raconter quelques faits saillants de ma vie à une époque exceptionnelle et particulèriement dramatique pour notre pays.

En effet, la guerre de 1939-45 ne fut pas une guerre comme les autres. La France a d'abord essuyé une défaite sans précédent et a fini victorieusement aux côtés des Alliés grâce au courage et à la clairvoyance du Général DE GAULLE, qui a su poursuivre la lutte hors de France et en France, alors que tout paraissait perdu.

Je dédie cette modeste plaquette à mes petits enfants : OLIVIER, DOMINIQUE, THIERRY et MARC pour qu'au travers des faits vécus par leur grand-père, ils sachent que la vie est une lutte permanente et que rien n'est jamais perdu d'avance.

Au cours de ces événements, j'ai souvent eu peur, mais je crois, sans jamais perdre ma lucidité. La peur a été pour moi un excitant en soi, et n'a jamais paralysé l'action.

Les batailles sont faites par des hommes qui ont peur.

⁂

Ce qui va suivre traitera de ma capture par les Allemands, le 21 Juin 1940, de mon évasion d'un camp de prisonniers, le 2 Mai 1941, de mon passage dans les Commissions allemandes de contrôle comme officier de liaison et chef de détachement et mon séjour dans la clandestinité.

Partout et toujours, j'ai poursuivi le même but :

Tendre à jeter les Allemands hors de France.

En annexe, pour mieux suivre le texte :

I. - Le tracé du parcours de France en Allemagne.
II. - Le chemin suivi lors de mon évasion.
III. - Le plan de mon camp de prisonniers, l'OFLAG VIA à SOEST (Westphalie).

I. - MA CAPTIVITE ET MON EVASION

Comment j'ai été fait prisonnier :

Lorrain d'origine, je suis né le 13 Décembre 1903 à Puttigny (Moselle), petit village du canton de Château-Salins où mon père était instituteur.

C'est de cette localité que je suis parti en Octobre 1923 pour m'engager dans l'armée, le 166e Régiment d'Artillerie à Toul, avec l'intentoin de préparer le concours de l'Ecole d'Artillerie de Poitiers.

Je fus admis en 1928 comme aspirant pour en sortir un an plus tard avec le grade de sous-lieutenant.

Capitaine à la déclaration de guerre en 1939, je me trouvais, avec ma femme et mes deux fils Jean et François, en garnison à Nancy où j'étais affecté à l'Etat-Major de la 20e Région Militaire comme instructeur des Officiers de réserve et de la Préparation Militaire Supérieure.

Je fus mobilisé à l'Etat-Major (4e Bureau) de la 70e Division de formation, le 3 Septembre 1939, sous les ordres du Général François.

Mise sur pied dans la région de Nancy, notre division fut engagée en Alsace sur le front de Wissembourg comme grande unité en surface dans les intervalles des fortifications de la ligne Maginot.

Rien de bien particulier à signaler au début sinon un travail de paperasserie écrasant.

Ce fut la « drôle de guerre » avec l'inaction de la troupe et tout ce que cela peut entraîner de néfaste.

Rien de bon ne pouvait sortir d'une telle situation.

Nous fîmes deux séjours en ligne avec la 70e Division, sans éclat particulier. On avait l'impression d'être en manœuvre comme en temps de paix. Cela ne pouvait durer.

Le 15 Juin 1940, les Allemands lancèrent leurs attaques et nous reçûmes l'ordre de nous replier par étapes successives tout en maintenant le contact avec la pression allemande. La ligne MAGINOT devait se suffire à elle-même.

C'est ainsi, qu'abandonnant celle-ci, notre Division se replia les 16 et 17 Juin 1940 suivant l'axe général HAGUENAU - SAVERNE - ABRESCHWILLER et PADOUX (au Nord-Est d'Epinal), point extrême avant la Moselle.

A Abreschwiller, près de Sarrebourg, le contact avec les Allemands fut repris. Le 17 Juin 1940, nous subîmes un bombardement d'artillerie, mais sans dégâts.

Le repli de notre Division se poursuivit en deux colonnes pour traverser les Vosges : une colonne Sud vers le Donon et une colonne Nord vers Saint-Quirin.

Le 18 Juin, le P. C. de notre Division s'installa dans l'école de Padoux. Le 19 Juin, le village fut bombardé par l'aviation ennemie et le 20, notre P. C. se porta dans la forêt de Padoux.

Le même jour, je reçus la mission d'aller coordonner le ravitaillement à Raon l'Etape où la Ve Armée avait mis à notre disposition un important dépôt de vivres. Les opérations se passèrent tant bien que mal

car toutes les troupes de passage désiraient se ravitailler bien que n'appartenant pas à notre grande unité, mais ce fut possible grâce à l'importance du dépôt.

A noter, au passage, que la Ve Armée était commandée par le Général BOURRET avec, comme chef d'Etat-Major, le Général de Brigade de LATTRE de TASSIGNY et comme Commandant des Chars de l'Armée, le Colonel Charles de GAULLE.

Ici, je voudrais rapporter une conversation significative entre les deux camarades de promotion qu'étaient de LATTRE et de GAULLE et qui eut lieu au début de 1940 au P. C. de la Ve Armée Bourret à Wangenbourg en Alsace.

De GAULLE, à cette époque exécutait chaque semaine un exercice de chars — mettons le jeudi pour la commodité. Il demanda à De LATTRE s'il assisterait à l'exercice du jeudi suivant. De Lattre répondit qu'il viendrait si son patron, le Général BOURRET, n'y assistait pas lui-même. Réponse de de GAULLE en quittant de LATTRE : Alors à jeudi... De GAULLE était persuadé que le Général BOURRET ne viendrait pas à cet exercice.

Le livre de de GAULLE « Vers l'Armée de Métiers », paru en 1934 où l'auteur se montra un fervent défenseur de l'Armée Blindée, n'intéressait pas nos grands chefs de l'époque, alors qu'en Allemagne, le Général GUDERIAN a su tirer le plus grand profit du livre en question en fondant l'Armée allemande sur des unités blindées. On sait où cela nous a amené...

Au retour de ma mission, dans le col de la Chipotte (sud de Raon l'Etape), l'aviation allemande attaqua, à la bombe et à la mitrailleuse, une colonne arrêtée sur la route. Notre voiture fut obligée de stopper en queue de cette colonne ; nous eûmes juste le temps de nous jeter dans le fossé pour nous protéger du bombardement. Environ 30 bombes furent lâchées.

Le calme revenu, nous avons pu continuer notre route avec bien des difficultés car s'il n'y a eu que quelques morts et blessés, la route était encombrée de matériel détruit.

Notre Etat-Major, coupé de toutes ses troupes, passa la nuit du 20 au 21 Juin dans la forêt de Padoux. La circulation était devenue impossible car, de toutes les directions, affluèrent des soldats français attirés par la forêt.

Aux dernières nouvelles, nous apprîmes que les Allemands occupaient déjà toute la rive Ouest de la Moselle ; nous étions pratiquement coupés avec l'Ouest.

Nos Unités se sont battues tant bien que mal, et, peu à peu, sous la pression allemande, notre Etat-Major avait perdu la liaison et tout contact avec ses Régiments.

Pendant 48 heures, notre Etat-Major a séjourné dans la forêt de Padoux, en bordure de la route D 52, dans un isolement complet et total. Nous étions coupés de tout.

Au loin, on entendait encore crépiter quelques armes et le silence s'installa progressivement. Pendant ce temps, les Allemands descendaient vers le Sud, sur la rive Ouest de la Moselle. Notre encerclement se précisait d'heure en heure.

Le silence bientôt total en disait long sur la situation.

Personne ne savait ce qui se passait en réalité, mais on ne se battait plus dans notre coin.

Une chose était certaine, nous ne servions plus à rien ; nous étions destinés à être pris par les Allemands qui ne tarderaient pas à venir nous surprendre si notre passivité devait se prolonger.

J'ai profité de cet instant pour demander à mon Général de me rendre ma liberté pour éviter d'être capturé par les Allemands ; n'ayant aucune troupe sous mon commandement, j'estimai qu'il y avait mieux à faire que d'attendre passivement que les Allemands viennent nous cueillir. Je me heurtai à un refus catégorique de la part du Général, sans autre explication.

Les heures passèrent et ce fut partout le calme plat comme si toute vie avait cessé. Ce silence ne présageait rien de bon. Rester sur place, sans rien faire, alors qu'ailleurs on aurait peut-être besoin de nous, car nous ne savions absolument rien de ce qui se passait dans les autres secteurs français. Nous étions coupé de nos chefs comme de notre troupe.

Le 21 Juin, vers midi, on entendit brusquement des cris à peine perceptibles. Ces cris, ces voix, se rapprochèrent peu à peu jusqu'au moment où nous perçûmes nettement « Raus » (sortez). Il s'agissait des Allemands qui arrivaient dans la forêt de Padoux et qui commandaient à la troupe française de gagner la route D 52 qui va de Padoux à Badmenil-au-Bois.

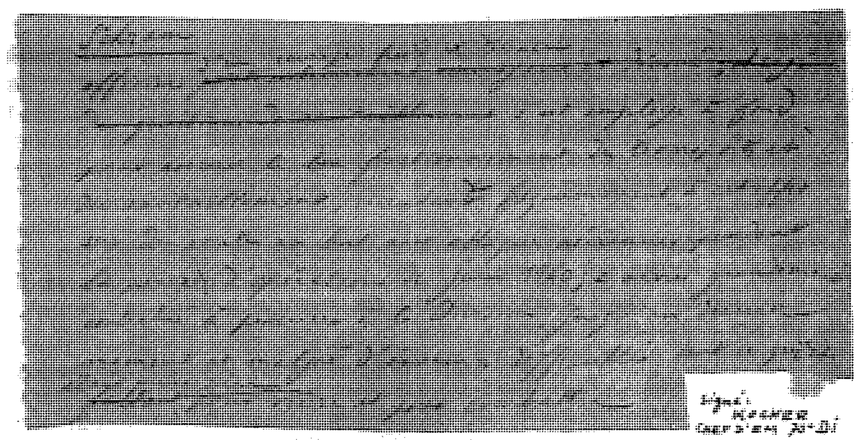
Ces cris se rapprochèrent de plus en plus de nous, non seulement on les entendait, mais on commençait à apercevoir au loin les premiers Allemands sur la route.

Je profitai de cette ultime occasion pour demander une dernière fois au Général de me rendre ma liberté à présent que nous étions sur le point d'être pris sans espoir de s'en sortir. Je me suis heurté à un second refus catégorique de la part du Général qui ajouta cette fois : « Vous subirez le sort de tout le monde ».

Jamais je n'ai pardonné à mon chef son attitude. Aujourd'hui encore, je me reproche d'avoir obéi à un ordre imbécile. Après guerre, j'ai envoyé une lettre au Général à ce propos ; je n'y ménageais ni mes critiques, ni mes sentiments, refusant même une citation à l'ordre de la Division qu'il avait crû devoir me faire attribuer en 1945 à son retour de captivité et concernant la période de 1939-40.

Avoir été capturés comme nous le fûmes n'avait rien de glorieux ; j'en étais honteux. Celà demandait réparation. Mais où, quand et comment ?

Toujours est-il que les Allemands vinrent nous prendre sans mal puisque nous les attendions tout simplement. Nous avions bien mérité ce qui nous arrivait.



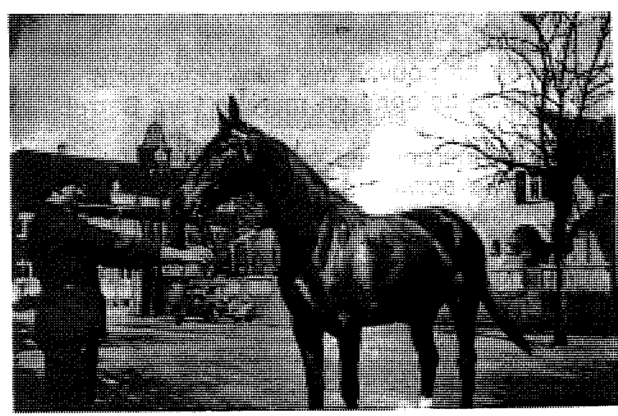
Proposition de citation refusée au Général FRANÇOIS.

Au moment de norte capture, nous n'avions que le strict minimum sur nous. Nos cantines étaient restées à PADOUX, village à quelques kilomètres de nous. Mais il n'était plus possible de s'y rendre, les Allemands s'y trouvaient déjà.

A ce moment précis, je me souviens avoir eu une pensée pour mon brave ordonnance, Georges PROT, et pour ma jument Libellule dont il avait toujours pris grand soin. J'étais ému ; qu'étaient-ils devenus ; avaient-ils été pris comme nous ? Si le Général m'avait laissé partir, peut-être m'aurait-il été possible de m'en aller avec Georges.

Autant de questions que je me posais sans plus pouvoir en envisager aucune réalisable dans l'immédiat.

Un groupe d'Allemands se présenta à nous. Nous devions nous rassembler sur la route. Un officier allemand s'adressa au Général et fit part à ce dernier qu'il pourrait utiliser sa voiture où se trouvaient tous



Georges PROT avec ma dernière jument "Libellule" dans l'Armée.

(Brumath 1940)

ses bagages. En arrivant à hauteur de cette voiture, suivi par l'officier allemand, le Général s'aperçut que son chauffeur avait disparu. Sur le point d'être pris, sans rien demander à personne, il s'était libéré tout seul. Le brave paysan vosgien avait compris, dans sa jugeote pleine de bon sens, qu'il n'était pas normal de se faire prendre aussi bêtement ; je ne puis que l'en féliciter ; cela lui a évité cinq longues années d'une captivité inutile.

Une longue colonne de prisonniers français de tous grades et de toutes armes se forma sur la route ; il en sortait de partout ; jamais nous n'aurions pu penser qu'il y avait autant de monde autour de nous.

La longue colonne s'ébranla tant bien que mal. Après une heure de marche environ, nous avons été parqués dans un pré clôturé à Ramon où nous avons passé la nuit sous bonne garde ; puis ce fut la poursuite de notre marche en direction de Baccarat où nous sommes arrivés passablement fatigués dans la nuit du 27 au 28 juin, après un parcours de 25 kilomètres à pied.

A Baccarat, les Allemands nous enfermèrent dans la cristallerie de renom mondial. En nous réveillant avec quelques camarades, nous nous sommes aperçus que nous venions de dormir, sans le savoir, sur un tas de verre pilé et sans en avoir ressenti les effets.

Tôt le matin, les Allemands firent leur première distribution. Jusque-là nous vivions sur les réserves de camarades plus prévoyants que nous. C'était une boisson chaude que des palais blindés appellent du café : déjà de l'Ersatz... Ne disposant d'aucun récipient pour boire, nous avons été obligés de prélever des vases en cristal dans le hall d'exposition de la cristallerie, de véritables objets d'art ; nous n'avions pas le choix.

Le quatrième jour, nous apprîmes que nous devions être acheminés — toujours à pied — sur Sarrebourg (42 km). Dès que je l'appris, je décidai de ne plus marcher à partir de Baccarat, car il n'y avait aucune raison pour qu'un tel régime ne continuât pas jusqu'en Allemagne et peut-être au-delà...

En annonçant ma décision aux camarades dans le but d'avoir de la compagnie, ces derniers s'efforcèrent de me dissuader. Mais ma décision était prise et rien ne pouvait me faire changer d'attitude. Il s'agissait pour moi de sortir de la colonne en marche vers Sarrebourg dès la sortie de Baccarat.

Les Allemands formèrent une très longue colonne solidement encadrée et en avant... A la sortie de Baccarat, la route passe sous la voie ferrée, c'est à la première borne kilométrique que je devais sortir de la colonne. Cette borne se présenta sur notre droite et je sortis comme prévu pour aller m'y asseoir. Grand branle-bas, bien entendu, mais je m'y attendais.

Plusieurs de nos convoyeurs s'arrêtèrent à ma hauteur pour m'inciter à reprendre la marche, mais rien n'y fit. Je ne voulais plus marcher ; j'annonçais aux Allemands que je n'en pouvais plus. J'étais d'ailleurs assez à mon aise car je comprenais tout ce que disaient nos convoyeurs.

C'est ainsi que j'appris qu'un camion de ramassage allait passer et que je pourrais le prendre. Ce camion devait transporter les malades et

les blessés. On m'a laissé un « ange gardien » pour attendre le camion, c'était plus prudent... Celui-ci ne tarda d'ailleurs pas à arriver.

Il s'arrêta à hauteur de ma borne kilométrique et on me fit monter. Je m'assis assez confortablement sur une banquette et le camion prit la direction de Sarrebourg. En doublant la colonne qui venait déjà de parcourir plusieurs kilomètres, je fis à mes camarades un geste amical de la main.

Nous atteignîmes Sarrebourg le soir du 27 juin 1940. Je connaissais fort bien cette petite ville pour y avoir été en garnison de 1932 à 1939.

Quelle ne fut pas ma surprise de voir notre camion se diriger vers le quartier Gérôme, mon ancien casernement, où j'avais commandé une batterie en temps de paix jusqu'en mai 1939.

J'ai revu les bâtiments, mon ancien bureau de batterie, avec encore des règlements pêle-mêle sur le parquet. L'ensemble était, bien entendu, occupé par les Allemands.

Se retrouver dans ces lieux dans de pareilles circonstances me fut intolérable ; je me sentais encore plus humilié. Si j'avais pu me douter qu'une telle situation se produirait, j'aurais certainement passé outre au refus du Général dans la forêt de Padoux.

Il m'a fallu pourtant passer la première nuit au quartier Gérôme, dans mon ancien bureau de batterie d'avant-guerre. Le lendemain matin, j'ai demandé à voir le commandant allemand pour lui expliquer qu'il m'était très pénible de me voir comme prisonnier dans un lieu où, un an auparavant, j'exerçais encore un commandement dans l'Armée française et lui demander de me faire transférer dans un autre camp.

Ayant compris ma position, il mit à ma disposition une voiture pour me faire conduire, sous bonne escorte, au dépôt de munitions de Reding, à 5 km de Sarrebourg. Ce dépôt, que je connaissais bien, comportait des hangars en dur ; il était relié par voie ferrée. Quand je suis arrivé, ce camp provisoire renfermait déjà de nombreux prisonniers français. Certaines unités s'y trouvaient même au grand complet, avec des voitures renfermant du ravitaillement. Nous avons pu ainsi nous restaurer un peu, car, depuis notre capture, les Allemands n'avaient pas encore organisé notre alimentation.

Cela durait depuis huit jours déjà et les vivres français diminuaient rapidement.

Quelques jours plus tard, on vit des civils s'approcher de l'enceinte extérieure du dépôt avec des paniers à la main. Ces braves gens venaient visiblement nous ravitailler, mais il leur était impossible de franchir la clôture du dépôt. Les Allemands s'y opposèrent avec vigueur, voulant éviter tout contact avec les civils lorrains et les prisonniers.

Cependant, à force d'insister et de parlementer, les Allemands donnèrent l'autorisation à ces ravitailleurs de pénétrer dans un espace vert du dépôt, interdit cependant aux prisonniers que nous étions. Mais pour la circonstance, nous fûmes autorisés à nous y rendre aussi pour une durée très limitée.

Nous voici donc mêlés à nos ravitailleurs bénévoles et surtout très

courageux. Beaucoup de visages connus me sont apparus. Il s'agsisait principalement de commerçants de Sarrebourg et des environs. Nous sachant là, ils avaient tenu à venir nous approvisionner et nous manifester leur sympathie. Ma sœur et mon beau-frère sont venus me voir également. J'avoue avoir été comblé de bonnes choses. Mes nouveaux camarades ont, bien entendu, bénéficié autant que moi de cette nourriture providentielle que je recevais. Mais cela ne dura que quelques jours.

Si les Allemands se sont montrés aussi compréhensifs, je pense qu'il faut l'attribuer au fait qu'ils n'étaient pas encore en mesure de ravitailler une telle masse de prisonniers.

Un jour pourtant, les Allemands ont refusé l'accès de l'espace vert aux civils qui venaient toujours plus nombreux. Ce jour-là, un train était en formation. On devait y embarquer tous les sous-officiers et les soldats pour une autre destination. On séparait les officiers des autres prisonniers.

Nos ravitailleurs se présentèrent précisément au moment de l'embarquement en question, comme les jours précédents. On comprenait aisément que les Allemands voulaient interdire aux civils l'accès du train. Mais ces derniers ne l'entendirent pas de cette oreille. Croyant que nous partions tous, ils voulurent, une dernière fois, nous remettre leurs vivres.

Une certaine effervescence régna dans les rangs de nos ravitailleurs. Les sentinelles allemandes se trouvèrent vite débordées ; on parlementa, on se bouscula sans beaucoup de résultat.

Je me souviens d'une toute jeune Lorraine qui, essayant de forcer le barrage allemand pour pénétrer dans le dépôt, comme les jours précédents, se vit repousser avec vigueur. Elle revint à la charge, appuyée par d'autres. S'adressant aux Allemands, elle leur dit : « Vous ne me faites pas peur... » Puis, folle de rage, arrachant de ses mains son corsage, laissant apparaître ses seins nus, leur dit : « Tirez maintenant ».

Il y avait une telle excitation dans le groupe des civils, qu'en fin de compte les Allemands cédèrent et laissèrent pénétrer nos ravitailleurs. Ces derniers se précipitèrent sur le train en formation pour servir par priorité tous ceux qui partaient.

L'exemple de ces Lorrains, de cette jeune Lorraine en particulier. m'avait ému aux larmes ; je n'étais pas le seul. Il faut avoir vécu une telle scène pour croire à un tel exemple de volonté et de courage en une période où les Lorrains avaient tout à perdre et rien à gagner de leur occupation par les nazis.

Je vois encore l'adjudant BISCHLER (de mon ancien régiment de Sarrebourg) venu nous ravitailler lui aussi. Il portait ostensiblement sa médaille militaire. Tous ces comportements m'ont donné courage et espoir.

Depuis le départ du train de prisonniers, nous étions plus au large dans nos bâtiments où nous couchions sur la paille sans literie ; il ne restait plus que des officiers français dans le dépôt.

Un beau jour, les Allemands séparèrent les officiers alsaciens et lorrains des autres officiers prisonniers. Une note allemande invitait ces

officiers à se regrouper dans un local unique. Ne m'estimant pas concerné par cette note, je n'ai pas cru devoir changer de local. Un jeune médecin auxiliaire juif, originaire de Saverne, est resté avec moi.

Mais dès le lendemain tous deux étions conduits dans le local des autres Alsaciens et Lorrains. Ne comprenant pas la raison de cette séparation, nous devions en connaître bientôt le but.

Chaque soir, un lieutenant allemand venait dans le bâtiment où nous étions tous ressemblés pour nous développer les théories hitlériennes.

Si je fus surpris, je fus surtout indigné au point que je m'étendis sur mon coin de paille, voulant ainsi manifester mon désaccord avec ces méthodes de propagande. L'Allemand vint vers moi et me demanda si vraiment la propagande hitlérienne ne m'intéressait pas. Ma réponse fut nette. Je ne pouvais en aucune façon me sentir concerné par cette propagande. Par la suite, le lieutenant allemand me laissa allongé sur ma paille sans plus s'occuper de moi.

Quant aux autres officiers alsaciens et lorrains, j'avoue qu'ils ne se sentaient pas du tout à l'aise eux non plus. Mais ils n'ont pas manifesté. Il est vrai que j'étais le seul officier de l'armée active, tandis qu'eux provenaient de la réserve.

Un jour, le lieutenant allemand, qui avait déclaré quelques jours auparavant que les Alsaciens et les Lorrains seraient libérés, vint annoncer la libération pour le lendemain matin. Personne ne le crut, moi encore moins que les autres. Il déclara que les officiers seraient présentés au commandant du camp et qu'à cette occasion il leur demandait de faire le salut hitlérien. Le lieutenant allemand se retira. Silence de mort après le départ de l'Allemand. J'étais toujours allongé sur ma paille. On sentait bien que le salut hitlérien était l'obstacle ; on le comprenait aisément. Puis les langues se délièrent peu à peu tandis que je gardais le silence.

J'attendais les réactions de mes camarades. On ne peut pas dire que ce fut la joie parmi ceux qui allaient être libérés le lendemain. Y croyaient-ils vraiment ?

Un des Alsaciens déclara qu'après tout, seule leur libération devait compter, même au prix d'un salut hitlérien qui ne les engagerait en rien.

Mon sang ne fit qu'un tour. Je montai sur une table pour haranguer mes camarades en des termes peu indulgents. J'essayai de leur faire comprendre qu'il n'était pas possible qu'ils acceptent le salut hitlérien sous l'uniforme français, que dans l'armée française un seul salut était règlementaire, que si, parmi eux, certains envisageaient de donner une suite favorable à la demande de l'officier allemand, il fallait qu'ils demandent à changer d'uniforme... J'avoue ne pas avoir été très tendre au point que la dernière soirée passée ensemble fut la plus silencieuse de toutes.

Le lendemain matin, les Allemands vinrent chercher les Alsaciens et les Lorrains qui, effectivement, allaient être libérés. Tous figuraient sur la liste sauf, bien entendu, le médecin auxiliaire juif et moi-même ;

je n'en fus nullement surpris et encore moins affecté. Les adieux furent touchants. Chacun a tenu à venir me serrer longuement la main sans rien dire. Puis ce fut la séparation.

Je n'ai pas su ce qui s'était passé à la sortie du camp en présence du commandant allemand ; j'ignore donc si le salut hitlérien a été en fin de compte exigé ou non, mais je sais que mon intervention avait convaincu un certain nombre de ces camarades.

Dans l'immense hangar nous restions donc à deux, le médecin et moi ; je n'ai d'ailleurs jamais cru que je serais libéré. C'était mieux ainsi à tous égards. J'avoue que je n'aurais pas été très fier de retrouver ma famille dans de telles circonstances.

Pendant ce temps, j'avais ma propre famille, ma femme et mes deux fils, à Riom (Puy-de-Dôme), alors que mon père et ma mère ainsi que ma sœur et mon beau-frère se trouvaient toujours à Attilloncourt (Moselle), dans l'attente des événements.

Ce n'est qu'à la fin de l'année 1940 que j'appris qu'ils avaient été tous expulsés à « l'intérieur » comme on disait, c'est-à-dire en France non occupée, à Varen (50 km Est de Montauban) avant de se regrouper à Riom ; la Lorraine et l'Alsace venaient d'être annexées par Hitler.

Au dépôt à Reding, nous sommes restés jusqu'au 3 août 1940 avant d'être transportés jusqu'à la gare de Sarrebourg et de là en Allemagne. En gare de Sarrebourg, je me souviens d'un camarade me disant que nous irions peut-être en France pour être libérés, car la locomotive du train était orientée vers la France. Je fis remarquer à ce camarade qu'il ne devait pas se faire d'illusion et que de toute manière les locomotives pouvaient marcher dans un sens ou dans l'autre. Et ce fut le trajet en chemin de fer jusqu'à Warburg dans des voitures pour voyageurs. On ne peut pas dire que le voyage de Sarrebourg à Warburg se soit déroulé rapidement. Partout notre train devait laisser le passage à des convois prioritaires allemands. En cours de route, on nous ravitailla tant bien que mal. Nous ne savions naturellement pas où nous allions exactement. Traversant des régions que je connaissais un peu, j'ai toujours su où nous nous trouvions grâce au nom des gares principales traversées.

Et ce fut l'arrivée en gare de Warburg, le 4 août 1940, d'où les Allemands nous conduisirent à Doessel, à 3 km (Oflag VI B), notre premier camp organisé. Nous étions logés dans des baraquements ; chacun avait un lit sommaire en bois avec des couvertures. L'alimentation était devenue régulière et était presque toujours la même : le matin, café ersatz et une cuiller à café de confiture ; à midi, soupe unique, fromage blanc, jamais de viande, mais quelquefois du saucisson infect ; le soir, pommes de terre en robe des champs ou soupe liquide et un peu de margarine ; un pain noir « K » pour 5 et par jour.

Si on mangeait mal, par contre l'alimentation était suffisante pour les êtres inactifs que nous étions. C'est à Doessel que nous avons reçu notre premier courrier de France : lettres et colis.

La vie s'organisa peu à peu ; chacun retrouvait des camarades venus

à Doessel avant nous. On se racontait les dernières nouvelles. Dans notre camp se trouvait déjà Robert BRASILHAC qui, très vite, collabora avec les Allemands au point d'obtenir un régime de faveur en attendant sa libération. On sait où cela l'a conduit : il fut jugé après guerre et condamné à mort pour collaboration.

A Doessel, nous avons passé notre première visite médicale. Elle ne fut pas très sérieuse. Tout juste si le médecin se serait aperçu s'il manquait à l'un de nous un membre essentiel. C'était une visite en chaîne. Au cours de cette visite, je me souviens qu'un Allemand me demanda si j'étais bien passé auprès de l'oculiste. Je lui ai répondu que ça n'avait aucune importance car, de toute façon, s'il devait me manquer un œil personne ne s'en apercevrait. Cette visite était une simple formalité. Je ne suis pas du tout certain que nous étions examinés par des médecins.

Nous avons eu à subir une fouille en règle dans un réfectoire ; les Allemands nous prenaient vraiment pour des naïfs. Tout paraissait fort bien organisé. De chaque côté d'un passage central étaient disposées des tables. Chaque table correspondait aux objets précis que nous devions déposer au préposé : les stylos, l'argent, certains papiers, etc.

Les tables étaient disposées en chicane. Quand on était face à un Allemand d'une table, cela correspondait au dos de celui assis à la table décalée suivante et ainsi de suite. Derrière chaque table se trouvait un panier dans lequel étaient déposés les objets. Je me souviens qu'à la table des stylos, j'avais déposé le mien et en passant à la table suivante, j'ai pu reprendre ce même stylo dans le panier ; je l'ai d'ailleurs toujours en souvenir.

Dans ce même réfectoir nous avons pu lire une superbe affiche que j'ai tenu à reproduire textuellement ci-dessous, elle en vaut la peine :

AVIS

pour tous les Prisonniers de Guerre
se trouvant dans les mains des Allemands
est donné par le Commandant de l'Armée allemande cet
ORDRE SPECIAL

Les Prisonniers de Guerre sont défendus strictement de s'approcher sans autorisation des femmes et des filles allemandes ou d'être en relation avec elles.

Cet ordre est publié pour cela en indiquant que la désobéissance contre cet ordre sera puni par les Conseils de Guerre avec emprisonnement ou avec des travaux forcés. En cas graves, par exemple en cas de relations sexuelles, aussi la peine de mort pourra être infligée.

Le Général Commandant
remplaçant le 11e CA,
signé : **KLEFFEL**, Major Général.

Un jour, les Allemands convoquèrent tous les Alsaciens et Lorrains non encore libérés, j'étais le seul Lorrain à venir de Reding. Nous étions une bonne demi-douzaine à avoir été convoqués. Lorsque mon tour arriva, je fus mis en présence d'un lieutenant allemand qui me demanda quels étaient mes sentiments. Je fis semblant de ne pas comprendre la question

posée et le lieutenant précisa en me demandant si j'avais des sentiments « français » ou « allemands ». Je ne m'attendais pas à une question aussi grossière.

Ma réponse fut nette ; je précisai qu'un Français ne pouvait avoir que des sentiments français.

Et l'Allemand de poursuivre en me posant la même question concernant mon père. J'ai simplement répondu que je n'étais pas responsable des sentiments de mon père et qu'il serait préférable de s'adresser directement à lui. Ce fut la fin de notre entretien très court. Jamais je n'ai plus entendu parler de cette affaire. Mais un seul Alsacien a été libéré... sans doute n'aimerait-il pas qu'on lui rappelle une libération qui en dit long...

Après un séjour d'environ 2 mois à Doessel, la moitié des prisonniers français fut transférée à Soest, le 28 septembre 1940, pour être internée à l'Oflag VI A.

C'est à Soest que j'appris par ma femme l'expulsion de Lorraine de mes parents. Je m'y attendais un peu. Voila en tout cas une page qui venait d'être tournée et qui me laissait les coudées franches, car aucune représaille n'était plus à craindre à présent que toute ma famille se trouvait en zone sud de la France, pas encore occupée par les Allemands.

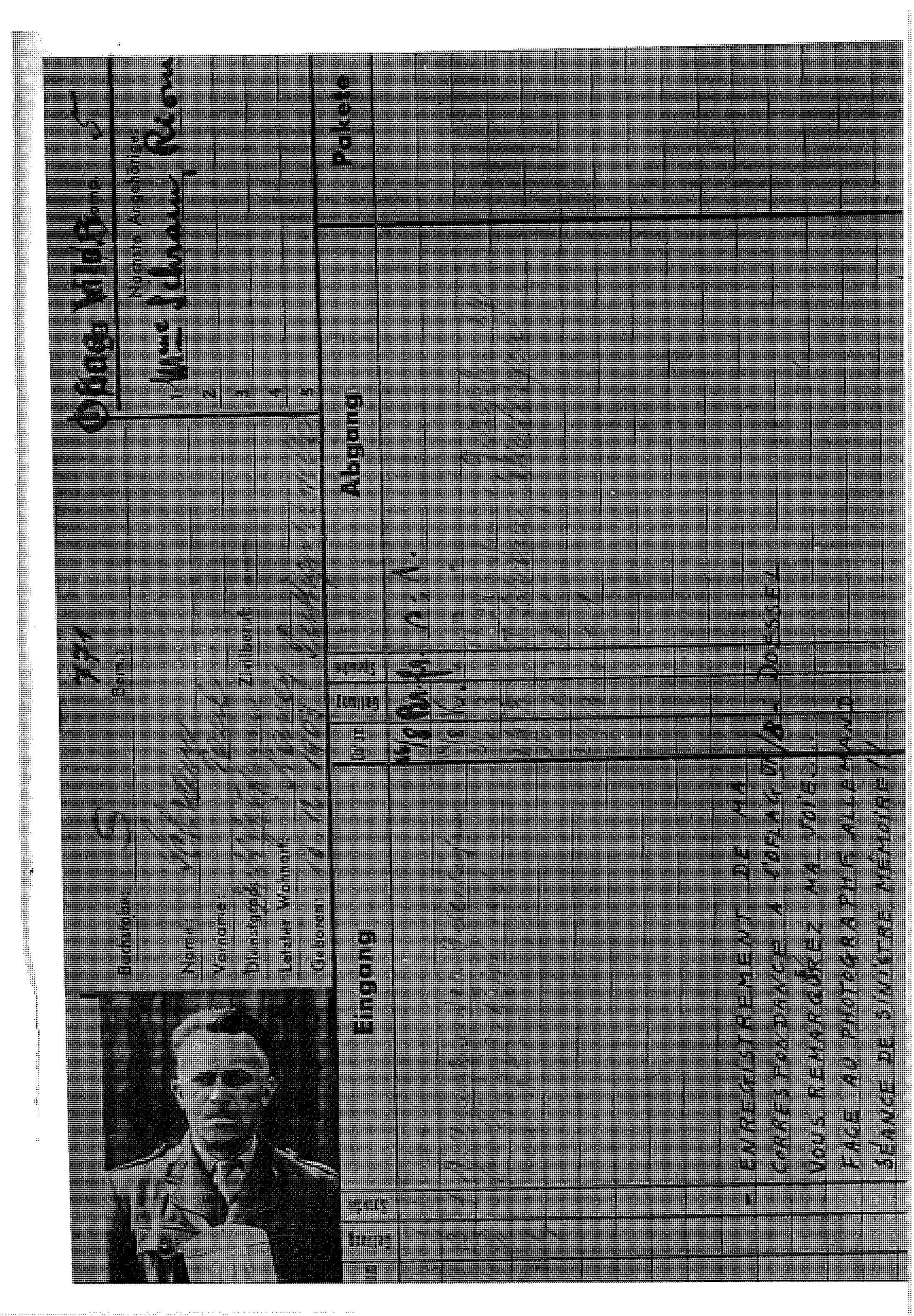
A Soest, l'Oflag VI A était assez confortable. Nous étions logés dans une Ecole de Cadets allemande toute neuve, à peine achevée. Nous avons retrouvé d'autres camarades. L'effectif du camp était de l'ordre de 2.000 officiers français prisonniers avec cependant quelques Belges, Hollandais et Polonais.

Nous nous sommes vite organisés. Les officiers présents offraient des ressources les plus diverses. La peinture, la musique, le chant et le théâtre occupaient nos loisirs. Il y en avait pour tous les goûts. De nombreuses conférences sur les sujets les plus variés avaient lieu très souvent. Des cours de langues vivantes étaient organisés. Les Allemands faisaient leur propre cours d'allemand. J'avais aussi le mien mais il était clandestin car jamais je n'ai voulu que les Allemands de Soest sachent que je parlais leur langue.

Mon cours se partageait en deux séries : l'une était un cours normal, tandis que l'autre avait uniquement pour but de faire apprendre par cœur quelques phrases essentielles avec le meilleur accent possible. Ce cours était suivi par les candidats à l'évasion.

Car de l'évasion, tout le monde en parlait, c'était devenu le sujet essentiel de bien des conversations. Pour les uns c'était sérieux, tandis que pour d'autres, c'était le moyen de faire de beaux rêves.

La vie religieuse battait son plein. L'éducation physique aussi était à l'ordre du jour. Des méthodes rivales étaient pratiquées. Chaque matin on voyait de nombreux officiers descendre dans la cour du camp avec une couverture. D'autres — quelquefois les mêmes — passaient un temps fou à soigner leur système pilaire. Les chauves tentaient de faire repousser leurs cheveux par des massages savants tandis que les autres voulaient tout simplement ne pas les perdre. On peut douter des résultats obtenus mais ça passait le temps.



Un autre passe-temps : les cartes et différents jeux de société. Le bridge était à l'honneur. La distribution quotidienne des aliments était une autre attraction ; c'était surveillé de près. Le pain et le saucisson étaient coupés au moyen d'un double décimètre. Des dosages savants avaient été mis au point pour que chacun reçoive sa ration sans tricherie. Il y avait aussi la promenade dans la cour où tout le monde tournait dans le même sens pour se dégourdir les jambes.

Une autre occupation, très agréable celle-là, était la distribution du courrier et des colis qui a commencé à Doessel. Chaque jour il y avait une distribution du courrier venu de France. On nous écrivait sur des cartes ou lettres-réponses que nous adressions à nos familles. Cette correspondance était limitée à une carte le samedi et une lettre tous les dix jours ; il en était de même pour le nombre de colis à recevoir : un par mois. Sans l'avis de colis, de lettre, ou de carte-réponse, nos familles ne pouvaient ni nous écrire, ni nous envoyer de colis. En règle générale, la distribution des colis avait lieu une fois par jour et quelquefois deux : une première fois le matin et la deuxième fois l'après-midi après l'appel nominatif de 16 heures dans la cour. Cette deuxième distribution après l'appel de 16 heures a été précisément mise à profit comme on le verra plus loin.

Il y avait trois appels par jour : le matin à 8 heures dans la cour ainsi que celui de 16 heures. Ces deux appels étaient numériques et nominatifs et enfin le soir à 21 heures, un appel, numérique seulement, dans les chambres où on comptait les présents, soit dans leur lit, soit en train de jouer ou de lire.

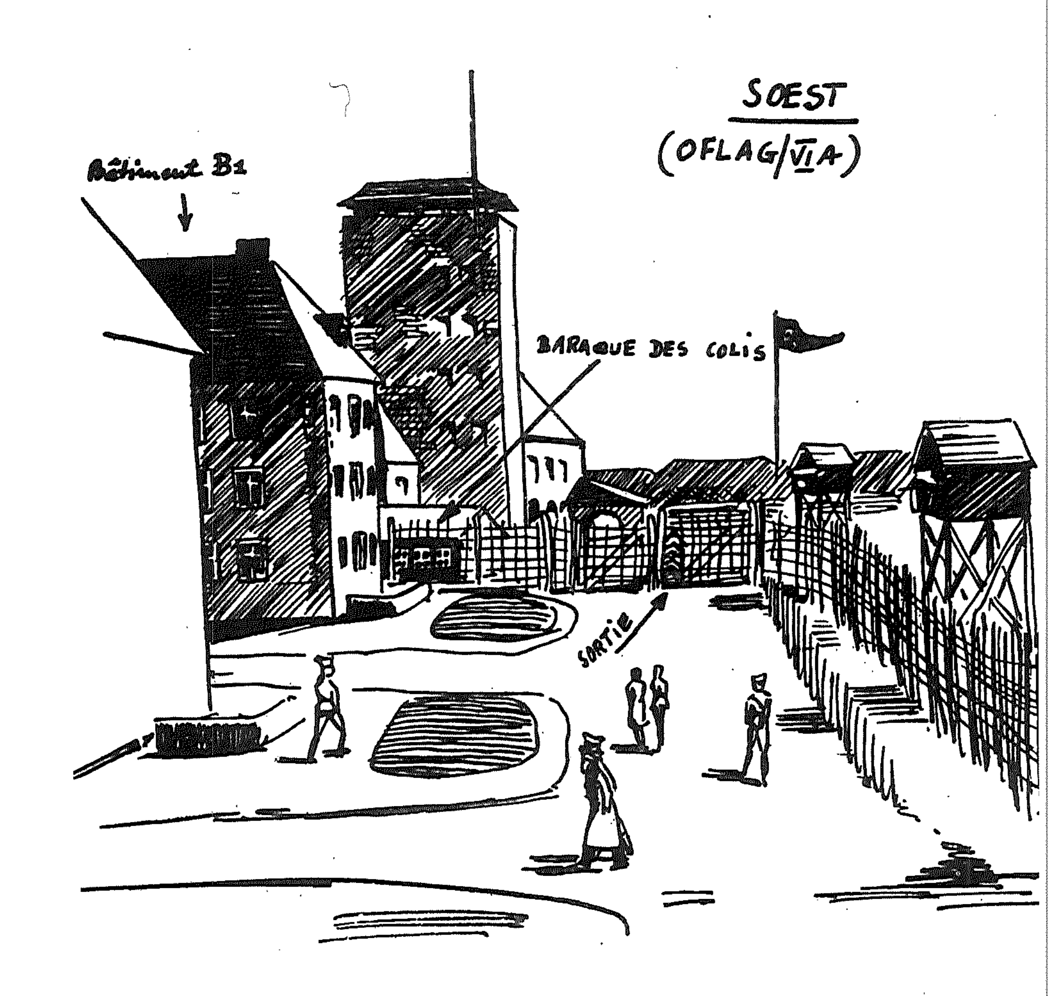
Il existait une cantine dans le camp ; nous pouvions y faire quelques petits achats comme : allumettes, bière, crayons, etc., aucune alimentation n'était vendue. La bière était infecte.

Chaque officier percevait 20 Marks de camp par mois. C'est la France qui payait bien entendu ; il ne s'agissait pas d'un cadeau de nos geôliers. Malheureusement, ces marks n'avaient pas cours à l'extérieur des camps.

Périodiquement il y avait des fouilles. Mais c'était surtout une mesure de représailles sous un prétexte ou sous un autre, car il ne restait plus rien à nous prendre et nous prenions en permanence d'utiles précautions.

Dans le camp, les discussions allaient bon train. Tous les sujets possibles étaient abordés ; on refaisait la France, la guerre et le monde, chacun à sa manière et souvent avec des heurts.

Je me souviens qu'un jour un de mes camarades de chambrée soutenait que si pour éviter à l'avenir des guerres avec l'Allemagne, il suffisait de lui rendre l'Alsace et la Lorraine, il était d'accord pour qu'on le fasse. Dire une pareille monstruosité en ma présence n'a pu me laisser indifférent. Un coup de poing bien placé ramena mon camarade à la raison. Personne dans la chambrée n'avait approuvé le camarade en question. Ce dernier me connaissait bien cependant ; il savait mon origine lorraine, mais je ne lui en ai pas tenu rigueur par la suite.



Bien connaître le camp et les habitudes de nos gardiens de jour comme de nuit était aussi une préoccupation importante pour ceux atteints « d'évasite ». Dès notre arrivée à Soest, nous avons, avec mon camarade, le capitaine Robert GUILLAUD, sérieusement envisagé la question de l'évasion. C'était un sujet de conversation fréquent et sérieux pour les uns et une façon de construire des châteaux en Espagne pour les autres, plus nombreux que les premiers. Dès le début de 1941 l'évasion pour nous devint un sujet important qu'il fallait envisager avec méthode. Je connaissais bien le capitaine GUILLAUD ; il était le chef du 2e Bureau de l'E.M. de la 70e Division.

Pour notre évasion, différentes solutions avaient été envisagées pour sortir de l'enceinte des barbelés pratiquement infranchissables en surface. La premère fut celle qui consistait à creuser un souterrain à partir du mur sud de la prison, en fait au pied d'un mirador occupé de jour comme de nuit. A cet endroit la distance à creuser était la plus courte. (Voir annexe III, trajet AB.)

Avec plusieurs camarades nous avons d'ailleurs commencé à creuser, mais nous avons vite abandonné pour deux raisons : la première parce que les candidats à l'évasion étaient trop nombreux ; la seconde tenait à la difficulté de respiration sous terre dans un espace restreint ; il fallait être très jeune pour pouvoir entreprendre de tels travaux. D'autres que nous ont continué et le jour du départ (après le nôtre) une bonne douzaine de jeunes camarades ont pris cette sortie. Mais deux seulement, les lieutenants TRIBOUT et LA PEYRERE sont arrivés à bon port : tous les autres ont été repris rapidement. Une évasion n'a de chance de réussir qu'à la condition d'être peu nombreux à partir à la fois. Deux ou trois au maximum.

Une toute autre solution se présenta à nous grâce à l'observation des lieux. En effet, nous étions chauffés par chauffage central. Or, à l'intérieur des barbelés, dans notre camp à proprement parler, aucune chaufferie n'existait. Il fallait donc que les conduites de chauffage viennent de l'extérieur des barbelés.

Un jour, nous aperçûmes nettement une fumée qui se dégageait d'une cheminée d'un petit bâtiment non loin des bâtiments renfermant les services du commandant allemand du camp.

Plus de doute possible, le chauffage nous arrivait de cet endroit. Comme rien n'était visible de l'extérieur, il fallait donc que ces canalisations soient souterraines. Comme, par ailleurs, les portes du sous-sol de nos bâtiments (B 1 à B 4) étaient toutes fermées à clé, nous ignorions tout de ce sous-sol. Il fallait donc y pénétrer pour avoir, peut-être, la solution du problème.

Le temps de confectionner une fausse clé avec un gros fil de fer, avec mon camarade GUILLAUD, nous sommes arrivés à pénétrer dans les locaux du sous-sol en question, et une fois la porte refermée à clé derrière nous, nous avons examiné les lieux. C'était un magasin de couvertures et de pommes de terre. Des milliers de couvertures et des tonnes de pommes de terre y étaient entreposées.

Au bout du local, nous aperçûmes une porte au bas de quelques marches d'escalier ; cette porte n'était pas fermée à clé. Elle donnait accès à un souterrain. C'était bien l'arrivée du chauffage. A présent, nous en avions la certitude.

Ce souterrain, tout fait et solide, paraissait pouvoir servir à une évasion par un bâtiment encore en construction situé entre les bâtiments B 2 et B 3, mais de l'autre côté des barbelés ceinturant notre camp. Dans ce bâtiment en construction, nous supposions que le chauffage n'avait pas encore été branché, mais que le souterrain y aboutissait déjà ; cela ne faisait plus aucun doute dans notre esprit. Il était donc peut-être possible de sortir sous le bâtiment non achevé sans difficulté. Cette solution avait le mérite de permettre le franchissement des barbelés sans s'en rendre compte ; cette sortie avait aussi le mérite d'être encore vierge, du moins nous le pensions. Pour cela il fallait aller jusqu'au bout de nos investigations.

Nous avons donc pris le souterrain sur notre droite mais à peine avions-nous parcouru quelques mètres que nous entendîmes un bruit insolite juste devant nous. Ce bruit ne pouvait provenir que du souterrain. S'agissait-il d'une ronde ou d'une réparation quelconque, nous n'en savions rien.

Nous sommes revenus prudemment sur nos pas pour ressortir du sous-sol après avoir refermé soigneusement toutes les portes dont la dernière avec notre fausse clé et dehors nous avons fait le guet.

Au bout d'un bon quart d'heure, la porte donnant accès au sous-sol s'ouvrit lentement. Quelle ne fut pas notre surprise de voir un grand lieutenant, prisonnier comme nous et que nous connaissions, sortir du sous-sol. Il avait eu la même idée que nous.

Sans hésitation, nous nous sommes précipités sur lui pour l'interroger, lui demandant ce qu'il avait constaté ; il nous répondit avec une franchise apparente que la sortie du chauffage sous le bâtiment en construction était solidement bouchée. En fin de compte, nous n'en étions pas surpris. Il était normal que les Allemands condamnent solidement la sortie de ce tunnel. Nous n'avons donc pas cru devoir vérifier.

Mais la nuit suivante, nous eûmes le fin mot de l'histoire. Le grand lieutenant nous avait travesti la vérité. Car une bonne douzaine d'officiers étaient sortis par ce souterrain pour s'évader, y compris le lieutenant en question.

Comme tous ces camarades étaient partis sans préparation, tous ont été repris dans les quarante-huit heures et envoyés dans un camp de représailles ; ce fut la fin d'un précieux moyen d'évasion. Bien organisé, cette sortie inespérée aurait pu durer longtemps sans attirer l'attention des Allemands.

Mais notre exploration du sous-sol n'a pas été vaine. Nous avons pu dérober des couvertures et des pommes de terre. Si les pommes de terre étaient en vrac dans le sous-sol, par contre, les couvertures étaient soigneusement pliées en piles égales. Pour masquer le nombre de couvertures enlevées par nos soins, il suffisait de replier autant de couvertures

en deux de façon à donner l'impression que le nombre n'avait pas changé. Jamais d'ailleurs les Allemands ne se sont aperçus de quoi que ce soit.

Les couvertures et les pommes de terre ne donnaient pas la solution du problème. Il fallait imaginer autre chose de nouveau pour essayer de nous évader du bâtiment 1. Le plan de l'annexe III permettra de suivre les péripéties de notre nouveau projet.

La grande difficulté à vaincre était l'épaisse rangée de barbelés encerclant notre camp. Cette clôture était absolument infranchissable de jour comme de nuit tant la végilance de nos gardiens était efficace.

De jour, nous étions vus par nos gardiens du haut de leurs miradors. De nuit, les mêmes miradors ceinturaient la clôture de barbelés du faisceau lumineux de leurs phares orientables tandis que des sentinelles patrouillaient entre ces miradors.

De plus, un éclairage fixe éclairait tout le pourtour des barbelés. Et pour compliquer encore les choses, il faut noter qu'à partir de 20 heures, chaque soir, les Allemands nous enfermaient à clé dans nos bâtiments respectifs avec interdiction formelle d'en sortir. Tout prisonnier surpris dehors après 21 heures était en danger de mort. Mais à l'intérieur des bâtiments, il y avait tout le confort tel que W.C. et lavabos par exemple.

Avec mon camarade GUILLAUD, nous étions décidés à partir par tous moyens ayant quelque chance de réussir. Plus tard, CHARVET, capitaine de chasseurs, a demandé à se joindre à nous. Une équipe à trois était un maximum. CHARVET faisait partie de notre chambrée ; GUILLAUD le connaissait de Saint-Cyr.

Après avoir passé en revue toutes les solutions qui se présentaient à nous, notre choix s'est porté sur celle offrant le moins de risques : la baraque de distribution des colis qui comportait en réalité deux baraques accolées.

L'avantage de cette solution résidait dans le fait que ces baraques étaient situées non seulement contre le réseau de barbelés, mais surtout à l'extérieur, de telle sorte que le problème de leur franchissement ne se posait plus ; c'était capital.

Les Allemands nous distribuaient les colis alternativement dans l'une ou dans l'autre de ces baraques jointives. Ces distributions se déroulaient généralement après l'appel du matin, vers 10 heures.

En cas d'abondance de colis, une deuxième distribution était faite, l'après-midi, après l'appel de 16 heures, le second de la journée.

Nos gardiens nous conduisaient en bon ordre à la distribution sans jamais nous compter. Il suffisait de se présenter à l'heure dite à hauteur de la porte de sortie près du bâtiment B 1. Une liste des officiers ayant un colis à percevoir était affichée chaque jour. On savait le matin s'il y aurait une ou deux distributions dans la journée.

En outre, nous avions remarqué que la baraque des colis était en tous points semblable à celle de notre propre cantine. En effet, les baraques reposaient toutes sur un muret de briques laissant un vide sous



Un mark de ville allemand.



Argent ayant seulement cours à l'intérieur des camps de prisonniers

le plancher d'environ 35 centimètres de hauteur. C'était suffisant pour s'y cacher pendant quelques heures.

De plus, les planchers étaient composés de grands panneaux posés jointivement sans avoir été cloués. Il suffisait, le moment venu, de pouvoir les soulever pour se glisser dessous. Un essai de soulèvement effectué en son temps avec un tisonnier, avait donné de bons résultats ; le panneau s'était soulevé sans gros effort sous la pression du tisonnier comme bras de levier.

Après lès distributoins, les Allemands remettaient de l'ordre dans la baraque des colis et quittaient le local jusqu'au lendemain pour la distribution suivante. Il nous paraissait possible de nous cacher dans la baraque et en sortir de nuit au moyen d'une fausse clé.

De la baraque des colis, nous devions sortir de l'enceinte de l'Ecole des Cadets et nous rendre à Werl (14 km) pour prendre le train à destination de Sarrebrück, via Cologne et Trèves.

Cet itinéraire avait été arrêté en raison de ma connaissance de la zone rhénane et surtout de celle des frontières successives à franchir. Mais pour l'heure, c'était encore du domaine de l'imagination. Il restait encore bien des problèmes à résoudre.

Il restait à régler la question de notre remplacement dans notre propre chambrée du premier étage où nous devions partir à trois sur les six occupants. De plus, pour le voyage en chemin de fer, nous devions nous procurer des Marks de ville puisque les nôtres n'avaient pas cours hors de notre camp. La question vestimentaire avait aussi son importance.

Notre remplacement dans notre chambrée pour l'appel numérique de 21 heures, le jour où nous serions enfermés dans la baraque des colis, était un problème délicat à résoudre car les trois camarades qui devaient nous remplacer dans notre chambrée devaient à leur tour être remplacés dans leurs propres chambres.

Pour l'appel de 21 heures, le dernier de la journée, les Allemands nous contrôlaient dans nos chambrées, tandis qu'à l'extérieur, l'entrée des bâtiments était gardée. Toutes les chambres donnaient sur un couloir central. Les Allemands commençaient à une extrémité des couloirs pour terminer l'appel à l'autre. Pour passer d'une chambre dans l'autre, ils utilisaient régulièrement le couloir central ; c'était très important pour nous.

Or, il existait une seule chambre à notre étage du Block 1 qui communiquait avec la suivante par une porte intérieure mais pas avec la nôtre. Il devenait donc facile à un camarade de répondre deux fois à l'appel en passant rapidement d'une chambre dans l'autre pendant que les Allemands utilisaient le couloir central.

Dans un autre cas, où la porte entre les deux chambres n'existait pas, il fallait pratiquer une ouverture dans la cloison séparant les deux chambres pour être ramené au cas précédent. Ceci se passait au premier étage du Block 2. Quant au troisième remplaçant, sa chambre se trouvait au rez-de-chaussée du Bâtiment 4, il était nécessaire à ce remplaçant de répondre présent dans une chambre, de sauter par une fenêtre opposée à l'entrée

du bâtiment pour se rendre dans une autre chambre où les Allemands n'étaient pas encore arrivés et répondre une deuxième fois. Ces trois opérations devaient donc avoir lieu dans des bâtiments différents, B 1, B 2 et B 4, parce que nous avions trouvé nos remplaçants dans ces trois bâtiments (C'est qu'on ne se bousculait pas pour nous remplacer.).

Dans notre chambrée, j'ai été remplacé par le lieutenant TRIBOUT, fils du colonel TRIBOUT, en retraite à Riom, et qui connaissait ma famille.

Dans notre propre chambre, nos remplaçants devaient être occupés de la façon suivante : l'un serait couché, le second jouerait aux cartes, le dos à la porte d'entrée, tandis que le troisième carrément face à la porte, mais avec le haut du visage masqué par l'ombre de la lampe convenablement réglée pour la circonstance.

Le problème des marks de ville était délicat et important à régler. Il nous fallait environ 16 Marks pour effectuer le voyage en chemin de fer, à trois, de Werl à Sarrebrück.

Chaque semaine, un livreur de bière venait approvisionner notre cantine. C'était un homme d'un certain âge. Je me suis mis en rapport avec lui. Peu à peu je lui ai proposé des denrées et des articles français : chocolat, sous-vêtements, etc. A la longue cet Allemand a admis de nous payer en marks de ville sans beaucoup de difficultés. A vrai dire, les produits que nous vendions et que nous recevions de France n'étaient pas vendus très cher. C'est ainsi que nous avons pu réaliser notre précieux magot.

La question vestimentaire fut la plus facile à réaliser grâce à des pantalons bleus d'aviateurs et de chasseurs auxquels il suffisait de supprimer le passe-poil de couleur. Pour le reste, nous nous sommes contentés d'une vareuse de cuir d'un aviateur et de deux imperméables beiges que nous avions pu par hasard garder. Quant à notre coiffure, nous avons confectionné deux casquettes dans des couvertures dérobées dans le sous-sol. Seul CHARVET, le dernier venu, restait nu-tête, il n'avait pas eu le temps de confectionner son propre couvre-chef. Cela nous paraissait d'ailleurs secondaire car nous imaginions que les Allemands circulaient souvent nu-tête.

Une précision en ce qui concerne notre voyage en chemin de fer à partir de Werl situé à 14 kilomètres de notre camp, au lieu de Soest. Nous pensions qu'à Soest, il y avait une surveillance particulière en gare, en raison de la présence dans cette ville d'un important camp de prisonniers, le nôtre, tandis qu'à Werl, nous espérions éviter une telle surveillance, d'autant plus que nous devions partir sans aucune pièce d'identité.

A noter aussi que nous avons pu nous procurer un indicateur des chemins de fer allemands par l'intermédiaire d'un poilu français, aide-cuisinier, qui travaillait parfois à l'extérieur du camp. Nous connaissions donc toutes les heures des trains.

Tous ces préparatifs ont été menés progressivement et avec minutie. Un jour que nous préparions nos vêtements, les Allemands sont venus inopinément dans nos chambres pour entreprendre une fouille. Me trouvant à l'entrée de notre chambrée avec tous les effets sur mon lit, j'ai juste

eu le temps de rabattre ma couverture sur les effets à cacher. C'était une façon de défaire un lit pour montrer que rien n'y était caché ; les Allemands n'insistèrent heureusement pas.

Une autre fois, ce fut une fouille de tous les officiers de notre bâtiment. Aussitôt l'appel de 16 heures terminé, nous fûmes conduits en bon ordre dans le grand hall (voir annexe III). Nous nous doutions qu'il s'agissait d'une fouille. Mon camarade GUILLAUD avait sur lui les 16 Marks dans un tube d'aspirine. En apprenant que la fouille serait effectuée dans la tenue d'Adam, GUILLAUD a eu le temps de trouver une cachette toute naturelle de son individu... Là encore, tout s'est bien passé pour nous, mais nous avons eu très peur, car les Allemands n'ont pas hésité, ce jour-là à inspecter l'endroit intime en question d'un certain nombre de nos camarades.

Enfin le jour tant attendu arriva. Ce fut le vendredi 2 mai 1941. Aussitôt après l'appel de 16 heures, nous sommes remontés quatre à quatre dans notre chambre pour nous habiller et prendre quelques objets de toilette. Revêtus d'un manteau militaire camouflant les dessous, nous nous sommes glissés, comme prévu, parmi les camarades qui se rassemblaient près de la porte de sortie de notre camp. Ce jour-là, aucun de nous trois n'était appelé pour recevoir un colis.

L'équipe de guet et de camouflage composée de camarades sous les ordres du chef de bataillon REMUSAT (actuellement Général en retraite au Collet-Christine, à Tourrettes) était là au grand complet. Quelques instants plus tard, nos gardiens nous conduisirent à la distribution. Tout parut se passer normalement, bien que le nombre des camarades présents soit supérieur à ceux désignés pour recevoir un colis.

Si nos gardiens avaient exercé un contrôle, ils se seraient vite aperçus du subterfuge. Mais ils ne l'ont pas fait, fort heureusement pour nous.

Nous voici donc dans la fameuse baraque des colis, la plus éloignée de la sortie de notre camp. On ne connaissait jamais à l'avance la baraque où s'effectuerait la distribution. A vrai dire, cela ne paraissait avoir aucune importance.

L'équipe de guet et de camouflage se mit en place et nous à l'ouvrage. Au moyen d'un tisonnier trouvé sur place, nous devions soulever un panneau du plancher et nous glisser dessous comme le jour de la répétition. Au travail donc sans perdre de temps car une distribution de colis durait environ une demi-heure. Sous la pression de notre barre utilisée comme bras de levier, le panneau craqua mais ne paraissait pas vouloir se soulever. Plusieurs autres essais ne donnèrent pas de meilleurs résultats ; le panneau ne céda pas. Nous avons recommencé une fois, deux fois, dix fois sans le moindre résultat, le panneau résistait toujours. Voilà donc une évasion qui risquait de s'arrêter là, faute de pouvoir nous glisser sous le plancher comme prévu. Nous nous sommes rendus compte que les Allemands avaient lavé le local à grande eau la veille ou le matin et que sous l'effet de l'humidité, les panneaux s'étaient soudés les uns aux autres. C'était la tuile ; ça commençait très mal pour nous.

Que faire ? Devions-nous remettre à plus tard notre tentative alors que tout était fin prêt ? Combien de jours nous faudrait-il encore attendre ? Est-ce que notre procédé de fuite ne serait pas pris par d'autres si nous remettions notre départ ? Autant de questions auxquelles il nous fallait répondre rapidement pour trouver une autre solution. Peu importe si la nouvelle solution était moins sûre.

Le hasard fit bien les choses. Il se trouva que, ce jour-là, la distribution de colis avait lieu dans la seule partie de la baraque où les Allemands possédaient une presse à papier. Les emballages de nos colis, pour les deux baraques, étaient pressés sous forme de cubes de un mètre de côté. Dans le fond de la salle, il y en avait une bonne douzaine jetés pêle-mêle contre la cloison du fond.

GUILLAUD et moi décidâmes de nous cacher derrière la dernière rangée de cubes de papier, contre la cloison. Nous avons cru un instant que CHARVET ne partirait pas. Mais à la dernière minute, il s'est caché derrière un grand sac de papier déjà plein situé dans un coin du local.

Devant le grand sac, un autre sac à moitié plein, et devant ces deux sacs, un balai. Les Allemands remplissaient des sacs avec les emballages de colis ; ce n'est que périodiquement qu'ils utilisaient la presse pour en faire des cubes.

Nous voici donc, GUILLAUD et moi, accroupis derrière nos cubes, le dos à la cloison, tandis que CHARVET, à peine caché, risquait de tout faire rater. Mais ce n'était plus le moment de discuter.

Tous nos camarades étaient bien entendu dans le local ; nous leur avons remis nos manteaux militaires. Leur présence nous avait été bien précieuse. Sans équipe de camouflage, les Allemands auraient pu voir notre manège. Pour le moment tout allait bien.

Vers 17 heures, la distribution des colis était terminée. Le local se vida peu à peu. Lentement nos camarades sont sortis en jetant un dernier regard furtif dans notre direction. L'angoisse nous prit. Dans quelques secondes nous serions seuls avec nos gardiens. Allaient-ils s'apercevoir de quelque chose ? Si l'un d'eux venait prendre le grand sac à papier du coin du local, ils y découvriraient CHARVET et nous aussi. Puisque nous avions adopté cette solution, nous devions en accepter les risques. Pour l'instant, il ne fallait pas bouger, ni surtout éternuer ou tousser...

Six Allemands étaient là, tout près de nous. De notre cachette, nous pouvions suivre tous leurs faits et gestes car les cubes n'étaient pas jointifs. Ils s'affairaient à diverses besognes de remise en ordre du local pour la distribution des jours suivants.

Tout à coup, un de nos gardiens se dirigea droit vers les sacs à papier du coin, prit le petit à moitié rempli ; un autre Allemand vint prendre le balai ; c'est à peine si nous respirions encore, car si GUILLAUD et moi étions les mieux cachés, par contre, la situation de CHARVET nous donnait la chair de poule.

Les Allemands achevèrent le nettoyage et le rangement, remirent le balai et le sac à papier en place dans le coin de CHARVET. Heureusement que ce jour-là, la presse à papier n'avait pas été mise en action. Peu à peu le local se vida. Le dernier Allemand à sortir ferma la porte à clé.

Nous voilà enfin seuls ; nous respirions déjà mieux, bien que rien ne soit encore joué.

Allions-nous sortir de notre cachette ? C'était trop tôt. Il faisait encore trop jour. Par les fenêtres nous pouvions être remarqués. Nous nous sommes relevés cependant et, le dos collé à la cloison, nous attendîmes la nuit.

Soudain un bruit de clé dans la serrure, nous eûmes juste le temps de nous baisser. Que se passait-il, sinon que les Allemands avaient appris notre départ et qu'ils venaient nous cueillir. Que pouvions-nous imaginer d'autre. Immobiles derrière nos cubes, nous ne pouvions qu'attendre.

De notre repaire, nous vîmes distinctement deux Allemands se diriger vers les casiers à colis. J'entends l'un dire à l'autre : « Enfin, nous allons pouvoir fumer... » Je compris alors le but de cette visite tardive. Ils venaient tout bonnement prélever des cigarettes dans un colis. L'opération fut rapidement menée, le colis reficelé et remis en place. Un peu plus tard, nous devions constater qu'il s'agissait d'un colis destiné au colonel BECKER pour la distribution du lendemain, tandis qu'il n'y en avait aucun pour nous. C'eut été le moment de se servir.

Nous voici à présent seuls jusqu'au moment de quitter la baraque. Mais nous ne pouvions toujours pas bouger ; il nous fallait attendre la nuit et l'appel de 21 heures. Les heures étaient longues. Cet appel de 21 heures avait une importance capitale pour nous, car si les Allemands découvraient l'absence de 3 officiers français, nos chances de réussir seraient plus que compromises.

Peu à peu la pénombre gagna notre local. Vers 20 heures, il faisait déjà très sombre et nous avons décidé de sortir de notre cachette pour nous dégourdir un peu les jambes. Nous étions un peu plus rassurés. Un premier pas venait d'être franchi.

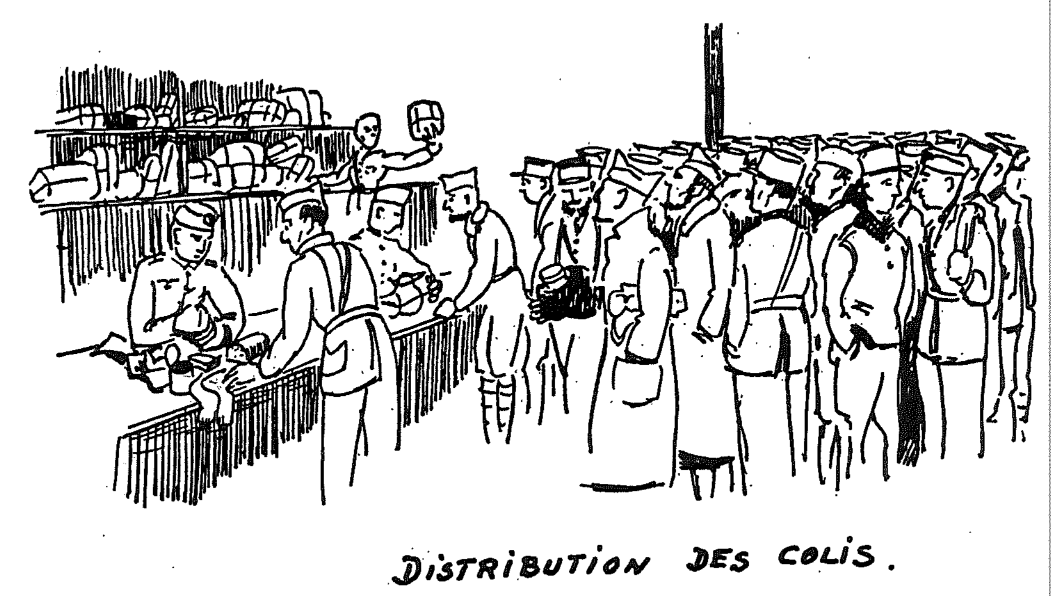
Mais nous étions hantés par l'appel de 21 heures dont le résultat devait nous être communiqué à vue par un signal à partir du premier étage d'une certaine chambre du bâtiment 1 très visible de l'endroit où nous nous trouvions. C'était le commandant REMUSAT qui devait nous transmettre le signal convenu. Une seule allumette enflammée signifiait que l'appel ne nous était pas favorable, et deux successives, qu'il avait réussi. Nous n'osions penser à l'éventualité d'une seule lueur d'allumette car dans ce cas il nous faudrait prendre une décision urgente. Nous préférions ne pas encore y penser.

Toujours est-il que l'énervement du moment, l'incertitude de l'avenir et peut-être aussi un manque de prévoyance au départ, nous ont donné à tous trois l'envie d'un besoin urgent à satisfaire. Où aller pour nous soulager ailleurs que sur place. Aussi, chacun de son côté, s'est-il ingénié à faire des « dessins » sur le plancher...

Jusque peu avant 21 heures, nous avons prospecté notre local. Dans une salle spécialement réservée à la censure de notre courrier, nous découvrîmes un important stock de lettres et de cartes-réponses vierges. Nous en avons pris un certain nombre dans le but éventuel de pouvoir correspondre avec nos camarades une fois rentrés en France. Mais nous



RASSEMBLEMENT POUR LA DISTRIBUTION DES COLIS.



DISTRIBUTION DES COLIS.

n'en étions, hélas, pas encore là.

Peu avant 21 heures, nous nous mîmes, comme convenu, à notre poste d'observation, les yeux fixés sur une certaine fenêtre du bâtiment 1. Pendant ce temps, les Allemands prenaient leur service de garde renforcé pour la nuit. Nous entendions très distinctement leurs bottes marteler le sol. Une sentinelle arriva tout contre notre baraque. Elle se promenait entre notre baraque et les barbelés. Périodiquement, nous la voyions passer et repasser à quelques mètres de nous. Nous n'osions plus bouger, car le craquement du parquet aurait pu attirer son attention.

Les lampes des barbelés s'allumèrent ainsi que les miradors occupés; leurs phares éclairaient tout le pourtour de l'enceinte des barbelés comme en plein jour. C'était le régime de nuit qui commençait. Les patrouilles mobiles, entre les miradors, étaient toutes en place. Nos camarades réintégrèrent lentement leurs bâtiments respectifs. L'heure de l'appel approchait ; nous étions maintenant plongés dans l'obscurité.

A 21 heures, tous nos camarades étaient rentrés. Et le service d'appel allemand se présenta au bâtiment 1, juste en face de notre repaire. Une fraction importante de ce service pénétra dans le bâtiment tandis que l'autre, restée dehors, semblait surveiller l'entrée pendant l'appel. L'instant était grave et les minutes affreusement longues ; 21 h 05... 21 h 10, la fenêtre des signaux reste toujours fermée. 21 h 15, toujours rien... et pourtant nous voyions déjà quelques Allemands sortir du bâtiment. Nous étions très inquiets. Tans pis, à présent, nous risquerions le tout pour le tout au point où nous en étions. Après tout, les barbelés étaient déjà franchis.

Mais à la réflexion, nos camarades ne pouvaient pas nous renseigner plus tôt. Car avant de nous prévenir par le signal convenu, il fallait que des camarades du bâtiment 4 transmettent au bâtiment 3 puis au 2 et enfin au 1 le résultat de l'appel suivant le principe des allumettes : Un feu, rien ne va plus... Deux feux, tout va bien. Pour nous, c'était le signal définitif qui comptait.

A 21 h 30 exactement, la fameuse fenêtre s'ouvrit enfin, nous vîmes apparaître une silhouette et crûmes reconnaître celle du commandant REMUSAT. Qu'allait-il se passer ? Bien que minutieusement préparée, notre affaire était fondée sur beaucoup de chance pour réussir. Nous ne doutions pas que nos camarades avaient tout mis en œuvre pour réussir l'opération. Mais, malgré les précautions prises, la combinaison pouvait avoir échoué.

Tout à coup, nous vîmes la lueur d'une seule allumette, puis une deuxième... Que le temps nous a donc paru long entre la première et la deuxième allumette. La joie était grande. Nous avons oublié un instant, les difficultés qui restaient à surmonter. Mais cette fois, nous avions la certitude de ne plus être inquiétés dans notre baraque jusqu'au départ prévu à 23 heures, heure de la relève de la garde renforcée surveillant notre camp de nuit.

La nuit était tombée, l'éclairage provenant du dehors pénétrait profondément à l'intérieur de la baraque. Nous devions être prudents pour ne

pas être remarqués par la sentinelle qui patoruillait le long de la baraque des colis et des barbelés, à quelques mètres seulement de nous.

Un calme parfait régnait dans le camp à présent que les prisonniers étaient enfermés à clé dans leurs bâtiments respectifs jusqu'au lendemain matin. De temps à autre, le bruit de bottes de nos gardiens. A un certain moment, nous avions l'impression qu'ils étaient dans notre local.

Vers 22 heures, nous avons essayé nos fausses clés, de simples fils de fer recourbés, à une porte opposée à l'entrée, c'est-à-dire face au bâtiment des sous-officiers allemands. Il était préférable de sortir par une porte car les fenêtres à fermetures normales s'ouvraient toutes vers l'extérieur en raison de la présence de barreaux horizontaux en fer qui barraient l'encadrement des fenêtres. Par mesure de prudence, nous avions confectionné plusieurs clés.

Nouvelles désillusions, aucune clé ne permit d'ouvrir une quelconque porte Jusque 23 heures, heure à laquelle nous devions quitter notre repaire, nous nous sommes acharnés aux portes, sans aucun résultat.

A présent c'était trop tard, car la relève de 23 heures ne devait plus tarder à passer devant nous. En effet, nous avons vu passer les sentinelles de la garde montante avec leur chef de poste et quelques minutes plus tard, celles de la garde descendante.

C'était terminé pour le moment ; il nous fallait attendre à présent la relève suivante à 1 heure du matin. Nous disposions donc de deux heures pour trouver l'ultime solution. Sortir par le toit était impossible sans faire beaucoup de bruit.

La relève de la garde était un moment propice pour nous car c'est à la faveur des bruits qu'elle faisait que nous pouvions nous permettre à notre tour, d'ajouter nos propres bruits sans attirer l'attention. Notre sortie de la baraque des colis devait donc nécessairement se produire immédiatement derrière le groupe de sentinelles relevé qui réintégrait le bâtiment du corps de garde. Nous avions, en effet, constaté qu'à ce moment précis, les sentinelles en faction étaient peu vigilantes et qu'elles ne pouvaient pas suspecter les bruits de leurs camarades qui rentraient se reposer en attendant la relève suivante.

Une seule possibilité s'offrait encore à nous : sortir par une fenêtre. Mais ce n'était pas facile, car les fenêtres possédaient toutes des barreaux horizontaux en fer. Or, l'ouverture des fenêtres se faisait bizarrement vers l'extérieur et non vers l'intérieur comme c'est normalement le cas.

Il nous fallait donc écarter deux barreaux pour pouvoir sortir. Etait-ce possible ? Une table placée devant une fenêtre fit notre affaire. Nous avons entrouvert la fenêtre avec précaution de manière à libérer les barreaux et GUILLAUD, debout sur la table, essaya d'écarter les deux barreaux mais n'y parvint pas seul. Nous devions nous y mettre à deux, tandis que CHARVET surveillait la patrouille allemande à moins de 10 mètres de nous. Chaque bruit était à éviter. L'effort à deux a donné un écartement acceptable. On pouvait y passer un peu plus que la tête, mais cette solution imposait de sortir les pieds les premiers sans pouvoir observer ce qui se passait dehors avant la sortie de tout le corps. Nous avons

refermé doucement la fenêtre et attendîmes la nouvelle relève de 1 heure du matin.

C'est à ce moment qu'une discussion s'engagea avec CHARVET. Ce dernier commença à douter de la réussite et trouva même le mode de sortie dangereux. Il est vrai qu'en dehors d'une sentinelle toute proche, il fallait se méfier beaucoup du mirador côté prison qui braquait son phare en direction de la baraque des colis. C'est donc en pleine lumière qu'il nous fallait sortir de notre refuge. Mais nous n'avions plus le choix.

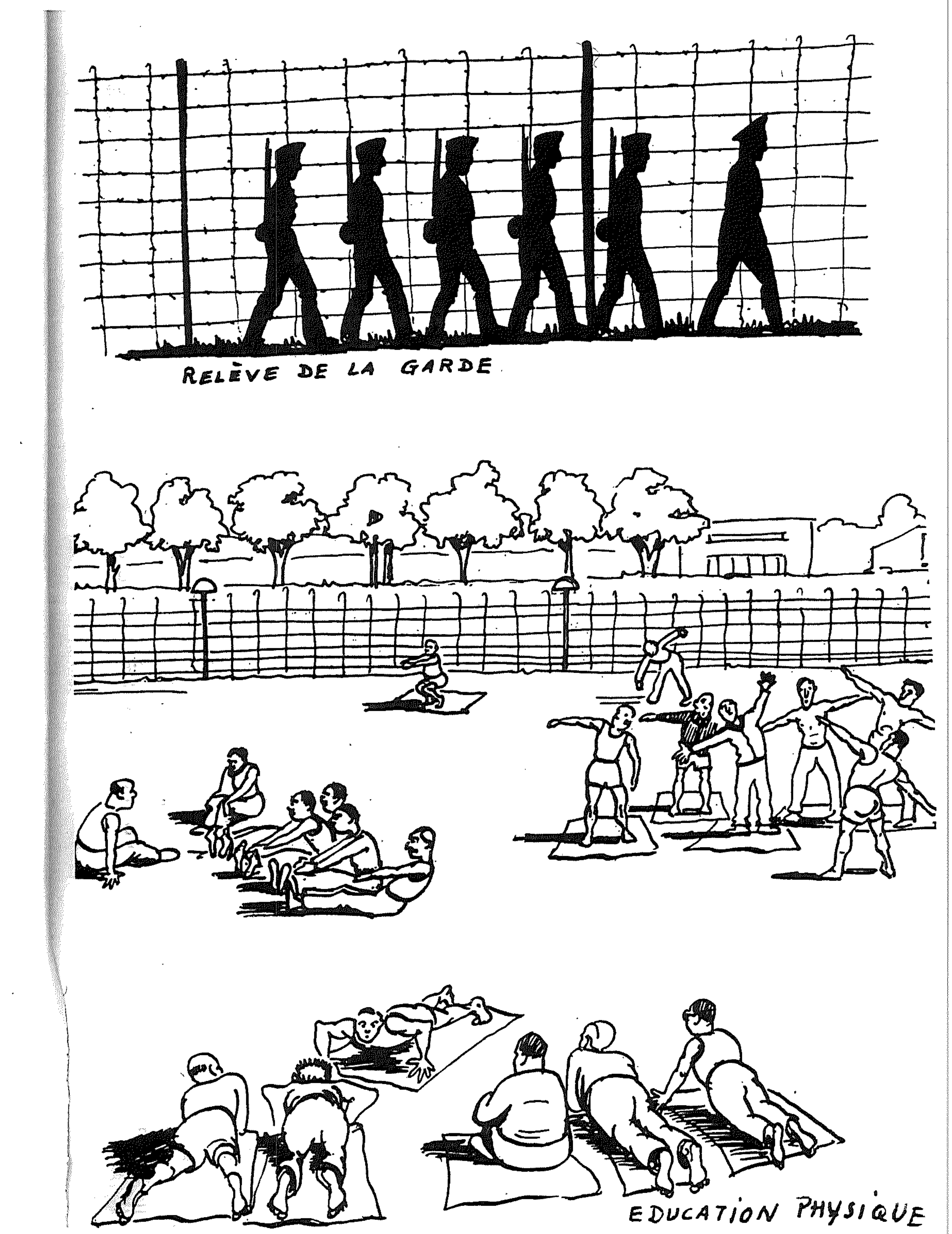
A la réflexion, c'était moins dangereux que CHARVET se l'imaginait. Personnellement, si je voyais un risque supplémentaire d'être repris, je pensais que, par contre, il n'y avait aucun danger, car si une sentinelle voyait sortir quelqu'un de la baraque des colis (ne pas oublier que cette baraque se trouvait à l'extérieur des barbelés) elles n'aurait sûrement pas ouvert le feu sans faire au moins les sommations d'usage. En effet, rien ne pouvait lui indiquer qu'il s'agissait d'évadés ; il pouvait très bien s'agir d'Allemands.

Je décidai donc, le moment venu, de sortir le premier pour précisément entendre et surtout comprendre les sommations éventuelles. Bien sûr que c'était un petit risque à courir. Mais c'était aussi notre dernière chance.

A Werl, le train ne nous attendrait pas et nous avions 14 kilomètres à parcourir à pied en trois heures, sans entraînement à la marche.

Nous avons donc attendu la nouvelle relève avec une certaine émotion, quand brusquement, au loin, nous perçûment des bruits de bottes. C'était la relève. La garde montante défila devant nous ; elle se composait de huit Allemands. Quelques instants plus tard, nous entendîmes s'approcher la garde descendante. Elle défilait en sens inverse de la précédente devant nous. Nous en comptâmes sept seulement, mais le huitième, un peu attardé, passa à son tour. Nous avons alors ouvert doucement notre fenêtre vers l'extérieur. Le temps de jeter un coup d'œil à gauche et à droite... tandis qu'un camarade surveillait la sentinelle qui patrouillait le long de la baraque des colis, mais à l'opposé de nous, je m'installai à plat ventre sur la table et me laissai glisser à l'extérieur en plein faisceau lumineux du phare du mirador, côté prison. Vite je quittai la lumière pour me plonger dans l'ombre de la nuit en face du bâtiment des sous-officiers allemands. Tout allait bien, personne ne bougeait à part la garde descendante qui n'avait pas encore eu le temps d'atteindre le corps de garde. De l'endroit où je me trouvais, il m'était facile de surveiller nos gardiens GUILLAUD sortit, puis CHARVET sans le moindre incident. Devant nous, nous entendions les derniers pas de bottes du retardataire de la garde descendante.

Nous avons filé à pas feutrés en direction du coin du mur d'enceinte de l'Ecole en passant entre bâtiment du corps de garde et les cuisines. Par une fenêtre du corps de garde, nous aperçûmes la garde descendante qui déposait les armes dans un ratelier. Je me souviens d'un certain soulagement en voyant ces Allemands, si près de nous, ignorant que trois de ceux qu'ils avaient pour mission de garder, leur faussaient compagnie.



RELÈVE DE LA GARDE

EDUCATION PHYSIQUE

Dans le coin du mur d'enceinte, nous devions masquer une lampe qui éclairait ce coin. Cette lampe était fixée à environ deux mètres de hauteur contre la paroi d'une petite baraque. Nous nous étions munis de papier pour former un abat-jour de fortune. De notre bâtiment on voyait très bien la lampe et la baraque en question ; cela n'a donc pas été une surprise pour nous, car nous l'avions repéré en temps utile.

Nous avons supposé que les Allemands éclairaient ce coin de mur, de nuit, pour mieux surveiller cet endroit où le mur d'enceinte était plus facile à franchir qu'ailleurs. Ce mur avait une hauteur de 2 m 50 environ, il était surmonté d'un triple rang simple de barbelés de 1 mètre à peine à partir du sommet du mur.

CHARVET le premier s'est lancé à l'assaut du mur avec beaucoup de vigueur ; il est vrai qu'il était le plus jeune des trois. Arrivé rapidement au sommet, au lieu d'enjamber les barbelés, il se glissa entre le sommet du mur et la première rangée de barbelés, tant et si bien qu'en se laissant tomber de l'autre côté, il resta accroché par un foulard qu'il portait autour du cou. Pendu dans le vide et voulant se dégager, il s'agita au point que, sous son poids, il entraîna dans sa chute la triple rangée de barbelés sur une grande longueur, provoquant ainsi un bruit inattendu qui risquait de nous coûter cher.

Pendant ce temps, avec GUILLAUD, nous ne bougions plus derrière la petite baraque car le bruit occasionné par CHARVET n'a pas pu ne pas s'entendre de très loin. Miraculeusement, aucune réaction de la part de nos gardiens. Nous avons donc, à notre tour, franchi le mur sans trop de difficulté.

Une fois de l'autre côté, nous étions hors de l'Ecole, en bordure de la route qui conduisait à Soest Ville. Le temps d'allumer une cigarette et en route pour Werl en passant crânement devant la sentinelle placée à l'entrée de l'Ecole. Nous nous sentions déjà un peu des hommes libres. Un pas important venait, en tout cas, d'être franchi.

A quelques centaines de mètres, sur la route de Soest, nous avons pris à gauche la direction de Werl. Il était 1 h 30 environ. La nuit était très belle, quoique fraîche. Mais il faisait bon marcher. Une émotion nous envahit en jetant un dernier regard vers notre camp endormi, mais très illuminé, où nous laissions tant de bons camarades.

A chaque instant, il nous fallait quitter la route pour éviter une voiture, un cycliste, etc... Ce n'était pas le moment de se faire remarquer à une telle heure de la nuit. Dans l'ensemble, nous avons rencontré peu de monde pendant nos 14 kms de trajet. Nous progressions plutôt lentement par manque d'entraînement à la marche et nous n'avions pourtant pas de temps à perdre si nous voulions arriver à Werl pour l'heure de notre train, c'est-à-dire vers 4 h. 30.

Au loin, nous entendions comme des roulements de tambour. Sans doute s'agissait-il d'un raid des Alliés sur la Ruhr dont nous n'étions pas si éloignés. Ces bombardements nous donnaient du courage

Nous sommes arrivés à Werl peu avant l'heure de notre train, vers 4 h. 20. Mais nous ne savions pas où se trouvait la gare. La nuit

était parfaitement noire et le black-out complet. Pas une âme dans les rues ; pas la moindre lueur. Nous marchions droit devant nous sans savoir où nous allions au juste.

A un certain moment, nous sommes tombés sur un passage à niveau. La gare n'était donc pas très éloignée. Mais cette dernière se trouvait-elle à gauche ou à droite du passage à niveau ? Nous n'en savions rien, quand tout à coup GUILLAUD a cru distinguer une lueur bleutée sur notre droite. Laissant mes camarades sur place, j'ai longé la voie en direction du point lumineux qui devenait de plus en plus net jusqu'au moment où j'ai pu me rendre compte que la lumière bleutée provenait d'une porte d'un bâtiment qui ressemblait fort à un poste d'aiguillage.

J'ai frappé à cette porte. Une voix d'homme m'a répondu du premier étage. C'était, en effet, un poste d'aiguillage. Un cheminot allemand, barbu, descendit, pour venir à ma rencontre. Ce fut mon premier « Heil Hitler ». Je lui demandai où se trouvait la gare et il me l'indiqua sans difficulté. Nous venions d'ailleurs de passer devant sans nous en rendre compte. Elle se trouvait à moins de 50 m. du passage à niveau en question.

La gare de Werl, soigneusement camouflée, elle aussi, était à peine visible. Il n'y avait plus de temps à perdre. Laissant mes deux camarades dehors, je pénétrai seul dans la gare pour aller prendre nos trois billets pour Cologne, notre première étape.

Il aurait été imprudent de prendre des billets pour la destination finale, Sarrebruck. Mieux valait couper le trajet pour dérouter les recherches, d'autant plus que notre voyage par fer devait durer jusqu'au soir. Cologne était déjà une limite à ne pas dépasser, car notre arrivée dans cette ville correspondait à l'appel nominatif de 8 heures du matin dans le camp que nous venions de quitter et où, obligatoirement, les Allemands constateraient notre absence.

Quelle ne fut pas ma surprise en pénétrant dans la gare de Werl, de voir un service de surveillance : un sous-officier et 2 hommes casqués et armés. Et dire que nous venions de parcourir 14 kms pour éviter celà à Soest. Mais il fallait en prendre son parti. Et pour corser encore l'affaire, le sous-officier était en grande discussion avec le distributeur de billets.

Nous étions pressés, mais il n'y avait cependant pas une faute à commettre. J'avoue avoir été tellement surpris que je suis allé consulter l'indicateur des horaires des trains pour réfléchir sur la manière de m'y prendre, à moins que le sous-officier cesse sa conversation. Mais je n'ai pas eu cette chance. Toujours est-il que je me suis rendu au guichet pour prendre les trois billets, mais avant de m'adresser au préposé, j'ai demandé au sous-officier si le train de Cologne était déjà arrivé. Il me répondit très aimablement qu'il allait rentrer en gare. M'adressant alors au distributeur de billets, je lui dis : « Köln drei einfach dritter... » (trois billets simples pour Cologne). Tout se passa très bien, mais j'ai eu chaud. Sans perdre de temps, je suis allé retrouver mes camarades

qui commençaient à trouver le temps long.

Je remis à chacun son billet et nous nous sommes dirigés vers le quai où le train venait d'entrer en gare. Très peu de voyageurs à Werl.

Pour faire poinçonner nos billets, il avait été entendu que je devais me présenter le premier car, si pour une raison ou pour une autre, nos billets n'étaient pas en règle, je pourrais m'expliquer. Mais le temps pressait tant et si bien que GUILLAUD se présenta le premier et moi derrière lui. GUILLAUD tendit son billet au poinçonneur qui avant de le poinçonner lui réclama 20 pfennigs. Complètement ahuri — on le serait à moins — GUILLAUD qui, fort heureusement avait compris, sortit de sa poche deux pièces de 10 pfennigs et les remit à l'employé. Celà me parut d'autant plus étrange que l'employé poinçonna mon billet et celui de CHARVET sans rien nous demander. Mais ce n'était pas le moment des explications puisque GUILLAUD venait de s'en tirer seul.

Les uns derrière les autres, nous nous dirigeâmes vers le quatrième quai où attendait déjà notre train. Chemin faisant, j'aperçus, sur le premier quai, le poinçonneur de billet marcher à vive allure en direction de GUILLAUD. Je n'y prêtais pas trop attention jusqu'au moment où l'employé allemand tapa par derrière sur l'épaule de GUILLAUD Ce dernier se retourna, blanc comme un linge. J'étais convaincu qu'on venait cueillir mon camarade. Avec un sourire en coin, le poinçonneur de billets mit quelque chose dans la main de GUILLAUD et rebroussa chemin. De plus en plus étrange...

Nous avons continué jusqu'au quatrième quai et sommes montés chacun dans un compartiment différent d'une même voiture. Personne d'autre que nous dans ces trois compartiments qui communiquaient entre eux. Lorsque le train démarra, nous nous sommes réunis. M'adressant à GUILLAUD pour savoir ce qu'était venu lui remettre l'employé allemand, mon camarade répondit qu'il lui avait remis 2 pièces de 50 pfennigs. Ne pouvant croire une pareille chose, GUILLAUD sortit tout l'argent allemand qu'il avait sur lui. Je détenais la caisse, mais chacun de mes camarades avait au départ 4 pièces de 10 pfennigs en cas de quête sur la voie publique par exemple ; celà est absolument certain. Or, GUILLAUD présenta bien les 2 pièces de 50 pfennigs de l'employé allemand, plus les 2 pièces de 10 pfennigs qui lui restaient, puisque les deux autres avaient été remises au poinçonneur de billets. En conclusion, GUILLAUD a remis 20 pfennigs à l'Allemand et ce dernier lui a rendu un mark (2 pièces de 50 pfennigs). L'incident s'arrêta là ; jamais nous n'avons pu élucider cette troublante affaire.

De là à penser que l'Allemand prenait GUILLAUD pour un évadé avec l'intention de l'aider, je ne le pense absolument pas car j'ai pu à mon aise observer cet Allemand lorsqu'il a réclamé les 20 pfennigs à GUILLAUD. Jamais on ne saura le fin mot de cette curierse aventure.

Quoiqu'il en soit, nous roulions sans incident en direction de Cologne, après avoir changé de train à Unna et traversé la Ruhr, une régoin sinistre. Le voyage se passa le mieux du monde. Jusqu'à Cologne, nous avons toujours été seuls. Vers 8 h. 30 nous arrivions enfin à

Cologne, au moment où, dans notre camp, les Allemands de Soest venaient sûrement d'apprendre notre évasion. Mais c'était encore trop tôt pour que nous puissions être inquiétés. Il fallait du temps pour donner l'alerte un peu partout.

A Cologne, 5 heures d'attente avant de prendre le train de Sarrebruck via Trèves. J'accompagnai mes camarades à la cathédrale située juste en face de la gare. Ils devaient m'attendre face à l'autel de la Vierge. Il n'aurait pas été prudent de laisser mes camarades en ville où la circulation était très dense.

De mon côté, je suis retourné à la gare pour prendre 3 billets à destination de Trèves : 2 billets à un guichet et le troisième une bonne heure plus tard de façon à brouiller le chiffre trois. Entre temps, j'étais allé boire une bière infecte au buffet de la gare avec l'intention de me procurer un couvre-chef. En effet, en arrivant à Cologne, CHARVET était nu-tête alors que tous les Allemands portaient un chapeau ou une casquette. J'ai donc préféré donner ma casquette à CHARVET et m'en procurer une autre.

Au buffet de la gare, j'étais assis près d'un porte-manteau à l'affût d'une bonne grosse tête qui déposerait un chapeau ou une casquette à ma portée. Je n'ai pas eu à attendre bien longtemps. En sortant du buffet, j'avais un Borsalino italien sur la tête ; il m'allait comme un gant.

Dans la gare de Cologne, il y avait un monde fou. Je m'y suis promené un peu pour voir et surtout pour tuer le temps. Dans un coin du grand hall de la gare, j'ai aperçu un officier allemand assis à une table avec au-dessus de cette table un petit haut-parleur. Il y avait tellement de monde que je ne risquais rien en m'approchant de cette mystérieuse table. Cet officier recevait tout simplement des instructions de l'extérieur. C'est ainsi que j'ai pu apprendre que 2 officiers polonais s'étaient évadés d'un camp ; on en donnait leur signalement succinct.

Je me suis promené en ville dans le quartier de la gare. J'ai constaté des dégâts très importants provenant, sans doute, de bombardements alliés. La ville ne paraissait pas très gaie avec cependant beaucoup de monde dans les rues. Passant devant un magasin de chapeaux, j'ai trouvé que j'avais fait une très bonne affaire au buffet de la gare, car de tous ceux en vitrine, je n'aurais pu m'en payer aucun...

Encore une heure avant le départ du train pour TREVES. C'était en réalité le train direct pour Sarrebruck, mais avec un arrêt de vingt minutes à Trèves.

Je suis retourné à la cathédrale pour reprendre mes deux camarades. Si CHARVET n'avait pas bougé, par contre GUILLAUD avait disparu ; CHARVET ignorait où se trouvait notre camarade. Quelle ne fut pas ma surprise, en circulant dans la cathédrale de voir GUILLAUD sortir d'un confessionnal en train de mâchonner quelque chose ; il m'avait aperçu de sa cachette. Blessé à un pied, il avait préféré se soigner et casser une petite croûte à l'abri des curieux. A vrai dire, il n'y avait personne que nous trois dans la cathédrale.

Ce fut le moment de retourner une dernière fois à la gare pour

prendre notre train. La gare était toujours noire de monde et le train que nous allions prendre bondé, mais nous avons réussi à trouver trois places assises dans le même compartiment.

Le voyage jusqu'à Trèves se déroula sans histoire, avec seulement un contrôle des billets. A Trèves, l'arrêt était suffisant pour me permettre de sortir des quais et aller prendre trois nouveaux billets pour Sarrebruck, notre destination finale en chemin de fer. Aucune difficulté à signaler si ce n'est que le poinçonneur de billets me demanda la raison pour laquelle je lui présentais trois billets à poinçonner alors que j'étais seul. Je lui expliquais que les deux autres voyageurs se trouvaient déjà dans le train venant de Cologne et que nous avions décidé de poursuivre notre voyage en cours de route pour une raison personnelle. L'employé me fit remarquer qu'un tel procédé était interdit. mais me laissa passer. Nous avons donc pu continuer notre voyage dans un train de plus en plus bondé.

J'ai eu nettement l'impression qu'il y avait plus d'étrangers dans le train que d'Allemands. Le voyage fut monotone. Mes camarades faisaient semblant de dormir tandis que je veillais. C'était une bonne manière pour mes deux compagnons de ne pas être interpellés, surtout qu'ils étaient entourés d'enfants plutôt bruyants et bavards.

Vers 21 heures, nous approchions de Sarrebruck, région que je connaissais bien. Mais au lieu de descendre dans cette grande ville frontière, j'ai finalement jugé préférable de descendre à Burbach, la station juste avant Sarrebruck. En effet, je supposais que la gare de Sarrebruck était plus surveillée que la précédente.

A pied, nous avons gagné Sarrebruck par une belle nuit étoilée. Le temps était très beau mais pas très chaud. Nous avons traversé toute la ville en direction de Sarreguemines, mais avant de poursuivre notre route, nous avons décidé de passer la nuit dans un boqueteau à la sortie de Sarrebruck. Mais le froid nous empêcha de dormir. Alternativement, nous nous frottions dos à dos pour nous réchauffer. Au petit jour, le gîvre recouvrait la campagne. La fatigue des deux nuits blanches précédentes se faisait lourdement sentir. Si nous ne pouvions pas nous reposer dans un lit, du moins nous était-il possible de prendre une boisson chaude à Sarrebrück quand les cafés ouvriraient; nous étions le dimanche 4 Mai 1941.

Vers 6 h. 30, nous sommes revenus en ville dans cette intention. Nous avons parcouru la ville de long en large à la recherche d'un café ouvert. Mais c'était sans doute trop tôt. Même le buffet de la gare de Sarrebruck était encore fermé; la circulation commençait peu à peu à s'animer. Jusque vers 8 heures nous errions sans résultat. Estimant, comme mes camarades, imprudent de continuer nos investigations, le temps d'acheter des journaux allemands, nous avons rebroussé chemin en direction de Sarreguemines. Chemin faisant, après avoir traversé une petite place, notre attention fut attirée par des airs de musique d'un poste de radio. C'était un café ouvert; celui que nous cherchions. Très satisfaits de notre trouvaille, nous y sommes entrés. Nous allions enfin

pouvoir prendre une boisson chaude après la nuit très froide passée à la belle étoile. Nous étions tout à fait rassurés, surtout qu'il s'agissait d'un petit bistrot où nous ne risquions pas de faire une mauvaise rencontre.

Nous avons pénétré dans le café composé d'une grande salle avec le comptoir en travers au fond par rapport à l'entrée. A côté du comptoir, consommaient quatre civils allemands. Ils sablaient du mousseux. Tous paraissaient gais, y compris le patron du café qui semblait consommer avec ses clients.

Nous nous sommes installés à une table proche de l'entrée, à l'opposé des consommateurs qui nous donnaient l'impression de fêter une quelconque victoire nazie.

L'envie de boisson chaude me passa vite en présence d'un tel spectacle inattendu. Mieux valait ne pas s'éterniser dans ce café. Je décidai donc de commander des demis qui ne demandaient aucune préparation; je conseillai à mes camarades de se plonger dans leur journal. C'est ce qu'il firent lorsque le patron, en bras de chemise, s'avança vers notre table.

Je commandai donc trois « bocks » et le patron, au lieu de retourner à son comptoir, avec un sourire en coin, regarda alternativement mes deux camarades en train de lire leur journal; puis s'adressant à CHARVET, lui dit en bon français; « tu lis, mais tu n'y comprends rien. » Assez surpris, personne ne souffla mot. Dans quel guépier étions-nous tombés; je regardai déjà en direction de la porte de sortie prêt à prendre le large.

Sortant un paquet de cigarettes de sa poche, le patron en offrit une à chacun de nous; nous acceptâmes bien entendu. Intervenant en allemand, je priai le patron de nous servir rapidement nos bières car nous étions pressés. Toujours avec son sourire narquois, le patron me dit en allemand cette fois: « il ne faut pas vous en faire, le chef de la police locale est là au fond de la salle, vous n'avez rien à craindre. » Je lui répondis que celà ne nous intéressait pas et qu'il veuille bien nous servir nos consommations. Le patron est alors retourné à son comptoir.

Pourquoi nous avoir parlé de la présence de la police? Etait-il interdit de consommer un dimanche avant une certaine heure? Autant de questions que je me posais sans pouvoir y répondre.

Pendant quelques instants, nous pouvions parler. Mon camarade CHARVET avait l'impression qu'on pouvait « acheter » le patron, car il disposait de 2 pièces d'or de 20 francs que sa femme lui avait fait parvenir dans un gâteau. Tel n'était pas mon avis. Mieux valait rester sur une prudente réserve, boire notre bière et filer au plus vite. Hélas, les choses ne se passèrent pas aussi simplement.

Pendant que le patron nous servait à son comptoir, nous avons allumé nos cigarettes, celles qu'il venait de nous offrir et mes camarades se replongèrent dans leur journal. Porteur de nos trois « bocks », le patron s'arrêta un court instant à hauteur de la table de ses quatre

clients, leur dit quelques mots que je ne compris pas, puis vint nous servir.

Tandis que nous fumions nos cigarettes, le patron avait gardé la sienne encore éteinte entre ses lèvres. Se penchant vers CHARVET, le cafetier voulut allumer sa cigarette après celle de notre camarade. Mais ce dernier ne comprit pas ce geste et sortit sa boîte d'allumettes (une boîte allemande du camp, bien entendu). Mais le patron insista pour prendre du feu à même la cigarette de CHARVET. Rien à faire, CHARVET ne comprenait toujours pas ; j'avais beau lui faire du pied.

Fou de rage, sans doute sous l'effet de la boisson, le patron de café prit sa cigarette non allumée de ses propres lèvres, la réduisit en miettes et la jeta par terre avec violence et dit en allemand : « toi, ne recommence jamais celà. » Notre allemand était visiblement très vexé. Pour une tuile, ç'en fut une...

A ce moment précis, alerté sans doute par la brusque colère du cafetier, un des civils du fond de la salle s'est levé et paraissait venir vers nous. Etait-ce le policier annoncé par le patron ? Ce dernier alla à sa rencontre, mais ne parla pas. J'eus juste le temps de dire à mes camarades de se replonger dans leur journal pour qu'on s'adresse éventuellement à moi par priorité.

Je regardai fixement avancer ce mystérieux personnage avec une certaine angoisse. S'adressant à moi en allemand, il se présente comme policier et ajoute aussitôt : « D'où venez-vous ? » Cette fois, plus aucun doute, nous étions pris. Nous aurions à montrer nos papiers (nous n'en avions aucun). Cette question du policier me fit l'effet d'un coup de massue et pourtant il fallait essayer de faire face.

A la question « D'où venez-vous ? », je répondis : « De Metz ». « Quelle rue habitez-vous à Metz ? », réponse : « 11, rue des Roses » (c'était l'adresse d'un de mes oncles qui habitait Metz-Sablon). « Et ces messieurs ? ». Réponse : « Ils sont Lorrains comme moi, mais il faut les excuser, ils ne parlent pas très bien l'allemand, comme beaucoup de Lorrains d'ailleurs ».

Et notre policier de poursuivre... « Mais je connais très bien Metz. Avant 1918, mon père y était fonctionnaire des douanes et moi-même, j'ai commencé mes études secondaires au lycée de Metz. » Il ajouta : « Qu'êtes-vous venus faire ici ? » Réponse : « Nous sommes venus visiter Sarrebrück que nous connaissions peu ou mal. » Le policier : « Vous n'avez donc pas été expulsés en France en 1940 ? » Réponse : « Non, nous ne demandons qu'à être rattachés au Grand Reich... »

J'aurais dit n'importe quoi au point où j'en étais. A côté de moi, GUILLAUD pouvait suivre la conversation, tandis que CHARVET n'y comprenait absolument rien, ne sachant pas un mot d'allemand. Je craignais que le cafetier, qui parlait bien notre langue, servit d'interprète entre le policier et lui pour tout remettre en question. Nous n'étions donc pas encore sortis de l'auberge ; c'était bien le moment d'employer cette expression.

Avec le policier, la conversation continua sur un ton calme et plutôt

courtois. Les trois autres civils du fond de la salle se joignirent à nous comme si un seul ne suffisait pas.. Je n'avais plus qu'une idée en tête : partir au plus vite avant que n'éclatât le drame, mais la discussion n'en prenait pas le chemin.

Nos hôtes nous invitèrent à boire avec eux, c'était le comble. Mais comment refuser une telle attention. Nous avons donc bu aux frais de la princesse ; ça descendait mal ; j'avais l'impression d'avoir des arêtes en travers de la gorge. Ce n'était pas le moment de flancher. Et pourtant, il fallait, coûte que coûte, trouver une excuse valable pour quitter « ces messieurs » décidément trop accueillants.

J'en ai imaginé une que je croyais valable ; nous étions le Dimanche 4 Mai. J'ai fait part de notre intention d'aller à la messe, le jour du Seigneur... J'aurais mieux fait de me taire, car cet argument produisit l'effet d'une bombe... « La messe, mais Dieu n'existe pas... c'est HITLER... puis toute une théorie sur le National Socialisme et le « Fuhrer Adolf HITLER », pour essayer de nous convaincre. Non seulement nous venions de tomber sur des Allemands, mais aussi sur des Nazis convaincus. Très timidement et à bout d'arguments, j'ai cru bon de faire des excuses en ajoutant que nous n'étions pas encore habitués à ces nouvelles théories, mais qu'il n'y avait aucune raison de ne pas nous y adapter comme tout bon Allemand, à présent que nous étions rattachés au Reich...

J'avoue qu'à ce moment-là j'étais prêt à dire n'importe quoi, depuis plus d'une heure que cette séance non prévue au programme, se déroulait. Je me sentais très responsable de tout ce qui nous arrivait ; c'est moi qui avais attiré mes camarades dans ce satané bistro.

Ce n'était pas fini, car dans le but de continuer leur propagande, « ces messieurs » nous invitèrent à déjeuner ; c'était un comble. Je me demandais si nous allions nous en sortir.

J'ai remercié mon interlocuteur de son aimable invitation en lui faisant remarquer que nous étions venus à Sarrebruck pour la journée avec nos femmes et que nous devions rejoindre ces dernières près de la gare. Le policier insista encore. A bout d'argument, je lui proposai de revenir l'après-midi vers 14 heures.

Le patron du café, qui n'avait rien dit pendant toute la conversation, déclara, soudain, en allemand : « ils ne reviendront pas »... Silence de mort, le policier ne réagit pas ; il m'a semblé plutôt soucieux. Je renouvelai ma proposition pour rompre le silence. Même réaction de nos hôtes. Nous étions déjà debout, prêts à partir, mais ce silence me pesait, y aurait-il un doute dans l'esprit du policier à la suite de la seule intervention du cafetier ? On pouvait le craindre. L'air du policier m'inquiétait de plus en plus. A court d'arguments, j'ai engagé ma parole d'honneur (Ehrenwort) affirmant ainsi que nous reviendrions l'après-midi...

Cette affirmation a produit la détente. On se serra la main avec un « auf wiedersehen » (au revoir) pour l'après-midi. Nous quittâmes la salle de café, mes deux camarades devant moi. Sortant le dernier, avant de refermer la porte, j'ai demandé à nos hôtes l'autorisation d'amener nos femmes au rendez-vous de l'après-midi. On accepta, très heureux

de faire leur connaissance. L'au revoir me samis, de policier, marqua la fin de cette terrible et inoubliable épreuve. Il était près de 9 heures.

Si mes camarades avaient encore des jambes pour filer, de mon côté, je ne pouvais plus avancer. J'étais complètement à plat, la tête vide. J'avançais péniblement, incapable d'accélérer l'allure malgré mon grand désir de quitter au plus vite ces lieux maudits. Mais nous venions de nous en sortir et c'était l'essentiel.

Il faut avoir vécu de tels moments pour bien comprendre que dans certaines circonstances on n'est plus tout à fait soi-même. Quelle leçon aussi ! Finis les bistrots, finies les marches de jour, dans la mesure du possible. A partir de ce dimanche, nous marchions de nuit et dormions de jour ; c'était plus sage.

Vers midi, nous atteignîmes la forêt entre Sarrebruck et la frontière séparant la Sarre de la Lorraine. Nous avions une envie folle de dormir.

Arrivés sous bois, le temps de nous alimenter avec un peu de chocolat et du pain « K », nous avons déblayé les feuilles mortes et nous nous en sommes recouverts entièrement des pieds à la tête par crainte d'être surpris en plein sommeil ; nous avons dormi du sommeil du juste sans incident.

En fin d'après-midi, nous nous sommes remis en marche en direction de la frontière Sarre-Lorraine, pas très éloignée de l'endroit où nous venions de dormir. Je connaissais très bien ce coin, en particulier le poste même de la douane allemand. Nous ignorions ce que nous allions trouver. Il n'était pas question de franchir cette zone de nuit car il fallait observer et voir d'assez loin si la voie était libre ou non.

Je partis seul en avant, laissant à mes camarades mes maigres bagages. Ils devaient me suivre à distance. Pendant ce temps, me dirigeant vers le poste de douane, je ramassais du bois mort pour en faire un fagot ; c'était un bon alibi car il avait gelé la nuit précédente. A l'approche de la frontière, je pris la direction de la guérite du poste de douane, qui se trouvait, avant guerre, au coin d'un bois. Un chemin séparait le bois allemand du bois français.

Après avoir parcouru lentement quelques centaines de mètres, j'ai aperçu la guérite toujours en place mais sans voir personne. Consciencieusement, je continuais à ramasser mon bois. Arrivé très près du poste des douaniers, j'ai constaté que la voie était libre. Personne dans la guérite, ni aux enlentours. Les Allemands avaient sans doute abandonné ce ruban de douaniers pour le reporter plus à l'Ouest puisqu'ils venaient d'annexer l'Alsace et la Lorraine. Nous devions donc nous attendre à avoir à franchir cette nouvelle frontière (celle d'Août 1918) dans la région de Vic-Moyenvic que je reconnaissais aussi très bien. Mais nous avions encore le temps d'y penser sérieusement.

Comme la voie était libre pour passer de Sarre en Lorraine, je fis signe à mes camarades de venir me rejoindre. Le passage s'effectua sans difficulté. Nous poursuivîmes notre marche sous bois en suivant un petit sentier sur environ 2 kms. A la sortie de la forêt, nous avons décidé

de nous reposer en attendant la nuit avant de continuer notre route en direction de l'Ouest.

La leçon à Sarrebruck avait porté ses fruits. Nous avons cassé une petite croûte, bien qu'il nous faille déjà économiser sérieusement les maigres vivres qui nous restaient encore.

Dès la nuit venue, nous nous sommes remis en marche, droit devant nous à travers bois et champs, évitant les agglomérations et les routes importantes. Nous avancions péniblement, c'était, en effet, la troisième mauvaise nuit depuis notre départ de Soest. La tension nerveuse des jours écoulés, Sarrebruck en particulier, se faisant lourdement sentir au point que notre état physique n'était plus très brillant. Nos jambes n'en voulaient plus. Les pieds blessés, nous nous traînions lamentablement jusqu'au petit jour, grelottant dans le gîvre matinal, nous recherchions un endroit isolé pour nous y reposer pendant la journée et reprendre des forces pour la nuit suivante. De Sarrebruck, nous n'avions pourtant guère fait plus de 15 kms. Malgré la fatigue, notre sommeil n'était pas profond ; chaque bruit nous éveillait en sursaut.

La nuit suivante fut bien plus pénible encore. Mon camarade GUILLAUD avait une plaie énorme à un talon. Il portait des souliers bas alors que CHARVET et moi avions des chaussures montantes qui tenaient mieux aux pieds. La plaie de ce pauvre GUILLAUD n'était pas belle à voir et, naturellement, rien que de l'eau pour la soigner. Il fut obligé de couper au couteau le derrière d'un soulier pour empêcher le frottement de la chaussure contre la plaie béante. CHARVET était le plus alerte de nous trois ; il résistait mieux. La différence d'âge se ressentait. Mais tout compte fait, c'est encore moi qui étais le plus mal en point de l'équipe.

Ma jambe gauche n'obéissait plus et le genou très douloureux m'obligeait à ralentir considérablement l'allure. Nous avancions à raison de dix minutes de marche pour un quart d'heure de pause. Tant bien que mal, plutôt mal que bien, nous sommes arrivés dans la nuit à l'entrée de Saint-Jean Rohrbach après être passés par Lixing, Caderbronn, Hundling et Woustviller que nous contournions. Au loin, dans ce qui paraissait être le centre de Saint-Jean Rohrbach, nous avons aperçu des lumières étranges. Devenus extrêmement méfiants, nous avons recherché un chemin détourné pour éviter la localité. Je me souviens m'être assis sous une voiture de paysan rangée au bord de la route et m'être endormi profondément.

Nous reprîmes notre marche en silence n'ayant même plus la force de nous parler. L'allure était toujours aussi lente. Nous ne faisions plus guère attention à la direction dans laquelle nous marchions. A un certain moment, nous ne savions plus trop où nous étions. Le petit jour nous surprit sur un chemin aboutissant à un moulin. Cette fois, nous étions complètement perdus. Et pourtant, nous nous trouvions dans une région que je connaissais bien. Mais il ne fallait plus nous demander aucun effort. Nous étions épuisés, moi surtout, face au moulin, à l'abri d'un petit buisson, incapables de rien décider.

Soudain au loin, le bruit d'un train. Le jour se levait. Le bruit se rap-

procha et nous avons pu apercevoir la fumée de la locomotive à 2 kms environ de notre moulin. Le train s'arrêta. Je crus identifier la gare de Insming que je connaissais bien. Etant donné notre extrême fatigue et l'absence de couverts aux environs immédiats pour nous abriter, je décidai de nous rendre à Insming, avec l'arrière-pensée bien arrêtée d'y prendre le train jusqu'à Hampont, la gare avant Château-Salins. Celà représentait environ 20 kms que nous n'aurions pas à faire à pied.

Les quelques pfennigs de monnaie qui nous restaient, sans oublier les 2 pièces de 50 pfennigs du poinçonneur de billets de Werl, nous permettaient cette fantaisie. Encore fallait-il pouvoir décider mes camarades.

Plus prudents que moi, mes camarades auraient préféré continuer la marche malgré la fatigue intense. Mais pour moi, ayant mal à la jambe et au genou, il n'y avait pas d'autre solution que celle du train. Je n'en pouvais plus. J'ignorais ce qui m'était arrivé à cette jambe gauche que je sentais folle à partir de la hanche avec une forte douleur dans le genou. Comprenant mon handicap, mes camarades acceptèrent ma proposition.

Après une marche toujours aussi pénible à travers champs, nous sommes arrivés à la gare d'Insming où le train du matin, qui allait dans la bonne direction, ne nous avait pas attendu. Nous avons pris le train suivant peu avant midi après une attente de plusieurs heures à Insming.

Dans le village, aucun Allemand ne paraissait s'y trouver. De plus, la population de langue allemande n'avait pas été expulsée comme en Lorraine de langue française. Les habitants avaient tous un air morose, résigné, sans gaîté.

Nous nous sommes reposés dans la salle d'attente de la gare. Abandonnant, pour quelques instants, mes camarades, je me suis rendu vers un petit café, à quelques pas de la gare, traînant toujours ma jambe comme je pouvais. Je n'avais pas belle allure. L'atmosphère de ce cacfé paraissait sympathique ; j'y pénétrai.

Deux ou trois paysans y consommaient. Ils parlaient une langue que je connaissais bien, le patois allemand lorrain. Je m'y fis expliquer la situation. Je me faisais passer pour un ouvrier qui recherchait du travail avec deux amis. L'accueil fut excellent. J'ignore si ces braves gens se doutaient de quelque chose mais ils ne l'ont jamais manifesté, ni envers moi, ni plus tard avec mes deux camarades que j'ai entraînés dans ce café. Tout se passa bien ; aucune question indiscrète ne nous fut posée.

Nous avons pris une consommatoin. GUILLAUD demanda un « schnaps » et finalement nous aussi, pensant que cela nous donnerait un peu plus d'énergie. Mais l'alcool eut un effet désastreux sur mon camarade GUILLAUD qui fut pris brusquement d'une sorte de malaise avec convulsions. Nous avions l'impression que GUILLAUD avait perdu la raison. Il était incapable de réagir et gesticulait tout en parlant normalement. CHARVET et moi étions effrayés. A vrai dire, ce verre de « schnaps » nous avait littéralement coupé les jambes, mais CHARVET

et moi n'étions pas autrement incommodés. Il nous fallait trouver à GUILLAUD un coin pour qu'il se repose. Nous retournâmes à la gare où GUILLAUD pu s'allonger sur un banc de la salle d'attente et dormir. Après un repos de deux heures, rien n'y paraissait plus ; il ne se souvenait plus de rien.

Le train tant attendu arriva enfin. Le court trajet de Insming à Hampont, avec un assez long arrêt à Benestroff, s'effectua normalement. Le train était passablement bondé. J'y ai rencontré le frère cadet d'un de mes camarades de lycée, Albert DEHLINGER, qui habitait Sarralbe. Il m'a reconnu sans difficulté ; moi aussi d'ailleurs. « Que fais-tu ici ? » fut son entrée en matière. Lui ayant fait comprendre qu'il était préférable de ne pas me poser une telle question, la conversation se termina avec un « bonne chance »... Avec ce camarade, je ne risquais bien entendu absolument rien, mais il pouvait y avoir des oreilles indiscrètes dans le train.

Nous devions descendre à Hampont, à 4 km de Puttigny, mon village natal, non loin de Château-Salins. De Hampont, il nous fallait gagner Haraucourt-sur-Seille (Moselle), situé à environ 5 km au sud de Hampont. Avant l'arrivée du train à Hampont, j'ai montré à mes camarades la route à suivre à partir de la gare où nous allions arriver.

La route en assez forte déclivité était très visible. Mes camarades devaient m'attendre au sommet, à l'entrée de la forêt de Bride, car je sentais que je ne pourrais pas marcher normalement.

En descendant du train, mes deux camarades ont filé, comme convenu, tandis que je traînais ma malheureuse jambe qui décidément ne s'arrangeait pas. Hors de la gare, j'ai été obligé de m'asseoir sur une borne, ma jambe n'obéissait plus à mes réflexes ; je la traînais comme une jambe paralysée ou morte. Quand on me demandait ce que j'avais, je répondais que j'étais tombé en descendant du train. Deux gendarmes allemands à bicyclette sont passés sans s'intéresser à moi ; je n'en demandais d'ailleurs pas tant.

A Hampont, je connaissais autrefois beaucoup de monde, mais à présent que la population (de langue française cette fois) avait toute été expulsée et remplacée par des Tchèques ou des Polonais ; il ne fallait pas que je songe à me faire soigner. Le village de Hampont était devenu un village d'étrangers.

Au bout d'une heure environ, j'aperçus GUILLAUD qui revenait sur ses pas, inquiet de ne pas me voir. Courageusement il venait à ma rencontre. Me soutenant par le bras, je pus péniblement atteindre l'entrée de la forêt de Bride où nous attendait CHARVET. De là, nous sommes descendus à travers bois en direction de Haraucourt. J'étais dans une région que je connaissais tout particulièrement. Nous avons fait une pause à la lisière du bois d'où l'on pouvait déjà apercevoir Haraucourt à 2 km environ. Au cours de cette pause, nous avons liquidé nos derniers vivres car le ravitaillement avait été prévu dans le village en face de nous, j'en avais l'assurance.

Ma femme est à l'origine de notre passage à Haraucourt. Dans une de ses lettres, elle m'écrivit un jour, alors qu'elle ne savait rien de mon

évasion, que M. MICHEL (Maire de Jallancourt, près de Delme, Moselle), expulsé comme la presque totalité de la population lorraine de langue française, était un malin, qu'il s'était débrouillé pour venir s'installer à Haraucourt. Sans chercher à comprendre, connaissant bien M. MICHEL, gros fermier, j'avais l'assurance que je serais bien accueilli et qu'il pourrait nous être très utile, notamment pour le passage de la nouvelle frontière entre la Moselle et la Meurthe-et-Moselle ; cette frontière correspondait, comme déjà cité, à celle d'avant 1918 entre la France et l'Allemagne.

Après un nouveau repos, laissant mes camarades en lisière de forêt, je me rendis lentement au village ; j'avais confectionné une canne pour soulager ma jambe. Après une bonne heure de marche pour parcourir les 2 km qui me séparaient du village, je suis arrivé à Haraucourt. J'avais repris courage à la pensée que bientôt nous serions aidés et ravitaillés.

Quelle ne fut pas ma surprise de constater que tous les habitants étaient en tenue kaki. M'adressant en allemand à un très jeune garçon, ce dernier ne me répondit pas. Visiblement, il ne comprenait pas l'allemand, pas plus que le français d'ailleurs. Il n'avait pas non plus l'allure d'un petit Lorrain. Comme à Hampont, tous les habitants avaient été expulsés et remplacés par des étrangers de diverses nationalités. Je me suis adressé à d'autres avec un résultat identique. Plus loin, j'aperçus une vieille femme sur le pas de sa porte. Voyant que je me dirigeais vers elle, elle disparut dans son couloir, mais j'ai pu la rejoindre et lui parler, en allemand bien sûr ; cette personne ressemblait fort à une Lorraine du cru. Elle me répondit en bon français qu'elle ne parlait pas l'allemand, mais que son mari pratiquait cette langue. La pauvre femme était visiblement affolée. En français cette fois, je demandai à cette brave femme qu'elle m'indique où habitait Monsieur MICHEL. Ne le sachant pas, elle m'envoya chez d'autres Lorrains un peu plus loin, trop heureuse de se débarrasser de moi au plus vite.

Je me rendis donc à l'adresse indiquée où habitait un jeune ménage. J'ai tout de suite demandé l'adresse de Monsieur MICHEL. Là, comme ailleurs, personne ne connaissait ce nom. Et la conversation s'engagea. Je me suis vite rendu compte que je pouvais parler franchement et donner en particulier mon nom qui pourrait rappeler des souvenirs à ces braves gens. Tout de suite on me dit : « Seriez-vous le fils de l'ancien instituteur de Puttigny ? ». A ma réponse affirmative, je fus reçu à bras ouverts. Non seulement on connaissait mon père, mais un parent du couple avait épousé, autrefois, une fille de Puttigny juste en face de l'école. Je n'avais donc plus rien à cacher, y compris ma position d'évadé. J'étais tombé dans une bonne maison d'ouvriers fort sympathiques.

Au cours de la discussion, nous avons pu élucider le cas MICHEL. On me fit remarquer qu'il s'agissait, sans aucun doute, du Haraucourt en Meurthe-et-Moselle à environ 20 kms à vol d'oiseau de celui, en Moselle, où je me trouvais. J'ignorais du reste, à l'époque, l'existence de ce deuxième Haraucourt au Sud-Est de Nancy.

La question ravitaillement ne se posait plus dans l'immédiat. On me prépara une copieuse omelette au lard, bien de chez nous, avec un morceau de fromage. C'était la fête. La jeune femme n'oublia pas le ravitaillement pour mes camarades restés en lisière de la forêt de Bride. J'avais déjà l'impression que ma jambe me faisait moins mal.

Pendant que nous parlions, un vieux paysan lorrain entra ; on me présenta, car lui aussi connaissait mon père. Il avait les larmes aux yeux. Pendant que nous parlions, il s'est éclipsé pendant quelques minutes. Et quand il revint, il me glissa, avec insistance, 5 billets français de 10 francs tout neufs. Ce brace homme m'a avoué ne pas avoir échangé tous ses billets français dans l'espoir qu'un jour il pourrait de nouveau s'en servir comme avant. J'étais très ému à mon tour.

J'appris aussi, chez ces braves gens, que Rémy DIEUDONNE, fermier à Salival, près de Moyenvic, n'avait pas été expulsé lui non plus. La ferme était située à environ 3 kms de Haraucourt où je me trouvais. La nouvelle me fit grand plaisir car c'est précisément dans cette région que nous devions franchir la frontière. Je savais de plus que nous pourrions nous ravitailler facilement.

Je connaissais Rémy DIEUDONNE depuis mon enfance. Souvent, nous allions en pélerinage de Puttigny à la chapelle de Saint-Livier, tout près de Salival. C'était une agréable promenade dans un paysage pittoresque. J'allais donc y retourner, certain de l'accueil qui nous serait fait malgré les événements du moment.

Le temps de remercier chaleureusement notre charmant jeune ménage, ainsi que le brave Lorrain aux billets français, je repris le chemin de la lisière du bois où m'attendaient mes amis avec une certaine impatience. Ils avaient trouvé le temps bien long. A vrai dire, je ne m'étais pas pressé, mais le bon casse-croûte que j'apportais remit du baume au cœur de mes camarades.

Nous passâmes une bonne partie de la nuit sur place, l'endroit était désert et nous convenait tout à fait. Le temps était beau. Avant le lever du jour, nous avons pris la direction de Salival, sous bois. Le trajet n'était pas bien long, mais nous marchions très lentement bien que ma jambe me fasse un peu moins souffrir.

Au petit jour, nous sommes arrivés à la sortie Ouest de la forêt de Bride avec, dans le fond de la vallée, à quelques centaines de mètres, la ferme de Salival encore toute baignée par la brume matinale. Avant de descendre à la ferme, nous avons tenu à faire un brin de toilette. Jamais nous n'avons négligé cette question durant notre évasion. Nombreux sont les évadés qui ont été repris pour avoir négligé le côté extérieur de leur individu.

Bien que sur une hauteur, l'eau ne manquait pas. On en trouvait dans d'anciens énormes trous d'obus datant encore de la guerre 1914-1918. C'est, en effet, dans cette région, plus précisément à la lisière du bois du Haut de Chaumont, peu éloigné de Salival, qu'un canon de 280, sous blindage, de la Marine allemande, bombardait Nancy périodiquement. La riposte française avec de gros calibres avait laissé des

traces qui existent encore aujourd'hui. D'énormes entonnoirs jamais rebouchés contenaient de l'eau en permanence. Nous avons donc pu, en toute quiétude, nous raser et nous débarbouiller.

Vers 7 heures du matin, nous sommes descendus vers Salival. A l'approche de la ferme, suivant l'habitude, je laissai mes camarades derrière une meule de paille et j'avançai seul vers le bâtiment de la ferme. J'y trouvai une personne qui m'a paru être Madame DIEUDONNE que je ne connaissais pas.

Par contre, je savais qu'elle était la fille du Colonel DELAHAYE qui commandait l'Infanterie de la 70° Division où j'étais moi-même à l'Etat-Major avec mon camarade GUILLAUD. Par le colonel, je savais que sa fille était devenue Madame DIEUDONNE.

Après m'être fait confirmer que je me trouvais bien en présence de Madame DIEUDONNE, je me fis connaître avec des précisions qui ne devaient plus laisser aucun doute dans son esprit. Elle décrocha une corne de chasse pour appeler son mari ; quelques minutes plus tard, Rémy DIEUDONNE arriva, fort surpris de me voir, mais se doutant de ma situation bien particulière.

Je venais demander un asile dans une meule quelconque des environs et du ravitaillement. Le coin nous convenait très bien. Eloignés de tout, nous nous sentions en sécurité. Mais le fermier ne l'entendit pas de cette oreille. Il nous offrit une chambre à trois lits au premier étage et le couvert, sans limitation de durée. Un vrai paradis après nos difficultés des jours précédents ; une vraie vie de château commença.

Si nous arrivions à trois dans cette ferme, nous n'étions pas les premiers, tant s'en faut. Dans cette ferme, des centaines de prisonniers y passèrent entre 1940 et 1944. Un seul s'y trouvait d'ailleurs en même temps que nous. Il s'agissait miraculeusement d'un masseur de l'équipe de football de Paris. Je tombais bien avec ma jambe ; deux fois par jour j'étais massé.

Pendant 4 jours, nous sommes restés dans cette chambre du premier étage sans jamais en sortir. Rien ne manquait. Les lits étaient excellents et la nourriture digne d'un grand restaurant. Nous aurions pu rester plus longtemps, mais il ne fallait pas oublier que nos fermiers courraient de gros risques.

Rémy DIEUDONNE, qui savait que nous devions franchir la frontière, n'a pas perdu son temps pendant ces 4 jours. Il s'est occupé activement de notre passage de la frontière toute proche (6 kms environ). Deux solutions étaient possibles. La première consistait à nous incorporer, le matin, dans un groupe de frontaliers qui franchissaient chaque jour la frontière pour leur travail. Nous aurions pu avoir la carte de trois ouvriers qui, ce jour-là, seraient restés chez eux.

L'autre solution, celle qui eut notre préférence, consistait à franchir la frontière à pied entre deux postes de douaniers. Cette solution offrait pour nous l'avantage de toujours rester maître de nos actes.

Pour réaliser ce projet avec le maximum de sécurité, il était indispensable de connaître très exactement l'implantation du dispositif

douanier de surveillance avec la fréquence des relèves, les patrouilles avec ou sans chiens et, bien entendu, le trajet suivi par les douaniers pour prendre ou quitter leur service. Autant de questions qu'il nous fallait savoir pour avoir de bonnes chances de réussir. Rien ne devait être négligé, si près du but.

Et Rémy DIEUDONNE était l'homme qu'il nous fallait. Entretenant, il va de soi, de « bonnes » relations avec les douaniers allemands, il obtint du brigadier des douanes lui-même tous les renseignements nécessaires pour la nuit au cours de laquelle nous comptions précisément franchir la frontière. Rémy DIEUDONNE, chasseur dans l'âme, avait donné au brigadier le prétexte d'une chasse aux corbeaux dans une « corbeautière » tard le soir. En effet, les corbeaux viennent par bandes passer la nuit sur de grands arbres à des endroits fixes et on les tire de nuit pour les détruire, de préférence au clair de lune. La corbeautière en question se trouvait à proximité de la frontière, précisément sur le chemin que nous devions prendre. C'était aussi la région parcourue par les douaniers pour prendre et quitter leur service de surveillance à la frontière.

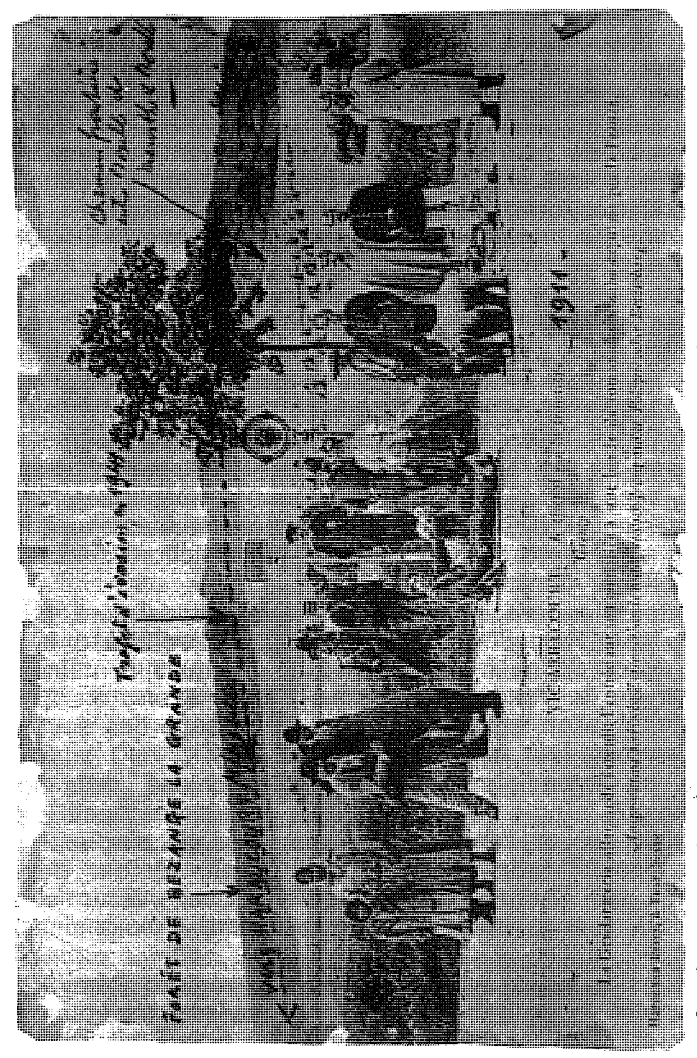
Le prétexte donné au brigadier des douanes par Rémy DIEUDONNE visait la sécurité des douaniers. Il ne fallait pas que la chasse aux corbeaux provoquât un accident. Tout celà était très plausible. C'est ainsi que nous avons appris que la relève des douaniers avait lieu à 22 heures et que les patrouilles entre les postes fixes étaient supprimées la nuit. Par ailleurs, les postes fixes étaient connus. Forts de ce renseignement précis, nous savions qu'avec une bonne marge de sécurité, nous pourrions franchir la frontière vers 23 heures à un endroit déterminé.

Le jour du départ fut fixé au dimanche 11 Mai 1941, vers 21 heures. Nous avons quitté, avec regret, cette bonne ferme si hospitalière, après avoir remercié Madame DIEUDONNE, tandis que son mari a tenu à nous accompagner dans sa propre voiture, malgré l'interdiction de circuler en voiture automobile le dimanche.

Quelques minutes plus tard, nous arrivions à la corbeautière, par un très beau clair de lune. Rémy DIEUDONNE laissa sa voiture à la corbeautière et nous accompagna à pieds pendant quelques centaines de mètres en direction de la frontière ; nous en étions à environ 2 kms. Puis ce fut une halte ; il fallait, en effet, attendre le passage des douaniers qui rentraient à Moyenvic, leur résidence.

A l'heure dite, on entendit au loin aboyer des chiens, mais on ne pouvait rien voir malgré la nuit très claire. Nous attendîmes ; peu à peu, on entendit des voix qui se rapprochaient de nous. Il s'agissait des douaniers qui regagnaient leur domicile. Bientôt on aperçut des silhouettes se profiler sur l'horizon. Tout paraissait se passer comme prévu. Vers 22 h. 30, silence complet ; les douaniers s'éloignaient ; la voie était libre.

Pendant notre halte, nous avions examiné la région. Rémy DIEUDONNE nous a montré le petit bois que nous devions traverser pour franchir la frontière matérialisée par un chemin. Ce bois était nettement visible. A présent que le calme était complètement rétabli, nous nous



Carte postale remontant à 1911 avec vue sur l'ancienne frontière entre la Lorraine annexée d'avant 1918 et la France. C'est à cet endroit que les 3 évadés de mai 1941 franchirent la frontière provisoire entre la Moselle et la Meurthe et Moselle. — Cette carte me fut remise par le Colonel Tribout en retraite à Riom et originaire de Vic s/Seille (Moselle).

sommes décidés à partir. Rémy DIEUDONNE se proposa de nous accompagner encore plus loin. Je refusai, car j'estimai qu'il avait déjà été bien au-delà des limites concernant sa propre sécurité et celle de sa famille entière. C'est à nous qu'il appartenait de continuer seuls.

Je me souviens encore fort bien de notre séparation, les adieux furent touchants ; nous avions tous les trois les larmes aux yeux par tant de générosité et tant de courage, car Rémy DIEUDONNE a été un homme courageux, tout comme l'a été son jeune fils Robert, encore un enfant pendant la guerre. Tous deux furent à l'honneur par la suite : Rémy DIEUDONNE a été fait chevalier de la Légion d'Honneur tandis que son fils Boby recevait la Croix de Guerre. Voilà des distinctions bien méritées.

Rémy DIEUDONNE a hébergé et ravitaillé des centaines d'évadés et lors de l'approche des Alliés il a utilisé son fils Boby comme agent de liaison pour renseigner les libérateurs.

Un détail amusant, que j'ai su bien plus tard, mérite d'être conté. A la corbeautière, lorsque Rémy DIEUDONNE est revenu pour reprendre sa voiture après nous avoir quittés, celle-ci avait disparu, l'obligeant à rentrer à pied à Salival. Le lendemain matin un douanier est venu la lui ramener. Rentrant chez lui, la veille au soir, le douanier avait aperçu la voiture, tous feux éteints, qui paraissait être abandonnée à la suite d'un vol. Le douanier reconnut cette voiture et la ramena à son propriéaire le lendemain matin. Nous aurions donc pu très bien être surpris par un douanier allemand si nous étions restés à la corbeautière au lieu de nous porter plus en avant comme ce fut le cas.

Nous reprîmes notre lente marche en avant, droit sur la corne de bois à environ 1 km. de la frontière. Ma jambe allait heureusement mieux grâce aux massages et au repos de Salival, pendant 4 jours.

Nous avons marché à travers champs jusqu'au bois en question sans incident ; la nuit était calme et les douaniers mobiles loin derrière nous. Il fallait malgré tout rester vigilants et prudents. Sous bois, nous progressions à pas aussi feutrés que possible, mais les feuilles mortes et le bois mort au sol craquaient sous nos pieds. La progression était très lente ; nous avons mis une heure au moins pour parcourir environ 400 mètres. Puis ce fut le tracé clair du chemin frontière. Rien à gauche, rien à droite, nous le franchîmes sans incident.

Nous étions en Meurthe-et-Moselle ; nous nous sentions déjà plus légers. Evitant les routes et les chemins, nous avons marché sous bois et à travers champ en direction de Haraucourt, le vrai cette fois. Très tôt le matin nous l'avons atteint et trouvions enfin Monsieur MICHEL, ancien maire de Jallaucourt, celui dont ma femme m'avait entretenu par lettre.

Après un bon petit déjeuner, Monsieur MICHEL nous proposa de nous établir de fausses cartes d'identité, mais nous n'avions pas de photographie à coller sur ces cartes. Nous avons convenu d'un rendez-vous à Nancy pour l'après-midi où nous devions nous faire photographier à PRISUNIC.

De Haraucourt nous avons gagné à pied Varangeville pour

prendre le train en direction de Nancy grâce aux 50 Francs du brave Lorrain de l'autre Haraucourt en Moselle. Ma jambe recommençait à me faire souffrir. Nous avions marché trop vite entre HARAUCOURT et VARANGEVILLE, mais nous ne voulions pas manquer notre train.

Le court voyage en chemin de fer s'effectua normalement. Le temps d'aller nous faire photographier, j'ai abandonné mes deux camarades en leur fixant un rendez-vous pour un peu plus tard. Je me suis rendu chez mes beaux-parents qui habitaient Nancy. Leur surprise fut grande en apercevant leur gendre alors qu'ils le croyaient encore en Allemagne. Une joie évidente se lisait sur leur visage. Mais je fus surpris, moi-même, en y trouvant ma propre mère. Expulsée avec tous les membres de ma famille, elle n'avait pu poursuivre le voyage pour raison de santé. Je suis resté très peu de temps chez mes beaux-parents, je ne voulais pas les inquiéter ou les exposer inutilement. Le temps de donner quelques nouvelles, de prendre de l'argent français, d'embrasser tout le monde, je suis allé retrouver mes deux camarades.

A Nancy, nous avons appris que pour franchir la ligne de démarcation séparant la France interdite (zone Est) de la France dite libre, au Sud, il fallait aller jusqu'à Dôle dans le Jura, sans autres précision. C'était très maigre comme renseignement ; nous devions cependant nous en contenter.

Après avoir pris à midi un copieux repas dans un restaurant qu'on nous avait recommandé, nous sommes allés au rendez-vous de Monsieur MICHEL, munis de nos photos d'identité. Ce dernier nous a établi nos cartes et nous nous sommes séparés.

Le train pour Dôle partait seulement vers 20 heures. Nous avons profité du temps qui nous restait pour circuler un peu dans Nancy qui nous a donné l'impression d'une garnison allemande assez importante. Après un dernier repas au restaurant, nous avons pris le train pour Dôle.

Pour la première fois, nous allions nous trouver face à un problème nouveau : celui du franchissement de la ligne de démarcation dont nous ne savions absolument rien et encore moins de la façon dont il était possible de la franchir.

Une bonne partie de la nuit fut passée dans le train sans incident. Le voyage n'en finissait pas. De nombreux et longs arrêts n'arrangeaient rien. Mais nous devions nous y résigner. Peu de monde dans le train ; nous occupions un compartiment à nous trois, tandis que dans le compartiment voisin il y avait des jeunes gens qui se rendaient à Dôle comme nous. Nous écoutions leur conversation. A un certain moment, l'un dit à ses compagnons de voyage : « Pourvu qu'il n'y ait plus de rafle à l'arrivée du train à Dôle ». Cette phrase ne nous a pas échappé. Voulant en savoir davantage, GUILLAUD alla se renseigner auprès de ces jeunes gens.

Il apprit que, quelques jours auparavant, les Allemands avaient « ramassé » tous les hommes descendant du même train pour les envoyer comme travailleurs en Allemagne. Ce renseignement nous était

très précieux car, revenant d'Allemagne, nous ne désirions nullement y retourner, même comme travailleurs. A noter que Dôle se trouvait juste à la limite des zones occupées et non occupées.

Au lieu de poursuivre notre voyage jusqu'à son terme, nous avons décidé de descendre à la gare juste avant Dôle, c'est-à-dire à Rochefort-sur-Menon. C'est ce qui fut fait. Mais cette localité nous était complètement inconnue ; nous n'y connaissions personne. Où aller se renseigner, sinon auprès du Curé du village. Nous aurions au moins la certitude qu'il ne nous dénoncerait pas aux Allemands, à défaut d'obtenir ce que nous recherchions.

Au presbytère, nous avons demandé au Curé de nous renseigner sur le franchissement clandestin de la ligne de démarcation. Tout en nous déclarant qu'il ne s'occupait pas de cette question, il nous donna néanmoins l'adresse d'un cheminot à Falletans, non loin de Rochefort, croyant savoir, sans pouvoir l'affirmer, que nous pourrions nous renseigner utilement. Le Curé a précisé que le cheminot en question était un grand mutilé, qu'il avait perdu ses deux jambes.

En route donc pour l'adresse indiquée. Nous avons d'ailleurs trouvé très facilement notre cheminot qui se trouvait dans son jardin, sans jambes, sur une petite voiture pour se déplacer. La maison de ce cheminot se trouvait à l'entrée de la forêt de Chaux. Lui ayant fait part de notre désir de nous rendre en zone libre, il ne fit aucune difficulté pour nous renseigner. Il nous indiqua le chemin à suivre. C'était d'ailleurs celui qui passait devant chez lui et qui se prolongeait dans la forêt de Chaux. Nous devions marcher toujours tout droit jusqu'à la voie ferrée Dôle-Mouchard et prendre à notre gauche la voie ferrée elle-même sans plus nous occuper de quoi que ce soit que nous serions renseignés en temps utile. Singulière façon de nous donner confiance. Mais nous n'avions pas le choix.

Nous poursuivîmes donc notre route sous bois jusqu'à la voie ferrée sans incident. Marchant les uns derrière les autres sur le sentier bordant la voie ferrée, nous aperçûmes au loin un passage à niveau, puis la garde-barrière qui s'installa sur la voie comme pour nous accueillir. Arrivés près d'elle, avec un bon sourire, sans rien nous demander, nous dit simplement : « toujours tout droit devant vous, Messieurs, bonne route... »

Le passage à niveau suivant se trouvait juste avant une gare forestière. Même scénario, avec la nouvelle garde-barrière. Comme nous voulions contourner la gare toute proche, la garde-barrière nous conseilla de traverser la gare, le chef de gare étant son propre mari.

Et nous voilà repartis jusqu'à un troisième passage à niveau. Nous nous demandions combien de temps cette comédie allait encore durer. Mais à cet endroit la garde-barrière nous donna comme instruction de continuer sur la voie ferrée jusqu'à un deuxième petit pont. A ce petit pont, nous devions prendre un sentier à notre gauche qui descendait du remblai pour aboutir à une ferme isolée, à l'entrée de la Vieille Loye. Là,

nous devions dire que nous désirions franchir la ligne de démarcation sans plus.

Arrivés à destination, nous avons pénétré dans la ferme ; tout se passa le plus normalement du monde, sans bavardages inutiles. On nous servit un grand bol de lait avec du pain blanc avant de nous conduire dans la grange de la ferme où attendaient déjà de nombreuses personnes : 30, 40, je ne sais.

La nuit tombait ; dans le groupe qui attendait, comme nous, se trouvaient déjà des personnes qui connaissaient la combine. Nous étions plus rassurés.

Vers 22 heures, un homme, relativement jeune, se présenta dans la grange. C'était visiblement notre passeur. Il nous fit quelques recommandations avant de nous grouper en colonne. La nuit était noire ; on voyait peu devant soi. Et en avant dans l'inconnu... Par prudence, nous formions le dernier rang de la colonne par trois. Si près du but, il fallait redoubler d'attention. Pendant des heures nous avons suivi notre guide avec de nombreux arrêts ; il ne se passait rien quand, tout à coup, on nous demande un grand silence. Notre colonne était arrêtée, puis repartit, puis de nouveau arrêtée avec le guide qui, cette fois, se détache en avant. Nous avons fini par repartir et ainsi de suite. A un certain moment, une lumière s'alluma devant nous. On nous arrêta, une autre lumière remplaça la précédente et la colonne repartit. La marche continua jusqu'à une rivière, on nous dit qu'il s'agissait de la Loue qui matérialisait la ligne de démarcation. Nous longeâme la Loue un court moment et la colonne s'arrêta.

De l'autre côté de la rivière, une lumière s'alluma et s'éteignit, une barque traversa la rivière large d'environ 10 mètres à cet endroit. Nous embarquâmes successivement à raison d'une dizaine à la fois. Au troisième voyage, c'est notre tour. Nous arrivâmes en zone Sud après quelques coups de rames, abandonnant sur la rive que nous venions de quitter les soucis des jours passés et la hantise des barbelés ; nous voilà enfin libres. C'était bien fini cette fois. L'aventure se terminait là, au bord de la LOUE, à l'aube du 14 Mai 1941.

Notre passeur nous conduisit au petit matin dans un café de Mont-sous-Vaudray, non loin de la Loue que nous venions de franchir. Là, un copieux petit déjeuner nous attendait. Dans ce café, chacun devait régler sa dette envers notre passeur. Lorsque notre tour arriva, il refusa tout paiement car on ne demandait rien aux prisonniers évadés, ni pour le franchissement de la ligne de démarcation, ni pour le casse-croûte, tout était gratuit.

Peu de jours après notre rentrée, nous devions apprendre que notre infortuné passeur avait été arrêté par les Allemands et passé par les armes. Il était originaire de Nancy.

A Mont-sous-Vaudray, nous accomplîmes les premières formalités à la Gendarmerie locale en attendant un train qui devait nous conduire à Lyon à partir de Mouchard où nous nous rendîmes par car.

Ma famille ne savait encore rien. J'ai téléphoné à ma femme, de Mont-sur-Vaudray, pour lui dire que les Allemands étaient chics au point d'autoriser les prisonniers à téléphoner à leur famille. Mais ma femme n'a pas été dûpe ; elle connaissait tout de même un peu son mari... mais elle a tout de même été surprise.

Puis ce fut l'heure du train pour Lyon que nous avons pris à Mouchard. A mi-chemin, notre camarade GUILLAUD est descendu à Cuisseaux, où habitait sa mère ; CHARVET et moi avons continué en direction de Lyon où nous sommes arrivés le soir du 14 Mai 1941.

A son tour, CHARVET était arrivé chez lui, dans sa famille à Lyon. Pour ma part, je devais attendre à Lyon jusqu'au lendemain matin, un train qui me conduirait à Riom. J'ai passé la nuit allongé sur le troisième quai de la gare de Lyon. Le voyage fut sans histoire mais long ; j'étais passablement fatigué à présent que la tension nerveuse s'était relâchée, et qu'il n'y avait plus rien à craindre.

En gare de Riom, ma femme, mes enfants, ma sœur et mon beau-frères m'attendaient alignés sur le quai. Chacun voulait me reconnaître le premier. Si on m'a bien sûr reconnu, j'avais cependant un peu changé car en 12 jours, entre le 2 et le 14 Mai, j'avais perdu 11 kilos.

J'avais quitté les miens depuis 1 an et 4 mois, mais ma captivité n'aura duré que 11 mois.

Avec mes camarades, nous nous sommes revus. Mais CHARVET est parti au Maroc et je ne devais plus le rèvoir. J'ignore ce qu'il est devenu. Je sais, toutefois, qu'il a quitté l'Armée comme Capitaine, tandis que GUILLAUD a été affecté à l'Etat Major de l'Armée de Vichy (1er Bureau), puis s'est fait mettre en congé d'armistice pour passer dans la Résistance (Réseau GALLIA) où je me trouvais moi-même. Il avait été affecté comme Chef du 2 Bureau du P.C. central à Lyon.

Arrêté dans son P.C. par les Allemands, fin avril 1944, il a été fusillé à Saint-Genis-Laval, près de Lyon, le 20 août 1944.

Outre l'excellent camarade qu'il était, on peut dire que l'Armée a perdu un officier de valeur et d'avenir. Il avait été promu Chef de Bataillon et s'était marié en rentrant de captivité. Il a laissé une veuve et un fils.

II. - MA RESISTANCE

Après quelques jours de repos dans ma famille à Riom, je me suis rendu au Centre l'Accueil des Rapatriés de la 13e Région Militaire à Clermont-Ferrand pour régulariser ma situation militaire et administrative. On m'accorda, comme à tous les évadés, 30 jours de permission.

A vrai dire, j'en avais grand besoin car, si ma jambe et mon genou allaient bien mieux, par contre, mon état général laissait à désirer. Au Centre d'Accueil, il n'était pas question que j'apprenne ce qu'on allait faire de moi, mais on me fit savoir que j'avais beaucoup de chance d'être affecté dans un Détachement français de Liaison auprès d'une Commission allemande de Contrôle, en raison de ma connaissance de la langue allemande.

Pour avoir plus de précisions, je fis le voyage à Vichy où je me présentai à la Direction de l'Artillerie ; j'y fus bien reçu. Là aussi, on me laissa entendre que j'avais de fortes chances d'être affecté dans un Détachement français de Liaison et on me conseilla de m'adresser à la Direction des Services d'Armistice. Je me suis donc rendu à l'adresse indiquée. Mon dossier du Centre d'Accueil de Clermont-Ferrand s'y trouvait déjà et j'appris que je serais, en effet, affecté dans un Détachement de Liaison. C'est alors que je manifestai le désir de l'être dans la région de Clermont-Ferrand, ayant ma femme et mes enfants ainsi que toute ma famille expulsée de Lorraine réfugiée à Riom avec mon père paralysé, ma mère malade, et ma sœur et mon beau-frère. Mais c'était croire au Père Noël... Car c'est à Marseille qu'on m'envoya, avec l'obligation de rejoindre sans délai. On n'avait donc tenu aucun compte de mon souhait. A vrai dire, la situation des officiers prisonniers évadés n'intéressait personne à Vichy.

Quoi qu'il en soit, je rejoignis, le 17 juin 1941, le Détachement français de Liaison auprès de la Commisison italo-allemande de Contrôle en Méditerranée, à Marseille, pour y remplir la fonction d'interprète et de liaison entre les services français et les contrôleurs allemands.

De plus, nous avions pour mission de faire respecter certaines conventions d'armistice. C'était la théorie.

La Commission italo-allemande avait pour mission le contrôle du personnel et du matériel ou des marchandises entre la France et l'Afrique du Nord et inversement. Les Allemands contrôlaient le personnel et les Italiens le matériel et les marchandises en liaison avec la Marine Marchande ; le Détachement français était seulement en liaison avec la Commisison allemande.

Toutes les Commissions allemandes dépendaient de la Direction allemande des Services d'Armistice à Bourges, sous les ordres du Général Von NEUBRONN.

A Marseille, les Allemands avaient leurs bureaux au Splendid' Hôtel, tandis que les nôtres étaient installés au Fort Saint-Jean, sous les ordres du Chef de Bataillon PAUL.

Le principal rôle de l'officier français de liaison à Marseille consistait à classer le personnel à embarquer ou à débarquer en catégories bien

distinctes avant de le présenter aux Allemands. Pour les aviateurs, par exemple, le personnel était classé en personnel navigant, non navigant, permissionnaire, convalescent, rapatrié, muté, etc... C'était ainsi pour toutes les armes et individuellement pour les fonctionnaires.

Presque chaque jour, il y avait des départs ou des arrivées de bateaux (jamais de bateaux de guerre). Pour ces départs et ces arrivées, il y avait un officier de liaison français prévu par bateau avec quelques sous-officiers.

Au cours de ces embarquements ou débarquements, j'eus l'occasion de retrouver de nombreux camarades. C'est ainsi qu'un jour, j'eus l'heureuse surprise de revoir un de mes meilleurs amis, le Capitaine René THOMAS — aujourd'hui Général en retraite à Bordeaux — il rentrait d'Outre-Mer. Nous avons été heureux de nous retrouver après une absence prolongée où il s'était passé tant de choses. Il manquait cependant l'ambiance d'autrefois pour fêter nos retrouvailles. Quelques temps auparavant, j'avais embarqué mon camarade d'évasion, le Capitaine CHARVET.

J'y ai retrouvé aussi celui qu'on appelait autrefois « l'Empereur », un camarade de promotion, Maurice FRAY, aujourd'hui général en retraite à Saint-Florentin (Yonne) et bien d'autres encore que je ne puis tous citer.

Deux ou trois fois par semaine, nous embarquions, en particulier, des détachements de plusieurs centaines de rapatriés sanitaires Nord-Africains libérés par les Allemands. Il ne faudrait pas croire que les Allemands libéraient ces Africains par bonté d'âme. Ces rapatriés étaient en réalité de grands malades qui les encombraient ; la plupart étaient tuberculeux ; les Allemands en contrôlaient seulement le nombre

De tels détachements nous arrivaient du Camp de Sainte-Marthe (près de Marseille), où les autorités françaises les regroupaient avant de les embarquer, d'accord avec les Allemands.

Toute ma vie, je me rappellerai ces malheureux qui tenaient à peine debout et qu'on laissait de longues heures sur les quais d'embarquement. C'était inhumain.

Un jour, on m'amena environ 150 de ces rapatriés. Ce jour-là, je ne parvins pas à la concordance entre le nombre des présents et le chiffre annoncé par Sainte-Marthe. Il y en avait quatre en trop. Je crus à une erreur au départ, mais en examinant de plus près les rangées, mon attention fut attirée par un visage poupin qui tranchait avec celui de ses voisins. Je fis sortir l'intéressé des rangs et lui demandai s'il était Africain. Visiblement ému, il me répondit : « non, je suis Alsacien », avec un bon accent du cru. Il avait 18 ans. Lui demandant la raison de son départ en Afrique, il me répondit qu'il ne voulait pas être incorporé dans l'armée allemande ou la Jeunesse Hitlérienne. Il n'était pas seul ; trois autres étaient dans le même cas ce jour-là. Je les fis tous sortir des rangs en les rassurant de mon mieux.

Sans perdre de temps, je me rendis auprès du Commandant du bateau en partance pour Alger, pour savoir s'il consentirait à prendre clan-

destinement à son bord ces quatre jeunes Alsaciens. La réponse fut affirmative, sans la moindre hésitation.

Ces jeunes m'auraient embrassés à présent qu'ils étaient certains que je ne leur voulais aucun mal et qu'ils allaient pouvoir partir.

A la suite de cette affaire, j'estimais qu'il serait possible d'étendre ces transports clandestins en les organisant. Du côté des Commandants de bord, je n'ai rencontré aucune réticence de principe, à conditions que le nombre d'une vingtaine à la fois ne soit pas dépassé.

J'ai alerté mon camarade d'évasion, le Commandant GUILLAUD, qui venait d'être affecté au 1er Bureau de l'Etat-Major Général de l'Armée à Vichy. Je savais que mon camarade consentirait à m'aider de son mieux. Je n'ai pas tardé à recevoir le feu vert. Il était intervenu auprès du Camp de Sainte-Marthe, où les jeunes Alsaciens ou Lorrains étaient rassemblés, pour qu'à l'avenir on me prévienne à l'avance des clandestins à embarquer.

Mais les choses ne s'arrangèrent pas aussi bien qu'on aurait pu le souhaiter. Si j'ai pu, pendant un certain temps encore, procéder à d'autres embarquements de ce genre, celà ne devait pas durer pour une raison absolument imprévisible.

Un jour, mon chef de détachement m'avisa d'un rapport établi contre moi par un capitaine de notre détachement, officier de liaison comme moi. Je tairai le nom de cet officier.

Dans son rapport, le capitaine en question signalait certains de mes agissements en précisant qu'à mes embarquements, c'était la pagaille et que les Allemands s'en plaignaient. Or, à aucun moment, je n'avais encore été l'objet d'une quelconque remarque à ce sujet de la part des Allemands. Et s'ils avaient eu à se plaindre de mes services, c'est à moi qu'ils l'auraient fait ou à mon Chef de Détachement. Toute l'argumentation du rapport était pour le moins tendancieuse ; c'était mon avis et j'en fis part au Commandant PAUL. Ce dernier me demanda ce qu'il devait faire du rapport destiné, en fin de compte, à Vichy, par la voie hiérarchique. Faites-en ce que vous voudrez fut ma réponse. J'ignore si ce rapport a été transmis ou non ; celà m'importait peu.

Je n'avais pourtant aucune raison de me méfier de ce capitaine, bien au contraire. Car, avant la guerre, nous avions commandé chacun une batterie d'artillerie dans le même régiment... et nos rapports avaient toujours été des plus normaux. Jamais il ne me serait venu à l'idée qu'un camarade puisse agir de la sorte et ceci d'autant moins qu'il n'était pas mon chef et que ses attributions à Marseille étaient en tous points identiques aux miennes ; il s'occupait d'embarquements et de débarquements comme moi, sans plus. Mais souvent, on le voyait accompagner les contrôleurs avec un livre allemand sous le bras, alors que les contrôles ne le concernaient absolument pas. Mais passons.

Toujours est-il que les Allemands exigèrent mon départ de Marseille dans les plus brefs délais, sans en donner les raisons, du moins, je n'en ai jamais rien su, mon Chef de Détachement non plus. De Vichy même, je n'ai été l'objet d'aucun avertissement.

Quoiqu'il en soit, je fus muté et affecté, le 19 Novembre 1941 au Détachement Français de Liaison à Montpellier, auprès de la sous-commission allemande de contrôle dont la mission consistait à contrôler tous les organismes dépendant de la 16e Région Militaire, qu'il s'agisse du personnel ou du matériel. La 16e Région était commandée par le Général de LATTRE de TASSIGNY.

Le détachement français, sous les ordres du Lieutenant-Colonel SAINT-ANTONIN, avait ses bureaux à l'Hôtel de la Métropole, tandis que les Allemands avaient les leurs à l'Hôtel du Midi.

Avant mon départ de Marseille ,j'ai vainement essayé de rencontrer celui qui était à l'origine de mon déplacement ; c'était peut-être mieux ainsi parce que j'ignore ce qui se serait passé. J'ai cependant regretté d'avoir quitté Marseille où j'aurais sans doute pu encore faire œuvre utile pour la bonne cause. Je regrettai de ne plus pouvoir aider des jeunes Alsaciens ou Lorrains.

Je ne résiste pas à l'envie de raconter deux petits faits qui se sont passés à Marseille et dont j'ai été le témoin amusé. Un jour, les Allemands décidèrent de visiter le Vieux Port tôt le matin. Le rendez-vous fut pris à 6 heures, à l'extrémité du Vieux Port, côté Canebière.

J'étais au rendez-vous sans savoir ce qui allait se passer.

A l'arrivée des Allemands, j'appris qu'ils désiraient se rendre compte de la quantité de poissons ramenée par les pêcheurs individuels ; les Allemands considéraient que le tonnage de poissons livré par la France à l'Allemagne étaient insuffisant. Un tel contrôle était inhabituel.

Quelques Allemands prirent place de part et d'autre du Vieux Port et nous attendîmes la rentrée des pêcheurs. Au loin, au-delà du pont transbordeur, aujourd'hui disparu, on aperçut bien quelques bateaux qui accostèrent de part et d'autre au-delà des forts Saint-Jean et Saint-Nicolas ; aucun ne paraissait venir vers le pont transbordeur. C'était assez cocasse à voir et les Allemands n'ont pas pu ne pas remarquer ce manège. Il devenait de plus en plus évident qu'un mot d'ordre avait été lancé aux pêcheurs pour ne pas rentrer au port ce jour-là. Les Allemands déclarèrent seulement qu'ils n'avaient pas eu de chance, sans plus. Je suis convaincu que les pêcheurs avaient été avertis de ce contrôle, mais nous n'en avons jamais rien su. Toujours est-il que les Allemands n'ont plus recommencé un tel contrôle, du moins pendant ma présence à Marseille.

L'autre fait se produisit dans un petit square public récemment aménagé sur un terrain situé derrière la Bourse, en face du Cours Belsunce. C'est à ce endroit que des noirs vendaient des cigarettes anglaises et américaines au marché noir. Je m'y approvisionnais d'ailleurs moi-même en temps normal ; les prix n'étaient pas exagérés.

Un jour, les Allemands décidèrent de ceinturer ce petit square pour fouiller les détenteurs de tabac. Les noirs s'y trouvaient comme chaque jour et ne purent s'en échapper. Une fouille en règle fut opérée par « ces messieurs » sans trouver le moindre paquet de cigarettes. Personne ne fut inquiété.

Mais après le départ des Allemands, le commerce de cigarettes reprenait comme si rien ne s'était passé, avec les mêmes vendeurs. J'ai su le fin mot de l'histoire.

Pour leur vente, les noirs ne possédaient que 2 ou 3 paquets de cigarettes à la fois. Ils étaient ravitaillés par un des leurs au fur et à mesure des besoins. A l'approche des Allemands, les trafiquants avaient laissé tomber leurs paquets sur l'épaisse couche de sable des allées du jardin et, avec leurs pieds, les avaient enfouis, profitant de la présence d'arbustes pour masquer leurs gestes. Décidément Marseille sera toujours Marseille.

Mon séjour à Montpellier n'a guère marqué ; les Allemands ne se montrèrent jamais très entreprenants ; on pouvait discuter avec eux. Je ne parle bien sûr que de la période comprise entre Novembre 41 et Avril 42, car je ne suis resté qu'environ cinq mois à Montpellier. Les contrôles ne concernaient que des domaines peu importants et peu nombreux ; il s'agissait d'ailleurs d'une sous-commission allemande.

Mais j'eus, un jour de Février 1942, une grande surprise. Deux dames, l'une très âgée, l'autre moins, se présentèrent dans notre bureau commun, demandant à s'entretenir avec notre Chef de Détachement en personne ; ce dernier nous fit donc sortir du bureau.

Quelques instants plus tard, on me fit rentrer pour apprendre que je devais me mettre à la disposition de ces deux dames qui possédaient une villa occupée par les Allemands au Sud de BEZIERS. Elles avaient une partie de leur fortune en titres et en or dans une lessiveuse enterrée dans la cave de cette villa. Je devais aider ces personnes à récupérer ces valeurs, si toutefois, elles s'y trouvaient encore. On imagine ma stupeur, car je ne pouvais m'attendre à une mission aussi particulière.

Le Lieutenant-Colonel SAINT ANTONIN me demanda d'étudier cette affaire avec ces deux personnes et de les emmener à Béziers dans une voiture du détachement ; je pouvais rester absent le temps qu'il faudrait.

Pendant le trajet, on m'expliqua la situation en détail, car je ne savais pas par quel bout prendre cette affaire. J'appris que la cave de la villa renfermait un nombre important de bouteilles vides, des casiers pour bouteilles et des paillons.

Mais il me fallait un motif pour me présenter à l'occupant de la villa, que je ne connaissais pas. Nous avons convenu d'un degré de parenté pour faciliter l'entrée en matière.

Arrivés sur place, nous nous sommes présentés à l'officier allemand ; c'était un Major détaché d'une Commission pour contrôler les pêcheurs de la région. Je lui présentai « ma tante et ma cousine » et lui fit connaître l'objet de ma visite. Nous venions récupérer des bouteilles vides qui se trouvaient dans la cave.

Sans difficulté, l'Allemand nous fit accompagner par un de ses sous-officiers. Comme ces dames le pensaient, la cave était pleine de bouteilles vides, de caisses et de paillons.

Je fis remarquer au sous-officier allemand que nous allions transporter une partie de ces bouteilles et que sa présence n'était pas indispensable. Il remonta à l'étage et nous laissa seuls.

C'est à ce moment qu'on me montra l'emplacement exact du trésor. Entre deux lucarnes, face à la rue, on voyait nettement un léger dôme sur le sol en terre battue. J'avais l'impression qu'on ne nous avait pas attendus pour enlever le précieux contenu de la lessiveuse.

Je me suis mis à genou pour gratter avec mes mains et mon canif. Après avoir enlevé quelques centimètres de terre — pas plus de 2 ou 3 — j'ai découvert le bord supérieur de la lessiveuse ; elle était donc encore bien en place. Mais son contenu ? Je continuai à gratter pour dégager le centre de la lessiveuse et très vite les titres apparurent, soigneusement emballés, puis les sachets de livres sterling en or ; il y avait environ 60 sachets soigneusement étiquetés.

Sans perdre de temps, la lessiveuse fut cachés avec des caisses vides et des paillons avant d'entreprendre le transport des valeurs et de l'or dans une maison voisine.

« Ma tante » resta sur place, tandis qu'avec « ma cousine » nous assurions le transport dans des caisses munies de paillons. Nous pûmes ainsi enlever le tout sans aucune difficulté.

Après avoir remis un peu d'ordre dans la cave et rebouché le trou de la lessiveuse en la remplissant de bouteilles vides, de paillons et de la terre par dessus, je considérai ma mission comme terminée. J'avais hâte de quitter les lieux car les Allemands auraient pu s'apercevoir de quelque chose et venir me poser des questions indiscrètes d'autant plus que nous avions sorti peu de bouteilles vides, mais tout se passa bien.

A présent, je considérai ma mission comme terminée et je m'apprêtai à prendre congé de ces dames lorsque l'une me dit qu'elle aimerait bien que l'or soit transporté ailleurs car, sur place, on risquait que des actions militaires ultérieures viennent tout remettre en question. Cette crainte paraissait justifiée. Et comme je disposai de ma voiture, je demandais l'endroit où je devais transporter l'or, placé dans deux valises. Je n'en crus pas mes oreilles lorsque j'appris que Clermont-Ferrand conviendrait bien. Je pensais à une localité de la région de Béziers, mais pas au Massif Central.

Le matin, en venant en voiture de Montpellier, j'avais en particulier parlé de ma famille réfugiée à Riom (près de Clermont-Ferrand). Avait-on choisi Clermont-Ferrand pour cette raison, ou bien tout simplement parce que, sur place, ces dames avaient des amis. Après tout, c'était leur affaire et plus la mienne.

Pressé de rentrer à Montpellier, au moment de prendre congé de « ma tante » et de « ma cousine », cette dernière me demanda s'il ne me serait pas possible de l'accompagner en chemin de fer jusqu'à Clermont-Ferrand, en raison du poids excessif des deux valises, mais je rétorquai qu'il était hors de question que j'entreprenne un tel voyage, que mon Chef de Détachement ne l'accorderait sûrement pas. Et si on lui téléphonait dit l'aînée ?

On téléphona donc au Lieutenant-Colonel SAINT-ANTONIN qui demanda à me parler. Il me conseilla d'accepter, en ajoutant que ce serait

pour moi une occasion inespérée de revoir ma famille à Riom. J'ai donc accepté.

En voiture, nous nous sommes rendus à la gare de Béziers, pour voir l'heure du plus prochain train en partance pour Clermont-Ferrand. Il y en avait seulement un vers midi. Je renvoyai ma voiture avec son conducteur à Montpellier pendant que « ma c ousine » alla prendre nos deux billets. Trop âgée, la « tante » n'était pas du voyage.

Sur le quai, le train en formation paraissait déjà plein comme un œuf. Pas question de trouver de places assises et encore moins de pouvoir déjeuner, car il n'y avait pas de wagon-restaurant. La « cousine » alla au buffet de la gare pour se procurer quelques sandwichs pour le voyage qui devait durer près de 16 heures avant d'atteindre Clermont-Ferrand très tôt le lendemain matin. Pendant ce temps, j'ai pu m'installer sur le marche-pied d'un wagon avec mes deux valises devant moi. Pas question de pénétrer à l'intérieur.

Le train démarra sans avoir vu revenir ma compagne de voyage. Mais je pensais qu'elle était montée dans un wagon de queue et qu'au premier arrêt du train, je la retrouverais avec de quoi casser la croûte. Le premier arrêt fut Bédarieux. Il est bien descendu quelques personnes, mais pas celle que j'attendais. J'étais toujours sur mon marche-pied. Sans doute, avait-elle trouvé une place et ne pouvait pas descendre. Ce serait sans doute pour l'arrêt suivant. A Millau, beaucoup de voyageurs descendirent, mais toujours pas la personne que j'attendais.

Cette fois-ci, plus de doute à avoir, elle avait raté son train au départ de Béziers. Mais à Millau, les choses s'arrangèrent ; il fut possible de trouver une place assise ; je pus m'installer avec mes deux valises. Je me voyais mal continuer le voyage sur un marche-pied jusqu'à Clermont-Ferrand ; ce train était une véritable brouette. En cours de route, j'ai tout de même pu me ravitailler dans une gare à l'occasion d'un arrêt.

Arrivé à Clermont tôt le lendemain matin, tous les voyageurs descendirent ; c'était d'ailleurs le terminus. J'avais encore un peu d'espoir, mais très vite, je dus déchanter. J'étais donc tout seul sur le quai, avec mes deux lourdes valises difficiles à manier en raison du relatif faible volume de leur contenu par rapport au poids de la marchandise, l'équilibre n'était pas facile à maintenir.

Plus de doute à avoir maintenant, il ne me restait plus que la solution de Riom pour entreposer mes précieuses valises. Car, si ces dames avaient des amis à Clermont, je l'ignorais. J'attendis donc sur le quai le train de Riom qui devait partir vers 5 heures et arriver à destination un quart d'heure plus tard. Peu de voyageurs dans ce train matinal.

Arrivé en gare de Riom, j'ai descendu mes deux valises sans pouvoir transporter les deux à la fois et sans espoir de me faire aider. Il faisait heureusement encore nuit ; nous étions en hiver. J'ai profité de l'obscurité pour camoufler une valise dans un fossé en bordure d'une voie où personne ne pouvait me voir, tandis que l'autre valise était restée sur le quai, en pleine lumière ; je ne la perdis pas de vue. Sans perdre de temps, je me suis rendu rue du Marthuret à Riom avec la première

valise ; personne ne m'attendait et, sans perdre de temps, je suis revenu prendre la deuxième qui, fort heureusement, était restée en place.

La plus surprise fut ma femme, qui n'en croyait ni ses oreilles, ni ses yeux. Ce n'est que le lendemain matin que j'ai seulement réalisé le risque d'un tel transport. Mais la veille, j'avais d'autres préoccupations pour m'en rendre vraiment compte. Tout s'était bien terminé pour le moment et c'était l'essentiel.

Après avoir passé 24 heures dans ma famille, je suis reparti à mes frais à Montpellier où ces dames n'avaient pas encore donné signe de vie ; elles ne le firent que bien plus tard. A Riom, cet or est resté caché pendant des mois avec l'inquiétude qu'on imagine. Mais en fin de compte, tout s'est bien terminé et le magot a pu être restitué intégralement. Ce fut un ouf de soulagement. En cadeau, j'ai accepté, sans vergogne, dix pièces de livres sterling en or ; je les possède d'ailleurs toujours. Mais j'ai bien juré qu'on ne m'y reprendrait plus. Dans ma vie, j'avais déjà rencontré bien des inconscients, mais pas encore comme les propriétaires que je venais de dépanner.

En Avril 1942, je fus muté de Montpellier à Royat (près de Clermont-Ferrand) où on venait de créer un détachement français de liaison auprès d'une Commission allemande de Contrôle. Mais cette fois, j'en étais le chef. J'avais toujours demandé qu'on me rapproche de Riom où se trouvait ma famille. Je ne pouvais donc qu'être doublement satisfait. A présent que j'avais les coudées plus franches, sans chef hiérarchique direct pour m'imposer ses vues et ses méthodes, je pouvais organiser mon affaire comme je l'entendais ; c'était très important pour moi.

Je disposais de cinq officiers de liaison et d'autant de sous-officiers et de voitures. Mes bureaux étaient situés à un étage réquisitionné du Castel-Hôtel à Royat. Je dépendais directement du Général GILLIOT à Vichy ; il était le Directeur des Détachements français de liaison. C'est à lui qu'étaient destinés les rapports que je devais établir, chaque jour, sur l'activité de mon détachement. Chaque soir, je rentrais dans ma famille à Riom, généralement en chemin de fer ; chaque matin, je faisais le trajet inverse. Quelques fois, il me fallait coucher à Royat en raison d'une rentrée tardive le soir ou d'un départ très tôt le matin.

La Commission allemande de Contrôle, installée à l'Hôtel du Parc à Royat, était commandée par le Major BERNINGHAUS. C'était un homme intelligent et courtois, mais qui transigeait rarement. La franchise n'était pas son fort. Il cherchait visiblement à faire du zèle pour se faire valoir auprès de ses chefs de Bourges où se trouvait la Direction des Commissions de Contrôle. Souvent il enfreignait les conventions d'armistice.

Le territoire contrôlé par la Commission de Royat était aussi très vaste mais avec infiniment plus de points à contrôler qu'à Montpellier. La zone s'étendait sur tout le Massif Central au Sud, à la ligne de démarcation au Nord et à l'Ouest et jusqu'au Rhône à l'Est.

Très vite, je fis la connaissance du Colonel BOUTET, sous-chef d'Etat-Major de la 13e Région Militaire à Clermont-Ferrand ; ce dernier faisait partie de l'armée secrète clandestine dont il était le chef régional.

Je fus admis dans ce milieu sans difficulté car, de part ma fonction officielle, je pouvais fournir d'utiles renseignements, je m'y étais engagé spontanément.

En règle générale, les Allemands nous prévenaient toujours au moins la veille de leurs déplacements. Ces déplacements s'effectuaient en voiture, la voiture française partait toujours en tête. Si nous prenions nos repas dans le même restaurant pendant nos sorties, nous les prenions à une table différente de celle des Allemands ; je l'avais toujours exigé.

Mais en dehors de nos déplacements, nous prenions nos repas à l'Hôtel Richelieu à Royat, avec les camarades du Détachement de Liaison auprès de la Commission allemande qui contrôlait les fabrications industrielles.

Dès mon arrivée à Royat, je revis le Colonel GENTIL que j'avais connu pendant la guerre comme Commandant du 68e R. A. de la 70e Division, où j'étais moi-même au 4e Bureau de l'Etat-Major à la mobilisation. Comme moi, le Colonel avait sa famille à Riom. A cette époque, il était affecté à la Sous-Direction de l'Artillerie à Chamalières, près de Royat.

S'il n'a pas été fait prisonnier, il le doit à une mutation peu de temps avant la débâcle de 1940. Début 1943, il prit le commandement du Parc d'Artillerie de Gravanches, à Clermont-Ferrand. Je voyais donc souvent le Colonel ; nos idées sur l'occupant coincidaient on ne peut plus parfaitement. Je reviendrai sur l'action du Colonel GENTIL dont on peut déjà affirmer qu'il fut un chef de valeur et de haute conscience exemplaires.

Comme déjà précisé, la voiture française était toujours en tête pour nos déplacements. Un jour cependant, le major BERNINGHAUS nous avertit que, dorénavant, la voiture allemande circulerait en tête et non en queue. Il s'agissait, pour le lendemain, d'un déplacement à Limoges. Nous partîmes tôt le matin, par le col de la Moréno, avec la voiture allemande en tête.

A une vingtaine de kilomètres, alors que nous roulions moins vite que les Allemands et que nous les avions déjà perdus de vue, je demandai à mon chauffeur de ralentir, puis de s'arrêter, que nous étions en panne ; le chauffeur et l'Adjudant, qui m'accompagnait, se montrèrent surpris ; je leur donnai les raisons de la panne fictive.

Puisque les Allemands voulaient partir en tête, ils devaient en subir les conséquences. A l'arrêt au bord de la route, je fis soulever le capot au cas où les Allemands reviendraient à notre rencontre. Nous avons attendu plus d'une heure sans les revoir.

Comme il ne fallait pas rentrer trop tôt à Royat pour ne pas nous faire remarquer par un membre de la Commission allemande, j'ai décidé de profiter de cette fausse sortie pour aller nous ravitailler dans des

fermes des environs avant de regagner Royat. Mais, entre temps, les Allemands avaient téléphoné de Limoges pour demander ce que nous étions devenus. Comme personne de mon Détachement n'était au courant, les choses en restèrent là.

Aussitôt rentré à Royat, j'ai appelé, au téléphone, le commissaire allemand pour le mettre au courant de notre « panne », en ajoutant que cela n'avait pas dû les empêcher d'effectuer normalement leur contrôle à Limoges ; mais leur voiture n'était pas encore rentrée.

Je n'en pensais pas le premier mot, car je savais que le Commandant français de Limoges ne se prêterait pas à un contrôle sans la présence d'un officier de liaison français comme c'était la règle et comme le prévoyaient d'ailleurs les Conventions d'Armistice. Avant chaque contrôle, les organismes français en étaient d'ailleurs toujours avertis par nos soins.

Ce n'est qu'en début de soirée que les Allemands rentrèrent à Royat. Le Major BERNINGHAUS m'appela au téléphone pour savoir ce qui s'était passé exactement. Il regretta ce contre-temps fâcheux car il n'avait pu effectuer le contrôle prévu. Quoiqu'il en soit, le soir même à Riom, nous dégustions le bon Saint-Nectaire en famille, celui qui avait la panne simulée pour origine ; ça vallait bien un fromage...

Je pensais qu'à la suite de cet incident, les Allemands maintiendraient leurs départs en tête pour nos sorties. Il n'en fut rien ; nous reprîmes l'ancienne habitude et tout rentra dans l'ordre des choses. Un tel incident était une façon de défendre un de nos rares privilèges : celui qui imposait aux Allemands la présence d'un officier français pour leurs contrôles. Ils pouvaient difficilement s'en affranchir car l'absence d'un interprète aurait parfois créé des complications difficilement surmontables.

Si d'une manière générale, les contrôles se passaient bien, j'ai presque toujours constaté que, du côté français, les contrôlés étaient trop bavards. Ces bavardages débordaient souvent le sujet amenant ainsi les Allemands à aller au-delà de leurs intentions premières pour finalement découvrir ce qu'on avait pour mission de leur cacher.

Un jour, lors du contrôle d'un Centre Mécanographique de l'Armée, c'est le Colonel commandant le Centre qui reçu la Commission allemande.

J'avais vu longuement ce Colonel la veille pour organiser la mise en scène et lui faire part du déroulement habituel des contrôles. J'insistai sur l'importance des réponses, très courtes, à formuler. Ce jour-là, ce fut tout le contraire qui se passa, au point que les Allemands eurent des difficultés pour placer un mot. Le résultat ne se fit pas attendre, car, à un certain moment, le Major allemand déclara tout net : « Mais alors, votre organisation est un Bureau de Recrutement clandestin. » Cette déclaration se déduisait tout naurellement des propos intempestifs du Colonel, alors qu'on ne lui en demandait pas tant.

Toujours est-il que les Allemands exigèrent la dissolution immédiate du Centre Mécanographique. Dans mon rapport, je n'ai pas été très

tendre pour ce bavard.

Mais il n'y avait, fort heureusement, pas que des bavards. Je ne citerai que deux exemples. Celui d'un jeune chef de groupement (Colonel), d'un Chanier de Jeunesse à Clermont; c'était un ancien officier de la Marine Nationale, et celui du Colonel GENTIL, commandant le Parc d'Artillerie de Gravanches. Dans les deux cas, il s'agissait d'un premier contrôle.

Si je connaissais bien le Colonel GENTIL, par contre, je n'avais encore jamais rencontré le Chef de Groupement. Je fis sa connaissance la veille de la visite allemande où je fis les recommandations d'usage.

Le jour du contrôle, le Chef de Groupement eut une attitude exemplaire, sans paroles inutiles. La plupart des réponses aux questions posées furent faites par oui ou par non, sans plus. Le contrôle dura dix minutes environ et dehors, dans la rue, le Major BERNINGHAUS crut devoir me dire: « Çà, c'est un chef. » C'était aussi mon avis, mais peut-être pas pour les mêmes raisons que celles du Major.

Avec le Colonel GENTIL, tout se passa tout aussi bien, mais je dus modérer ses ardeurs. Il voulait, par exemple, ne pas offrir de siège aux Allemands mais seulement à moi-même, tandis que lui serait assis derrière son bureau. De plus, il ne désirait recevoir les Allemands que pendant un quart d'heure et pas plus. Si j'ai pu lui faire entendre raison pour les sièges, il a maintenu sa position quant à la durée du contrôle.

Les Allemands se présentèrent comme prévu. Il y avait, entre autres, le Major BERNINGHAUS en personne. Une fois les présentations faites, le Colonel déclara d'entrée de jeu qu'il venait d'être affecté au Parc d'Artillerie, qu'il avait beaucoup de travail et qu'il ne pourrait accorder qu'un part d'heure au Major. Je n'étais guère à mon aise. Le Major répondit que sa visite serait très courte; elle le fut en effet. Avant de remonter en voiture, le Major me dit combien la personnalité du Colonel GENTIL l'avait frappé. Par la suite, le Major n'a jamais plus rencontré le Colonel à l'occasion de contrôles au Parc d'Artillerie; il envoya toujours un de ses subordonnés.

En Mars 1943, je fus encore témoin de la personnalité du Colonel GENTIL dans une autre circonstance, infiniment plus grave. Son adjoint, le Lieutenant-Colonel DUMONT, que je connaissais bien, venait d'être arrêté à son domicile par les Allemands pour détournement d'armement et de matériel que l'occupant revendiquait. Il faut rappeler qu'à cette époque, la zone Sud de la France était envahie depuis Novembre 1942 et qu'il existait à Clermont de la police allemande et de la Gestapo.

Dès le lendemain du jour de l'arrestation de son adjoint, le Colonel vint me voir le soir à mon domicile à Riom, avec un rapport qu'il me pria de lui traduire pour le lendemain matin. J'ai lu attentivement ce rapport en présence du Colonel; il était destiné à la Feldgendarmerie responsable de l'arrestation de la veille. Le Colonel prenait à son compte tous les faits reprochés à son subordonné. Il le faisait sur un ton qui risquait, à mon avis, d'entraîner sa propre arrestation. Je lui conseillai donc d'atténuer certains termes de son rapport, alors que l'ensemble du texte

était un modèle du genre. Mais il me répondit, avec son bon sourire: « Vous savez bien, SCHRAM, que lorsqu'on est faible, il faut attaquer. » Rien n'y fit, et je me suis mis à traduire; j'y ai passé une bonne partie de la nuit car chaque mot devait être respecté. J'ai toutefois traduit « j'exige » par « je demande », sans en parler le lendemain au Colonel GENTIL. Toujours est-il qu'à la suite de ce rapport fracassant, le Lieutenant-Colonel DUMONT fut relâché sans que le Colonel GENTIL soit le moins du monde inquiété par la suite.

Dans un détachement de liaison, les occupations étaient multiples et souvent pleines de surprises surtout lorsqu'on se créait des activités annexes inavouables. On ne savait jamais de quoi le lendemain serait fait.

Un jour, je reçus du Général GILLIOT, commandant les Détachements de Liaison à Vichy, une note de service destinée à tous les officiers. On demandait aux intéressés de prêter serment au Maréchal PETAIN.

C'était pour le moins inattendu. Le Général GILLIOT devait recevoir ce serment à Vichy où nous fûmes convoqués et reçus individuellement par lui. Pour moi, c'était la tuile car, jamais je ne pourrais accomplir un tel acte de fidélité. Ce serait donc ma mise en congé certaine et mon départ de l'armée. Je m'étais fait à cette idée. Je n'aurais d'ailleurs aucun mal à entrer dans la clandestinité d'un Réseau de Renseignements ou dans l'Armée Secrète avec lesquels j'étais déjà en relation de travail.

A Vichy, lorsque je fus introduit dans le bureau du Général, celui-ci me dit à peu près textuellement ceci: « je vous ai convoqué pour que vous juriez fidélité au Maréchal PETAIN, mais si, par la suite ou pour une raison ou pour une autre, vos estimiez devoir revenir sur votre serment, vous pourriez le faire, ça vous va ? ». J'ai eu juste à répondre: « Oui mon Général ». Je n'ai donc pas eu à me prononcer en clair. Après la libération, j'ai revu le Général GILLIOT chez des amis communs à Strasbourg; je lui ai rappelé ce souvenir inoubliable pour l'en remercier. Car avoir agi de la sorte n'était pas chose aussi facile qu'on pourrait le croire aujourd'hui; le Général ne connaissait pas le fond de la pensée de ceux qu'il avait convoqué.

Mais nous n'étions pas pour autant au bout de nos peines, car les événements se précipitèrent en Novembre avec l'occupation de toute la zone Sud jusque-là épargnée. Dès le début Novembre, cette occupation ne faisait plus aucun doute pour nous. A cette époqe, en effet, les officiers de mon Détachement eurent à accompagner non plus des officiers de la Commission de contrôle, mais des officiers de la « Wehrmacht » pour la recherche de cantonnements destinés à des unités de toutes armes, même des chars, comme on le verra plus loin. Il était donc certain que nous étions à quelques jours de l'entrée des troupes allemandes en zone Sud. L'événement se produisit très tôt le matin du 11 Novembre, dans des circonstances très inattendues.

Ce jour-là, un mercredi, j'arrivai à Clermont-Ferrand, comme chaque jour, par le train de Riom. Avec plusieurs camarades qui effec-

tuaient aussi journellement ce trajet, nous sortîmes de la gare et quelle ne fut pas notre surprise de voir une haie de chars dont les canons formaient une voûte. Je fis remarquer à un camarade qui se trouvait à mes côtés, que les Allemands étaient vraiment chics de nous réserver un tel accueil. J'eus à peine prononcé ces mots que je fus saisi vigoureusement au bras par un sous-officier allemand. Je lui fis lâcher prise, avec vigueur, en m'indignant, avec colère, d'un tel geste de la part d'un sous-officier allemand à l'égard d'un officier français ; j'enrageai littéralement.

Le sous-officier me déclara qu'il avait reçu l'ordre d'arrêter tous les officiers français qui descendraient du train. Je lui répondis que celà ne pouvait expliquer son geste inadmissible. Pour une tuile, ç'en fut une, car qu'allait-on faire de nous. Personnellement, je me revoyais déjà derrière les barbelés alors que j'en était sorti avec bien des difficultés 18 mois plus tôt.

Tous les officiers sortant de la gare furent conduits au premier étage de l'hôtel Terminus situé juste en face de la gare ; nous étions une vingtaine. Une sentinelle gardait l'entrée de notre local.

Au bout de quelque temps, un général allemand se présenta ; c'était le Général qui commandait les chars que j'avais encore accompagné la veille dans ses déplacements. Me reconnaissant, il vint vers moi et me dit qu'il n'était pas responsable de ce qui se passait et qu'il ne pouvait rien dire de plus. Je lui répondis sèchement que je ne lui demandais rien et que je me solidarisais avec mes camarades présents. Le Général quitta la salle sans rien ajouter.

Le patron de l'hôtel nous servit une boisson chaude et, environ une heure plus tard, les Allemands nous rassemblèrent en colonne par quatre devant l'hôtel et nous conduisirent vers une destination inconnue.

Plus de doute, c'était la captivité qui allait recommencer. Avoir tant peiné autrefois pour sortir des barbelés et rentrer en France pour maintenant y revenir me devenait insurportable. Il fallait en tout cas veiller au grain et ne laisser passer aucune occasion pour en sortir.

Nous marchions depuis quelques minutes seulement lorsqu'arrivés à l'entrée du quartier du 4e Régiment d'Artillerie, on nous y fit pénétrer. Là, nous nous rendîmes compte que tout le quartier était occupé par une troupe allemande venue surprendre et occuper le casernement encore endormi, très tôt le matin. C'était un mélange curieux de soldats français et allemands ; une véritable pagaille aussi.

On nous conduisit dans la Salle d'Honneur du 4e R. A., située au rez-de-chaussée d'un bâtiment. C'est dans un tel endroit qu'ont généralement lieu les réunions d'officiers. Nous n'étions pas seuls dans ce local ; d'autres nous y avaient précédés, une cinquantaine environ. A la porte d'entrée, les Allemands avaient placé une sentinelle à l'intérieur de la salle ; il nous était interdit d'en sortir.

Dans cette Salle d'Honneur, il y avait, accroché au mur, sous vitre, le fanion du 4e R. A., remis autrefois comme emblème par BONAPARTE à ce régiment et que les Artilleurs gardaient jalousement. Les Allemands ne tarderaient pas à s'en emparer. Mais pour l'heure, ils avaient d'autres

chats à fouetter.

Enlever ce fanion sous le regard de la sentinelle qui nous gardait n'était pas très indiqué ; c'était sans doute le livrer aux Allemands en leur montrant le prix que nous attachions à ce fanion, témoin de tant de souvenirs et de tant de gloire.

J'allai trouver la sentinelle pour lui dire que je désirais parler au Commandant allemand. Cette dernière me répondit qu'elle ne pouvait pas s'absenter, mais que, dans peu de temps, un sous-officier viendrait avec une sentinelle de relève et que je pourrais m'adresser à ce gradé. Il nous fallut donc attendre.

Soudain, on frappa de l'extérieur à une de nos fenêtres. Des soldats du 4e R. A. avaient appris que nous étions enfermés et venaient spontanément nous apporter des vivres de toutes sortes. Ils s'étaient emparés des vivres de réserve du 4e R. A. et tenaient à nous en faire profiter. Je me souviens que ce geste de solidarité m'avait ému.

Tous les officiers présents se jetèrent sur ces vivres avec tellement d'acharnement que nous restions à plusieurs sans avoir pu nous procurer la moindre part.

En présence d'une telle attitude inqualifiable, j'ai exigé que tous les vivres soient réunies sur une table pour en faire une distribution équitable. Je m'en chargeai. Personne n'osa me contredire.

Pendant tout ce temps, la sentinelle allemande était toujours à sa place. Mais, à un certain moment, on entendit crier « Rassemblement » ; un Allemand pénétra dans notre local pour demander à notre sentinelle de venir à ce rassemblement dans la cour. La sentinelle fit remarquer qu'elle devait assurer notre garde et qu'elle ne pouvait s'absenter. Mais on lui annonça que le Capitaine avait donné l'ordre de rassembler toute son unité et la sentinelle quitta sa faction.

Plus personne donc pour nous garder, ni à l'intérieur, ni à l'extérieur de notre local. C'est ce moment que je mis à profit pour descendre le fanion de BONAPARTE, pour le remettre à un officier du 4e R. A. qui se trouvait avec nous et qui avait plus de chance que moi de le camoufler dans un quartier qu'il connaissait bien.

Sans surveillance dans notre local, nous sommes tous sortis dans la cour où se côtoyaient Français et Allemands dans un désordre indescriptible, sans rien apprendre sur notre destin.

Tout en discutant, j'appris que les Allemands allaient libérer les officiers de la Garde Mobile. Me souvenant que le maître tailleur du 4e R. A., qui était le mien, était aussi celui des Gardes Mobiles, je me suis précipité à son atelier que je connaissais bien. Là, je me heurtai à une sentinelle qui gardait l'entrée des ateliers, mais je pus y pénétrer sans beaucoup de difficulté. Le maître tailleur n'était pas encore arrivé. Sans doute avait-il eu vent de ce qui se passait et avait préféré rester chez lui ; on le comprend aisément.

Dans l'atelier, il n'y avait que des femmes qui travaillaient comme s'il ne se passait rien. On me reconnut bien sûr. Je demandai s'il y avait dans l'atelier un manteau et un képi de Garde Mobile ; j'en donnai les

raisons. S'il s'y trouvait un manteau avec des galons de lieutenant, le képi était celui d'un adjudant. Cela m'importait peu, car les Allemands ne connaissaient pas à ce point les distinctions de nos grades. Manteau et képi m'allèrent à peu près. Je demandai qu'on me mit de côté ces vêtements, que j'en aurais peut-être besoin dans très peu de temps.

Je retournai dans la cour pour tâcher de recueillir d'autres informations. Tournant en rond et circulant dans tous les sens, je crus reconnaître un de mes sous-officiers du détachement de liaison et un sous-officier allemand de la Commission de Contrôle. Lorsqu'ils m'aperçurent, ils vinrent tous deux vers moi pour me dire qu'on me cherchait partout depuis le matin — il était près de midi.

Un de mes officiers s'était même rendu à Riom pour voir si je m'y trouvais encore. Mais ma femme, qui ignorait tout, n'était pas présente et l'officier en question, qui savait que mes fils, Jean et François, étaient à l'Institut Sainte-Marie à Riom, se rendit à cette école pour obtenir des renseignements auprès de mes deux garçons. L'officier s'était adressé au préfet de discipline de l'établissement, mais ce dernier déclara qu'il ignorait si les enfants SCHRAM étaient présents et qu'il allait se renseigner.

Le préfet de discipline savait bien que mes fils étaient en classe, mais il se méfiait un peu de cet officier qu'il ne connaissait pas et qui avait un léger accent. On montra donc discrètement à Jean et à François l'officier en question ; ces derniers purent dire que c'était bien un lieutenant de papa ; c'était un Alsacien. Mais personne ne savait ce que j'étais devenu, alors que j'avais quitté Riom comme chaque matin pour me rendre à Royat.

Les Allemands de la Commission de Contrôle intervinrent pour me faire sortir car les officiers de liaison français étaient, paraît-il, en dehors de l'événement. Mais avant de quitter le quartier du 4e R. A., j'ai demandé à voir le Commandant allemand dont la troupe occupait les lieux pour lui demander le sort qui serait réservé à mes camarades. Il me confirma ce que je venais d'apprendre, c'est-à-dire que tout le monde serait libéré vers midi. Cela se confirma, mais nous avons eu chaud. C'est ainsi que toute l'armée d'armistice française envahie, le 11 Novembre, avec une rare brutalité, fut dissoute.

En retrouvant le Major BERNINGHAUS, je lui manifestai mon profond mécontentement à propos du geste inconsidéré du sous-officier allemand devant la gare de Clermont-Ferrand. Il me répondit qu'il déplorait une telle attitude et comprenait mon amertume.

Quelques jours plus tard, à la Préfecture de Clermont-Ferrand, je rencontrai un fonctionnaire qui me demanda si j'étais bien l'officier qui avait eu des démêlés avec un Allemand devant la gare de Clermont, pendant que lui-même attendait son tramway. A ma réponse affirmative, il m'avoua avoir cru, sur le moment, que j'étais devenu fou... Fou, sûrement pas ; très en colère, oui. On l'eut été à moins.

A la même époque, vinrent s'installer à Clermont-Ferrand un groupe de la Ordnungspolizei (Police du maintien de l'ordre), de la

Feldgendarmerie (Gendarmerie aux Armées) et de la Gestapo, sous la direction générale à Vichy du fameux GEISSLER qui avait le grade de Colonel (Obersturmbannführer).

Si les contrôles habituels continuaient comme avant l'occupation de la zone Sud, nous avions, en plus, des contacts fréquents avec la Ordnungspolizei et rarement avec la Feldgendarmerie, aucun en tout cas avec la Gestapo.

Le calme revenu, si j'ose dire, rien ne fut plus comme avant. Il régnait une atmosphère lourde. Les gens parlaient moins et se méfiaient. La Gestapo ne resta pas inactive et commença à faire parler d'elle. Les arrestations ne tardèrent pas à se produire, les tortures aussi. De la rue, on entendait les malheureux qui les subissaient dans une certaine villa située entre Clermont-Ferrand et Royat, devant laquelle je passais chaque jour.

C'est à cette époque que j'ai compris combien était inexacte la conviction de certains français qui reconnaissaient la correction de la Wehrmacht et condamnaient seulement la Gestapo. Bien sûr qu'il y a du vrai, mais ce n'est pas tout à fait exact, car il ne faudrait pas oublier que la Wehrmacht renseignait la Gestapo et que cette dernière se chargeait des basses œuvres. En agissant ainsi, la Wehrmacht n'ignorait rien des actions de la Gestapo. Elle porte donc une part de responsabilité non négligeable qu'il faut savoir.

Je ne pensais pas de sitôt avoir des démêlés avec la Gestapo et pourtant j'y fus forcé. Un jour, un de mes conducteurs de voiture de liaison disparut avec sa voiture. Personne ne l'avait revu et personne ne savait ce qu'il était devenu. Cette voiture était pourtant très reconnaissable, car c'était la seule voiture Citroën de teinte rouge de tout le secteur. Elle avait été affectée à mon Déachement à la suite de la dissolution d'un Détachement de liaison auprès d'une Commission de Contrôle chargée de l'aviation.

A la Commission allemande, personne n'était au courant de la disparition de notre conducteur et de la voiture. Mais quelques jours plus tard, j'appris que cette voiture assurait presque journellement la liaison entre Vichy et Clermont-Ferrand avec, bien entendu, un Allemand au volant.

On supposait qu'il s'agissait de liaison entre la Gestapo de Vichy et celle de Clermont. Je m'adressai, une fois encore, au Major BERNINGHAUS, en le priant de se renseigner au sujet de cette disparition.

Très peu de temps plus tard j'appris, par BERNINGHAUS, que mon conducteur avait été arrêté par la Gestapo. C'est à cette occasion que je lui ai demandé de m'obtenir un rendez-vous avec GEISSLER en personne. J'obtins ce rendez-vous et partis à Vichy. Arrivé devant la villa, je sonnai du dehors, car la porte d'accès du jardinet, sur rue, était fermée à clé. Un Allemand vint m'ouvrir pendant qu'un autre se dirigea vers ma voiture en stationnement.

On me fit monter au premier étage. Il fallut ouvrir toutes les portes car toutes étaient fermées à clé ; après mon passage, on les refermait derrière moi. C'était engoissant et visiblement une précaution habituelle.

J'attendis une bonne heure dans l'antichambre où je pus m'asseoir. Ce fut un constant remue-ménage avec des allées et venues de gens en tenues des plus variées et des plus inattendues. J'ai vu, par exemple, passer devant moi des militaires allemands, des civils, d'autres portant des bonnets de police français kaki et beaucoup de débraillés.

Lorsqu'on daigna me recevoir, je fus introduit dans un somptueux local avec, derrière un bureau non moins somptueux, le fameux GEISSLER en chair et en os : un homme jeune, d'une trentaine d'années, élégant, froid et hautain, d'un abord plutôt désagréable. Tout de suite il me demanda l'objet de ma visite. Je lui fis part de la disparition de mon chauffeur avec la voiture qu'il conduisait habituellement et lui demandai s'il était possible de connaître les raisons de cette arrestation, n'ayant jamais rien relevé d'anormal dans le comportement de mon subordonné. Il me confirma l'arrestation et ajouta sèchement qu'il n'avait pas à m'en donner les raisons. J'ajoutai qu'il restait la voiture que je pourrai peut-être récupérer. GEISSLER me répondit qu'il y avait une enquête en cours et que la voiture était séquestrée. Je fis remarquer à mon interlocuteur qu'on voyait presque chaque jour cette voiture — très reconnaissable à sa teinte rouge — circuler entre Vichy et Clermont-Ferrand et que sa séquestration paraissait donc avoir été levée. Cette allusion a visiblement agacé GEISSLER au point qu'il me congédia sur le champ. Notre entretien aura duré moins de cinq minutes ; je n'appris rien de plus.

Je n'ai, bien entendu, jamais revu ni le conducteur, ni la voiture.

Beaucoup plus tard, nous avons appris qu'il avait payé de sa vie une activité qu'en réalité j'ignorais et que j'ignore toujours.

C'est avec un certain soulagement que j'ai pris le chemin du retour. Chemin faisant, mon chauffeur me déclara que, dès mon introduction dans la villa de la Gestapo, un Allemand était venu relever toutes les caractéristiques de notre voiture, y compris les numéros sous le capot.

Quelques mois plus tard, le maquis devait abattre GEISSLER lors d'une de ses sorties en plein Massif Central. Il eut la fin qu'il méritait.

Avec la Ordnungspolizei, nos sorties devinrent peu à peu moins fréquentes. Cette dernière s'orienta de plus en plus vers la police de Clermont-Ferrand dont je connaissais bien le Chef de Cabinet de l'Intendant de Police, M. WEILBACHER. C'était un jeune Alsacien, plein de dynamisme, dans le sens où je l'entendais à l'époque. Lui aussi était en relation étroite avec le Colonel BOUTET qui représentait l'Armée secrète. Nous nous liâmes pour le meilleur et pour le pire. C'était un garçon actif et fort sympathique.

Un jour que je me présentai dans son bureau, je l'y ai trouvé avec un lieutenant de l'Ordnungspolizei en uniforme vert foncé. Je connaissais un peu cet Allemand pour l'avoir accompagné une seule fois. WEILBACHER m'offrit un siège en attendant la fin de son entretien officiel

avec l'Allemand. Mais ce dernier ne parut pas pressé de partir ; il sembla inquiet. Il est vrai qu'à cette époque, l'armée allemande était en mauvaise posture en Russie ; c'était le moment de la défaite de Stalingrad après celle de Moscou, tandis qu'en Allemagne, HITLER avait déjà failli être exécuté ; le malaise allemand grandissait.

Après son entretien avec WEILBACHER, l'Allemand ne partit pas et se rendit à la fenêtre du bureau où nous nous trouvions tous trois. Du haut du 3e étage de l'immeuble de la rue Montlosier, siège de l'Intendance de Police, l'Allemand regarda dans la rue et déclara : « Dire que ça m'arrivera un jour. » Croyant avoir bien compris, mais sans toutefois en être certain, je m'approchai de lui et lui fis répéter ce qu'il venait de dire, parce que dans la rue, il y avait un balayeur de rue et un paisible passant sur le trottoir. Mais c'est du balayeur qu'il était question ; il venait de me le préciser.

Je lui répondis qu'il y avait moyen de s'arranger, sans plus. Le lieutenant allemand me regarda fixement dans les yeux et me donna nettement l'impression d'avoir compris. Dans la vie civile, il était professeur à l'Université de Berlin ; c'était donc un officier de réserve.

Après son départ ,je restai seul avec WEILBACHER ; je lui demandai son avis sur ce qui venait de se passer, lui qui connaissait cet officier mieux que moi. WEILBACHER le crut sincère.

Je demandai alors à mon ami s'il ne serait pas possible de l'inviter dans un restaurant de la ville pour lui tirer les vers du nez.

WEILBACHER n'y vit aucun inconvénient et se chargea finalement de l'invitation, lui qui voyait cet Allemand presque journellement.

Mais une telle invitation, dans une période où les Allemands étaient maintenant partout, devait être organisée avec soin, sans oublier la protection. WEIBACHER me rassura en déclarant qu'il avait à sa disposition des policiers en civil et armés, et qu'il connaissait un restaurant, dans une petite rue près de la cathédrale, qui ferait bien l'affaire ; il en connaissait le patron, résistant lui aussi.

WEILBACHER invita donc notre Allemand qui accepta l'invitation. Le rendez-vous eut lieu dans le bâtiment de l'Intendance de Police. A l'heure fixée, l'Allemand se présenta en civil ; nous l'étions également. Et en route pour le restaurant. Dans la rue, je n'eus aucun mal pour reconnaître notre protection, car je savais qu'elle existait, tandis que pour un non averti, c'était plus difficile à voir ; il y avait des agents devant et derrière nous, à une certaine distance.

Le trajet jusqu'au restaurant se passa fort bien, le repas dans le restaurant aussi ; nous étions seuls. Le menu était très convenable pour l'époque, les vins et les alcools aussi. L'Allemand avait un bon coup de fourchette sans dédaigner pour autant les boissons alcoolisées. De notre côté, nous fûmes prudents pour garder notre lucidité intacte.

Au cours de la conversation, nous apprîmes bien des choses sur l'organisation et les agissements de l'Ordnungspolizei et même de la Gestapo. Mais, nous n'avions pas la preuve de la vérité, sauf cependant sur un fait précis qui se révéla exact par la suite. Il s'agissait d'une des-

cente de la Police allemande dans un quartier de Clermont où vivaient un grand nombre d'Alsaciens et de Lorrains de la Faculté repliée de Strasbourg ; ce quartier était un centre de résistants actifs.

Vrai ou faux, nous nous devions de prévenir le milieu alsacien et lorrain de ce qui risquait de lui arriver. C'est WEILBACHER, ancien univeristaire de Strasbourg lui-même, qui s'en chargea ; il était d'ailleurs déjà en contact permanent avec les étudiants et les professeurs.

La rafle eut lieu comme l'avait annoncé le lieutenant allemand. Dans ce cas précis, le renseignement avait donc été bon. S'il y eut tout de même quelques arrestations, elles furent en tout cas peu importantes ; la plupart des intéressés purent en échapper. Pour les Allemands, la Faculté de Strasbourg, repliée à Clermont-Ferrand, représentait une agression constante qui devait être surveillée de près.

A l'occasion de notre fameux dîner, j'avais menti à ma femme pour ne pas l'inquiéter. Elle me croyait en service commandé. Elle était loin de se douter que son mari faisait ripaille avec un Allemand.

Avec WEILBACHER, nous pûmes encore, pendant quelques mois, fournir des renseignements au Colonel BOUTET et au Réseau de Renseignement GALLIA. En effet, j'avais fait la connaissance de l'Adjudant-chef PINARD, du Parc d'Artillerie de Gravanche, à Clermont, par l'intermédiaire du Colonel GENTIL qui commandait cet établissement. J'y reviendrai plus loin. PINARD était le représentant de GALLIA pour la région de Clermont-Ferrand.

La fin de l'année 1942 fut marquée par un important décret LAVAL, Président du Conseil du gouvernement de Vichy. Il avait demandé et obtenu des Allemands un mois de sursis pour les détenteurs de dépôts d'armes clandestins. Tout dépôt d'armes ou de munitions, dénoncé pendant ce mois, n'entraînerait aucune poursuite à l'encontre des intéressés, tandis qu'auparavant, c'était la peine de mort.

Chaque dépôt devait être dénoncé par les intéressés à la Préfecture Régionale. Cette dernière devait en avertir mon Détachement de Liaison, lequel avait dans ses attributions d'avertir à son tour la Commission allemande de contrôle. Cette façon de transmettre le renseignement était logique.

Mais le Préfet Régional, M. BRUN, collaborateur et ami personnel de LAVAL, en décida autrement en supprimant purement et simplement l'intermédiaire du Détachement de Liaison, de telle sorte que les Allemands furent prévenus directement par la Préfecture. Ce furent les Allemands eux-mêmes qui nous avertirent. C'était un comble. Je rendis compte à Vichy de cette entorse à la règle établie, mais je ne reçus aucune réponse. C'était le pot de terre contre le pot de fer. Je dois à la vérité de reconnaître que les Allemands nous prévinrent toujours au moins la veille pour visiter un dépôt le lendemain ; toujours, ils nous précisèrent le contenu des dépôts clandestins à visiter.

Plus que jamais, je restai en étroite liaison avec le Colonel BOUTET car si'l connaissait la plupart des dépôts clandestins, il ne savait pas tous ceux qui seraient dénoncés aux Allemands. De plus, entre la pre-

mière reconnaissance et l'enlèvement de ces dépôts par l'armée allemande, il s'écoulait toujours plusieurs jours.

La reconnaissance des dépôts clandestins par la Commission allemande de Contrôle consistait uniquement à reconnaître les lieux et la nature du matériel camouflé. Chaque dépôt était, en général, très homogène. Il suffisait d'ouvrir quelques caisses pour avoir un aperçu exact de son contenu ; c'est ce que faisaient les Allemands. De notre côté, nous marquions discrètement d'une croix à la craie les caisse qui avaient été ouvertes. Cela permettait, si on le désirait, d'en vider d'autres après le départ des Allemands. Ce fut le rôle de l'Armée secrète.

Ces dépôts étaient généralement camouflés dans de vieilles bâtisses isolées et abandonnées, ou dans des excavations de rochers ou d'anciennes carrières, mais jamais dans des habitations. J'ai personnellement toujours été étonné par la qualité des camouflages ; ils avaient été installés avec grand soin par des connaisseurs.

Fin décembre 1942 se produisit un incident inattendu lors de la reconnaissance d'un dépôt d'armes légères et de munitions dans une ancienne carrière près de Volvic (S.-O. de Riom). Avant la visite, les Allemands avaient demandé à la gendarmerie française de reconnaître l'itinéraire d'accès et l'emplacement exact de ce dépôt car son emplacement avait été mal précisé. Un gendarme devait accompagner les Allemands le lendemain matin sur les lieux. Un rendez-vous à un carrefour près de Volvic fut fixé la veille.

Le lendemain matin, pas de gendarme au rendez-vous. J'ai dû aller prendre le maire de Volvic pour nous conduire à la carrière en question. Mais, à peine étions-nous arrivés, que se présentèrent plusieurs gendarmes, dont le Commandant F..., très affolé, qui s'excusa de son retard, il s'était égaré.

Le Major BERNINGHAUS — toujours lui — ne tint pas rigueur de ce retard ; visiblement, il s'en amusa même de voir plusieurs gendarmes, dont 2 officiers, qui s'étaient égarés. Pendant ce temps, des Allemands avaient déjà commencé à dégager quelques caisses. La première caisse ouverte contenait des mousquetons modèle 1916 tout neufs.

Le Major se fit présenter un mousqueton et en s'apercevant de l'ancienneté du modèle déclara : « Mais ce sont de vieux fusils ». Alors qu'on ne lui demandait rien, le Commandant F... répondit que ces mousquetons étaient encore en service dans la Gendarmerie. C'est donc un dépôt clandestin de la Gendarmerie répliqua BERNINGHAUS avec un sourire malicieux. Prenant cette réplique du Major très au sérieux, le Commandant F... s'en défendit avec énergie. J'eus beau expliquer à ce dernier qu'il s'agissait d'une simple boutade du Major, le Commandant français n'en continua pas moins à se défendre. Je lui fis pourtant savoir en clair que le Major ne prenait pas au sérieux ce qu'il venait de déclarer. Mais rien n'y fit ; le Commandant F... alla même jusqu'à dire qu'il savait par qui le dépôt avait été constitué et en tout cas pas par la Gendarmerie. Une telle réponse était pour le moins inattendue. Le Major n'eut aucune réaction. A aucun moment il n'a essayé de connaître le nom des

responsables du dépôt clandestin et la visite continua comme si rien ne s'était passé.

Mais je ne pouvais pas laisser passer un tel comportement de la part d'un officier français. Le soir même, j'adressai un rapport circonstancié au Général GILLIOT, à Vichy, qui a dû le transmettre à qui de droit, comme à l'accoutumée.

Le Préfet Régional BRUN eut connaissance de mon rapport et me convoqua dans son bureau pour me dire que j'avais travesti la vérité. En clair, cela signifiait que j'avais menti. En vérité, je ne m'attendais pas à une réaction aussi nette de la part du Préfet Régional. Mais ma réponse fut aussi nette, car je fis remarquer à M. BRUN qu'il ne pouvait avoir une idée juste de la question puisqu'il n'assistait pas lui-même à la découverte du dépôt de Volvic, que dans ces conditions, je ne pouvais admettre d'être soupçonné d'avoir travesti la vérité et que je maintenais tous les termes de mon rapport concernant le Commandant F... Le Préfet me congédia d'une façon discourtoise. Je n'en attendais pas moins d'un collaborateur notoire.

Par la suite, lorsque les Allemands demandèrent à être accompagnés chez le Préfet Régional, j'ai toujours tenu à y aller moi-même. Si on donnait des sièges au Allemands, personnellement, je devais rester debout ; je ne m'en formalisai pas le moins du monde.

Plus tard, je devais apprendre que, proposé pour le grade de Chef d'Escadron, je fus radié de la liste des candidats proposés à l'avancement. Si je fus radié, par contre, le Préfet Régional BRUN fut jugé, condamné et emprisonné à la Libération pour collaboration avec l'ennemi.

A cette époque, les Allemands nous annoncèrent un jour la visite pour le lendemain matin d'un dépôt de matériel divers dans une vieille bâtisse de la région de Ceyssat (Puy-de-Dôme). Je m'y rendis seul le soir pour me rendre compte de quel matériel il s'agissait. Sur place, j'ai constaté qu'il n'y avait ni armes, ni munitions d'aucune sorte. Par contre, il s'y trouvait, en particulier, un important stock de cordages, avec des accessoires divers.

Estimant qu'il ne s'agissait pas de matériel de guerre à proprement parler et sachant que les Allemands n'avaient pas encore vu ce dépôt, je pris sur moi d'offrir des cordages aux paysans du coin. Très vite, j'eus des clients qui ont pu ainsi emporter en tout une vingtaine de cordes.

Le lendemain matin, tout se serait bien passé si un paysan, absent à la distribution de la veille, n'était venu se présenter — en présence des Allemands cette fois — pour obtenir une corde. J'étais loin de m'attendre à une telle visite. J'étais dans mes petits souliers. Je l'étais d'autant plus que le Major BERNINGHAUS demanda des explications. Je ne pouvais plus me disculper car j'ignorais ce qu'allait répondre le paysan présent.

Je déclarai au Major que, passant la veille au soir dans la région, j'avais profité de l'occasion pour reconnaître ce dépôt. Ayant constaté qu'il ne s'agissait pas de matéirel de guerre, j'avais cru bon d'en distribuer à quelques paysans voisins. Silence de mort, sans la moindre réaction du Major. Jamais plus on ne reparla de cet incident alors que

je pouvais m'attendre au pire. Mais cela me servit de leçon.

La liquidation des dépôts clandestins ,la dissolution de l'Armée d'Armistice française, donna à la Commission allemande et à notre Détachement un surcroît de travail. De nombreux organes liquidateurs avaient été créés pour le personnel et pour le matériel. Les Chantiers de Jeunesse furent surveillés de plus près. Par ailleurs, les Allemands devaient souvent accompagner la Gestapo dans ses déplacements, en raison de leur meilleure connaissance de la région. Nous n'étions jamais concernés par de tels déplacements.

Mais on ne peut pas dire que le cœur y était encore. A de nombreux signes on constatait un certain fléchissement du moral allemand Pour en trouver l'explication, c'est toujours en Russie qu'il fallait aller la chercher. La victorieuse armée allemande était sur son déclin.

En novembre 1942, les Alliés avaient débarqué en Afrique du Nord, tandis qu'en Libye, l'armée allemande subissait des revers importants. Je me souviens d'une déclaration que m'a faite un capitaine allemand (Hongrois d'origine), début 1943, alors que l'armée Von PAULUS était encerclée devant Stalingrad ; il m'avoua sans détour qu'il ne croyait plus à la victoire allemande.

Du côté de leurs alliés italiens, les nouvelles n'étaient pas meilleures. Les Allemands durent remplacer toutes les Commissions de Contrôle italiennes sur la frontière des Alpes. Nous le savions par la présence à Royat d'officiers allemands stagiaires et destinés à remplacer les Italiens.

Si le moral allemand se ressentait des premières défaites, les intéressés ne le manifestait qu'avec prudence car c'est le front russe qui les guettait comme ce fut le cas pour les plus jeunes de la Commission de Contrôle que nous avons vu partir.

Au printemps 1943, eut lieu un départ dans le maquis de nombreux gradés des Chantiers de Jeunesse. Ces Chantiers de Jeunesse étaient placés sous les ordres du Général de la PORTE du THEIL, installé à Vichy. Les Allemands apprirent ces départs et voulurent en connaître plus. Ils demandèrent à voir le Général à Vichy pour savoir ce qui s'était passé et les sanctions prises à l'encontre de ceux qui avaient été repris. Les Allemands demandèrent qu'on leur fournisse la liste nominative des coupables.

Je me rendis aussitôt à Vichy pour rencontrer le Général de la PORTE du THEIL et le tenir au courant de ce qui allait se passer le lendemain, lors de la visite du Major BERNINGHAUS. Le Général m'a paru minimiser la chose et me déclara en particulier qu'en aucun cas il ne remettrait de liste nominative aux Allemands ; c'était bien mon avis.

Au cours de la visite allemande du lendemain matin, le Général mis ses visiteurs au courant de ce qui s'était passé, indiqua les sanctions prises et, contrairement à sa déclaration résolue de la veille, remit au Major allemand la liste nominative des chefs délinquants. Sans commentaire.

Pendant toute la période de novembre 1942 à juin 1943, je restai

en contact étroit avec le Colonel GENTIL qui commandait le Parc d'Artillerie des Gravanches, à Clermond-Ferrand, depuis le début de 1943, et le Colonel BOUTET. Peu à peu, je fis la connaissance de l'Adjudant-chef PINARD qui était à l'époque sous les ordres du Colonel GENTIL.

PINARD me demanda un jour si je pourrais lui fournir des renseignements. A ma réponse affirmative, il me déclara qu'il faisait partie d'un Réseau de Renseignements sans m'en donner le nom. J'avoue avoir ignoré jusqu'à cette époque l'existence même de réseau de ce genre.

Vers le mois de juin 1943, PINARD me demanda d'adhérer au Réseau GALLIA. Voilà comment je fus incorporé à GALLIA à compter du 1er juillet 1943 ; le Colonel GENTIL, que j'avais consulté avant de remettre des renseignements à son subordonné, me donna le feu vert sans hésitation.

A la fin du printemps 1943, le Colonel GENTIL m'annonça son départ dans la clandestinité sans autre précision et me demanda de rester en contact avec lui par l'intermédiaire de sa famille, à Riom. Environ un mois plus tard, je revis le Colonel qui était à la recherche d'un Chef de Région pour le Réseau de Renseignements GALLIA. Il m'expliqua les qualités requises pour un tel emploi. Je lui donnai le nom du Colonel DREYFUSS qu'il avait connu comme moi à la 70 Division. Mais je fis part aussi au Colonel GENTIL de mon désir de quitter mes fonctions officielles. Il me répondit qu'il était préférable que je reste tant que je pourrais y tenir un rôle utile à la résistance. Je mis donc le Colonel GENTIL en rapport avec le Colonel DREYFUSS. Avant de rejoindre le P.C. de la Région S.-E. à Valence (Réseau GALLIA), Roger DREYFUSS passa me voir à Royat pour me remercier d'avoir pensé à lui et me dire qu'il me réservait une place avec lui à Valence si, pour une raison ou pour une autre, je devais quitter mes fonctions officielles.

Mais les choses ne tardèrent pas à se précipiter. En octobre 1943, je pris une permisison de 15 jours que je devais passer à Riom dans ma famille. Le jour de mon départ, en raison de l'heure de mon train, il ne me fut pas possible d'aller annoncer mon absence au Colonel BOUTET. Ce n'était pas grave car, de Riom, il m'était facile de revenir ; je pensais le faire le lendemain ; j'avais déjà averti l'ami WEILBACHER.

Dans le train, en rentrant chez moi, je fis la connaissance d'un jeune capitaine alsacien. Je lui demandai ses occupations tout en tâtant le terrain sur la question « Résistance ». Il n'y parut pas opposé, sans toutefois prendre de décision ; je devais le revoir après ma permisison.

Le lendemain matin, je revins à Clermont-Ferrand pour voir le Colonel BOUTET quand, à moins de 150 m de l'Etat-Major, je croisai, par hasard, le capitaine alsacien de la veille. Nous parlâmes pendant plus d'une heure sur place et avant de nous séparer, nous décidâmes de nous retrouver à Royat 15 jours plus tard.

Je continuai donc seul mon chemin en direction de l'Etat-Major de la 13 Région Militaire lorsque tout à coup j'entendis l'appel de mon nom sur ma droite. C'était le Général ARNAUD, Directeur du Matériel de la

13e Région, qui se trouvait en civil dans une encoignure de porte avec quelques autres civils autour de lui. Le Général me demanda où j'allais ; je lui répondis : voir le Colonel BOUTET.

« J'ai donc bien fait de vous arrêter », me répondit-il, « car regardez plutôt », en me montrant du doigt le bâtiment de l'Etat-Major, très visible, à moins de 100 m d'où nous nous trouvions. Tout le bâtiment était cerné par les Allemands depuis environ une heure. Je reconnus une voiture de la Commission de Contrôle, celle que prenait habituellement le Major BERNINGHAUS, tandis que les autres véhicules appartenaient à la Gestapo. Si je n'avais rencontré le capitaine alsacien, je me serais donc trouvé dans le bureau du Colonel BOUTET.

A un certain moment, on vit sortir des flammes des combles du bâtiment de l'Etat-Major. Nous ignorions ce qui se passait réellement ; nous ignorions bien sûr la raison pour laquelle les Allemands avaient investi l'Etat-Major, mais nous nous en doutions.

La fumée épaisse qui sortait du toit nous fit comprendre qu'on avait vraisemblablement mis le feu pour détruire des documents compromettants. Comme l'occupation du bâtiment se prolongeait ,nous avons jugé préférable de quitter les lieux en laissant sur place un observateur unique, c'était plus prudent.

En fin de matinée, nous apprenions que le Colonel BOUTET avait été arrêté, avec plusieurs autres officiers, et emmené par la Gestapo ; nous apprîmes que la Gestapo avait fait irruption à l'Etat-Major en imposant à tous les mains en l'air face au mur et qu'elle avait découvert la cachette aux documents secrets du Colonel BOUTET : sous la plaque de marbre de la cheminée de son bureau. Le feu dans les combles du bâtiment avait bien pour but de détruire certains dossiers compromettants. Mais, sous le marbre de la cheminée se trouvait peut-être mon propre nom.

Etant en permission depuis la veille au soir, j'ai décidé de retourner à Riom. Je venais, sans doute, de l'échapper de justesse, grâce à un camarade que je n'ai jamais plus revu et grâce aussi au Général ARNAUD que je connaissais heureusement très bien.

Le lendemain, j'appris que WEILBACHER, chef de Cabinet de l'Intendant de Police à Clermont, avait été arrêté à son tour par la « Ordnung-polizei ». Après cette arrestation, j'ai supposé que le lieutenant de la Police allemande, que nous avions invité à dîner quelque temps auparavant, pouvait être à l'origine de cette arrestation. Mais peut-être aussi avait-on trouvé le nom de WEILBACHER sous le marbre de la cheminée du bureau du Colonel BOUTET. Les deux solutions étaient plausibles.

Toujours est-il que, aussitôt après cette arrestaion, le lieutenant allemand s'était mis en rapport avec la secrétaire de WEILBACHER pour la mettre au courant de ce qui s'était passé et surtout pour s'innocenter.

La secrétaire me fit savoir que l'officier allemand désirait me rencontrer pour m'entretenir de l'arrestation en question. Mais je me suis contenté des déclarations faites par cet officier à la secrétaire. C'était plus prudent.

Le policier allemand a prétendu savoir que WEILBACHER avait été

convoqué par son chef et qu'il guettait cette arrivée par une fenêtre. Et au moment où WEILBACHER se présenta devant l'immeuble de la Police, le policier allemand aurait fait des gestes pour empêcher le visiteur de pénétrer dans l'immeuble et que ce dernier n'aurait pas compris. Et dans l'entrée, WEILLBACHER aurait été coiffé d'une couverture pour l'empêcher de faire aucun mouvement.

Après avoir longuement réfléchi à cette affaire, je reste convaincu que l'officier allemand n'est pas à l'origine de cette arrestation, car elle s'est produite le lendemain du jour de l'arrestation du Colonel BOUTET. C'est donc sitôt après l'affaire de l'Etat-aMjor de la 13e Région que fut décidée l'arrestation de mon ami.

Toujours est-il que le Colonel BOUTET et mon ami WEILBACHER furent tous deux exécutés par les Allemands quelques jours après leur arrestation.

Face à une telle situation, je décidai de ne plus reparaître à mon Détachement de Liaison à Royat. J'étais heureusement en permission ce qui me laissait le temps de me retourner et d'agir sans trop de précipitation. Par prudence, je quittai mon domicile tout en restant à Riom.

Sans perdre de temps, j'ai alerté le Colonel GENTIL par l'intermédiaire de sa famille et j'adressai à Vichy une demande de mise en congé d'armistice avec demi-solde. C'était la situation réservée aux officiers qui n'avaient pas reçu d'affectation.

A Riom, je n'ai pas eu à attendre longtemps mon départ dans la clandestinité. Comme convenu, je fus affecté à la Région Sud-Est du Réseau GALLIA à Valence où se trouvait déjà l'ami DREYFUSS qui m'attendait. Il me fixa un rendez-vous pour un certain lundi matin à Valence.

Je quittai donc ma famille avant la fin normale de ma permission de 15 jours. Mon départ fut plutôt discret pour ne pas trop attirer l'attention car personne d'autre que ma femme ne fut mis au courant de ce qui m'était arrivé et sur les raisons de mon départ. On mit mon départ sur le compte d'un emploi nouveau que je devais exercer à l'extérieur. Pour la séparation, chacun avait sa larme à l'œil, mais je dois souligner que ma femme s'est montrée très courageuse pendant toute cette période troublée. Nous avons convenu la façon de nous écrire par personnes interposées.

Après mon départ de Riom, le temps s'écoula sans que les Allemands viennent inquiéter ma famille. Un jour, peu de temps après mon départ, les Allemands étaient venus contrôler les fiches d'identité à l'hôtel de ville de Riom. Bien plus tard, je devais apprendre par un voisin, témoin du contrôle des identités, qu'un Allemand avait tenu longuement ma propre fiche entre les mains. Mais rien ne peut laisser supposer que je fus l'objet de recherches.

Par la suit, je devais apprendre que la Direction de l'Artillerie m'avait accordé trois permisisons successives d'un mois avant ma mise en disponibilité avec demi-solde.

A Riom, j'avais la possibilité de me cacher dans la ferme POUZOL;

on me l'avait aimablement et aussi courageusement proposé. Le ménage POUZOL, Francisque et Marie-Louise, exploitait, en effet, une petite ferme dans la banlieue de Riom avec leurs deux jeunes fils : Serge le sage et Vivi le dur au cœur tendre. C'est dans cette ferme que ma famille venait se ravitailler; elle y fut toujours accueillie avec beaucoup de gentillesse. Je m'y rendais ainsi assez souvent; j'entends encore Francisque clamer à sa femme : « Marie-Louise fais-nous un café ». Francisque, un peu soupe au lait, avait heureusement une Marie-Louise très maîtresse d'elle-même qui savait le calmer. Mais ça n'allait jamais très loin. Nous avons gardé de ces amis Auvergnats un souvenir inoubliable. Je me devais de rendre ici un juste hommage à ces braves gens en remerciement de tout ce qu'ils ont fait en faveur des réfugiés que nous étions à cette époque. Tous ensemble exploient aujourd'hui la grande ferme de Salignac à Chevenon, près de Nevers.

Je n'ai pourtant pas retenu la solution de facilité qui me fut offerte car je n'aurais pas pu supporter de rester caché dans l'inaction pendant des mois ou des années. J'ai préféré poursuivre la lutte au sein du Réseau Gallia à Valence, malgré l'inconvénient d'être, une fois de plus, séparé des miens.

Arrivé à Valence, un dimanche d'octobre 1943, alors que mons rendez-vous était prévu pour le lendemain matin, je profitai de la journée pour visiter Valence que je ne connaissais pas et dans l'après-midi. je me souviens d'être allé au cinéma. En faisant la queue pour prendre mon billet d'entrée quelle ne fut pas ma surprise de voir passer une voiture de tourisme dans la rue avec à son bord deux officiers allemands que je connaissais. Il s'agissait d'un officier de la Commission de Contrôle de Royat et d'un officier stagiaire dans cette commission au moment où j'ai quitté Royat. J'ai supposé qu'on conduisait le stagiaire dans une Commission de Contrôle anciennement occupée par les Italiens. Personne ne m'a heureusement reconnu.

Le lendemain, DREYFUSS était à l'heure au rendez-vous. Il me conduisit directement au bureau de la Région S. E. pour faire la connaissance des deux autres occupants : le jeune Bernard LEVI et Chrisitane DEROCLES, la dactylo-secrétaire. Nous étions donc quatre à connaître ce bureau ; personne d'autre n'y était admis par mesure de sécurité.

Notre Région dépendait du Réseau Gallia dont les bureaux étaient à Lyon, avec Henri GORGE-FRANKLIN comme chef fondateur et le Colonel GENTIL comme adjoint. Plus tard, devait y venir mon camarade d'évasion Robert GUILLAUD, pour prendre le 2me Bureau du Réseau.

Plusieurs Régions coiffaient une partie de la France, en particulier toute la zone sud. Il existait encore d'autres Réseaux superposés au nôtre, mais que nous ne connaissions pas. C'était une manière de recouper les renseignements recueillis, puisque tous les adressaient au même destinataire à Londres.

Notre Région Sud-Est couvrait les cinq départements du midi ; chaque département correspondait à peu près à un Secteur. Pour le Vaucluse, le Secteur était en Avignon, pour les Bouches-du-Rhône à

Marseille, pour le Var à Toulon et pour les Alpest-Maritimes et les Alpes de Haute-Provence à Nice.

Chaque Secteur était divisé en sous-secteurs. Les Secteurs et les Sous-Secteurs recrutaient, en général, sur place leurs agents de renseignements et de liaison.

Les agents étaient de trois ordres : l'agent O, P 1 ou P 2. L'Agent O était occasionnel, le P 1 celui qui consacrait une partie de son temps, tandis que le P 2 consacrait tout son temps au Réseau. Chacun était rétribué suivant son activité. Je puis donner mon propre exemple comme P 2. Etant officier de l'armée active, je ne percevais plus que la moitié de ma solde habituelle et le Réseau me versait l'autre moitié, avec en plus mes frais de déplacements, comme dans l'Armée d'ailleurs.

Tous les membres d'un Réseau portaient un numéro et un speudonyme ; on ne demandait à personne de fournir sa véritable identité. A la Région S.-E. nos numéros partaient de 20 000 et pouvaient aller jusqu'à 22 000. Un agent occasionnel était représenté, par exemple, par le nombre 20 075, le P 1 par 20 175 et le P 2 par 20 275 et ainsi de suite. Le troisième chiffre à partir de la gauche indiquait s'il s'agissait d'un agent O, P 1 ou P 2. Personnellement, j'avais le numéro 20 201, avec comme pseudonyme Mûnier pour la Région et Audoin pour le Réseau.

Les agents collectaient les renseignements pour les transmettre aux Sous-Secteurs, puis au Secteur qui en assurait le classement par catégorie et par importance en donnant la source et la valeur du renseignement ainsi que le numéro de l'agent. Une fois par semaine les renseignements nous parvenaient à Valence par agents de liaison (des femmes en général). Mais en cas de renseignements importants et urgents à exploiter on nous les transmettait immédiatement. Nous disposions d'une centaine d'agents actifs.

A Valence, chaque Secteur possédait une « boîte » distincte pour déposer son courrier. Une boite était représentée soit par une boite aux lettres ordinaire ou par un particulier qui acceptait de recevoir le courrier chez lui. C'était le cas général. Ces boîtes changeaient chaque semaine ; jamais les Secteurs ne déposaient leur courrier dans la boite de la semaine précédente par mesure de sécurité.

A l'inverse, la Région correspondait avec ses Secteurs par l'intermédiaire de ces mêmes boîtes. En déposant son courrier, l'agent du secteur prenait le nôtre. Si le Secteur ignorait le siège de notre Région, de notre côté nous ignorions le leur. C'était la seule façon d'éviter le démantèlement de la Région en cas d'arrestation.

Dans notre propre bureau, personne ne pouvait s'absenter sans dire où il allait et sans donner la durée de son absence. Il avait été convenu qu'un retard supérieur à trente minutes imposait l'évacuation du bureau. Nous estimions que c'était le temps minimum nécessaire que devait pouvoir tenir, sans parler, un agent arrêté. Car nous pensions qu'il n'était pas possible de dire à l'avance si, sous l'effet de la torture par la Gestapo, on parlerait ou non. A vrai dire nos mesures de sécurité nous ont bien réussi.

Les renseignements que nous recevions de nos Secteurs subissaient à leur tour une refonte complète avant d'être expédiés au Réseau Gallia à Lyon par agent de liaison. C'était notre travail du dimanche. Nous communiquions avec notre Réseau tout comme nos Secteurs avec nous.

A Lyon, le Réseau rassemblait le courrier de ses Régions et le reclassait avant de le transmettre une ou deux fois par mois à Londres par avion clandestin. Il existait en France des terrains de fortune clandestins où pouvaient se poser et en repartir les avions anglais qui assuraient, de nuit, la liaison avec la France. On conçoit aisément que des précautions élémentaires devaient être prises. C'est par des lumières au sol, visibles par l'avion et disposées autour du terrain dans un ordre déterminé que pouvait avoir lieu l'atterrissage. Au sol, l'avion prenait le courrier et déposait le sien avant de retourner en Angleterre.

Mais ces liaisons par avion n'étaient pas assez fréquentes, surtout pour des renseignements importants et urgents à exploiter. Nous disposions alors de petits postes radio émetteurs contenus dans une valise d'allure courante. Ce moyen radio permettait d'envoyer à Londres des télégrammes chiffrés. On chiffrait les télégrammes pour que les Allemands, captant les signaux, ne puissent pas les comprendre.

Les liaisons par radio imposaient des règles très strictes et impératives. Il était interdit d'émettre deux fois de suite d'un même endroit ; la durée totale d'une émission était limitée à quelques minutes seulement. Ces précautions étaient vitales car elles gênaient les voitures radiogoniométriques allemandes chargées de repérer les points d'émission. En effet, avec trois voitures dispersées dans la nature, il était possible à chacune d'entre elles de déterminer la direction de l'émission clandestine et d'en trouver l'endroit, par recoupement, avec suffisamment de précision pour venir prendre le poste émetteur. On limitait le danger en diminuant les durées d'émissions.

Chaque équipe d'émission comportait en général trois membres : 2 radios et un protecteur armé. C'était le seul cas où il était nécessaire d'être armé. Les protecteurs étaient formés dans le « Maquis du Mont Ventoux » ; j'y reviendrai.

Dès mon arrivée à Valence, avec Dreyfuss, nous nous sommes partagés le travail. Lui a gardé les questions touchant à la sécurité, les contacts avec l'extérieur et les finances, tandis que personnellement je devais m'occuper plus particulièrement des Secteurs et du Renseignement. Mais chacun savait toujours ce que faisait l'autre ; nous travaillions vraiment la main dans la main sans jamais rien nous cacher.

Mon premier travail consista à prendre contact successivement avec les Chefs des Secteurs et des Sous-Secteurs pour me rendre compte de leur implantation et de leur organisation. Dans l'ensemble, si c'était mieux que je l'imaginais, il restait encore beaucoup à faire. Les bonnes volontés ne manquaient pas, mais il fallait les instruire en leur imposant des règles simples et précises. Il ma semblé qu'on travaillait en équipe alors que la recherche des renseignements était une affaire individuelle. Il était préférable de donner une même mission importante à trois agents qui

s'ignoraient, plutôt que d'en charger trois qui se connaissaient. C'était une façon d'obtenir des recoupements et de mieux surveiller le travail fourni par chaque agent. Ce fut certainement la question la plus difficile à obtenir de la part de nos agents. Nous avons dû les déplacer pour qu'ils ne se rencontrent plus.

Par ailleurs, il a fallu mettre sur pied une sorte de catalogue des renseignements que nous recherchions pour éviter d'avoir à subir certains potins locaux sans importance. Notre Région avait une zone importante car elle comprenait toute la défense allemande entre Marseille et Menton. Il nous fallait connaître l'ordre de bataille des troupes allemandes et les points fortifiés ; tout changement devait être signalé. J'avoue que ce fut passionnant. Nous attendions toujours l'arrivée du courrier des Secteurs avec impatience. Chaque courrier reçu faisait l'objet de remarques ou de critiques à l'adresse de nos Secteurs.

Pour nos déplacements, nous utilisions le chemin de fer et la bicyclette comme tout le monde. Mais pour circuler il nous fallait des papiers en règle comme : carte d'identité, certificat de travail et carte d'immatriculation aux Assurances Sociales.

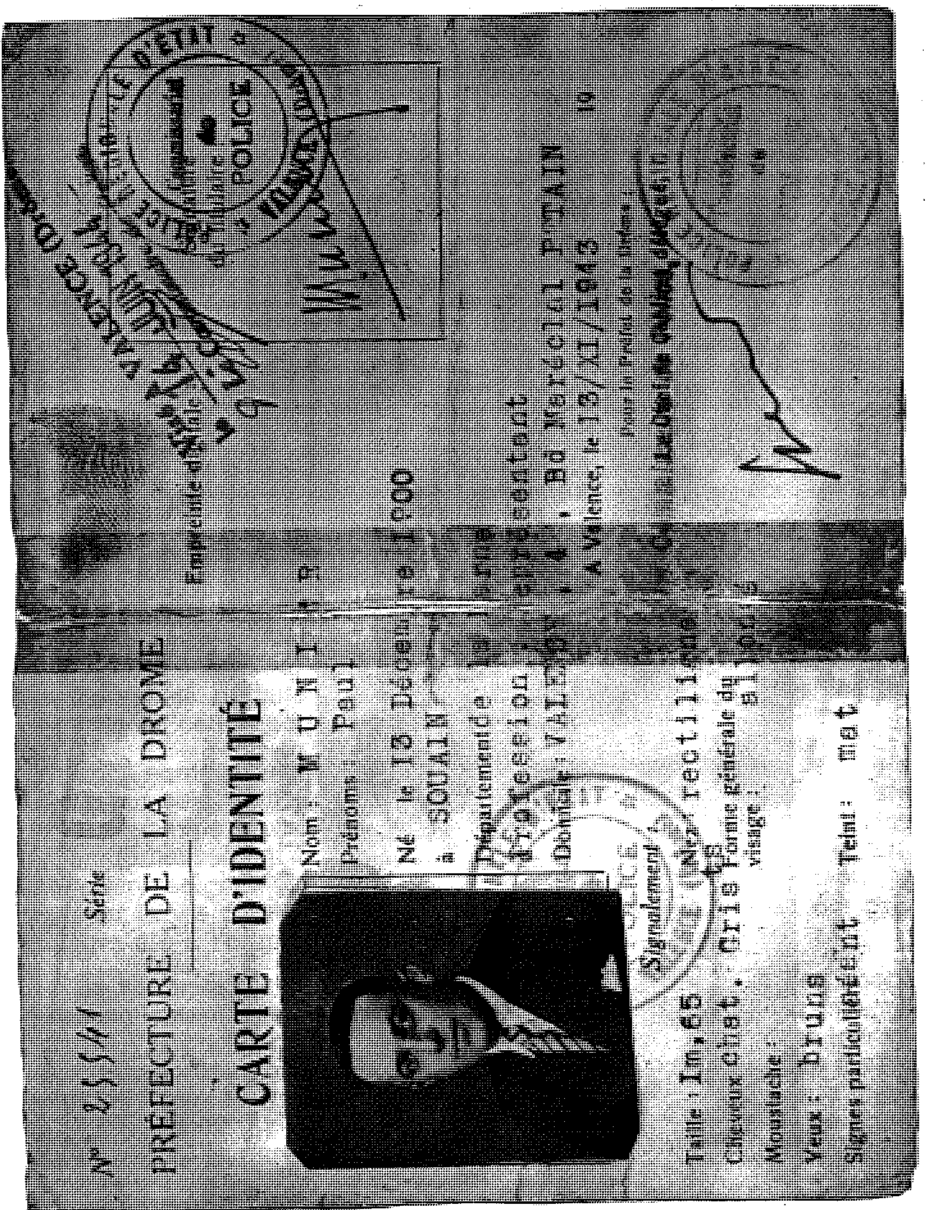
En ce qui me concerne, j'avais mes papiers officiels établis au nom de Paul MUNIER ; j'étais né le 13 décembre 1900 (je m'étais vieilli), à Souain (Marne). J'avais pris cette localité parce qu'il avait paru dans la presse que les archives d'état civil de cette localité avaient été, comme bien d'autres, entièrement détruites en 1940. Il était donc difficile de vérifier l'exactitude de mon état civil. A Valence, j'habitais théoriquement, 4, boulevard du Maréchal-Pétain.

Muni de ces renseignements tous mes papiers personnels me furent délivrés normalement par la Préfecture de la Drôme, à Valence, où nous avions un fonctionnaire complice bien placé. Quant à mes occupations professionnelles, j'avais été embauché comme « Agent Industriel » aux Usines « Textiles Artificiels du Sud-Est » à La Voulte-sur-Rhône (à 20 km au sud de Valence), par le Directeur Général, M. Jean PALIX, avec lequel je correspondais normalement. Chaque mois, je recevais mon salaire que le caissier me remettait et que je restituais aussitôt à mon directeur, seul au courant de notre arrangement. Je pouvais donc me déplacer comme tout le monde et percevoir mes tickets d'alimentation à Valence.

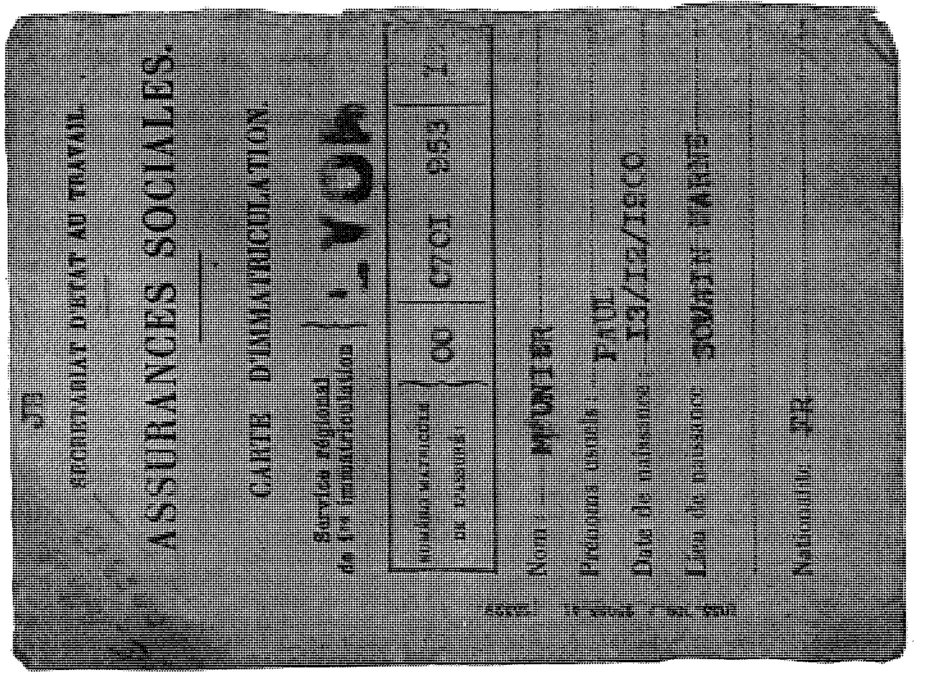
Tout ce qui précède sur le Réseau Gallia, en particulier sur notre Région Sud-Est, permet de se faire une idée sur le fonctionnement d'un Réseau de Renseignements.

Les périodes les plus actives furent celles comprises entre mai et avril 1944, le débarquement en Normandie, le 6 juin, celui d'Italie, le 10 juillet, et enfin celui de Provence, le 15 août. Ce dernier nous concerna directement puisqu'il eut lieu en plein dans notre Région.

A cette époque, les renseignements que nous recevions étaient nombreux, variés et souvent très importants. C'est pratiquement chaque jour que nous recevions du courrier de nos Secteurs. Les télégrammes envoyés à Londres étaient presque journaliers. Les Allemands se déplaçaient


PRÉFECTURE DE LA DROME
CARTE D'IDENTITÉ
Nom : MUNIER
Prénoms : Paul
Né le 13 Décembre 1900
à SOUAIN
Profession : représentant
Domicile : VALENCE 4, Bd Maréchal PÉTAIN
Signalement :
Taille : 1m,65
Cheveux chât. gris
Yeux : bruns
Teint : mat
A Valence, le 13/XI/1943
POLICE

(FAUSSE CARTE D'IDENTITÉ)



SECRÉTARIAT D'ÉTAT AU TRAVAIL.

ASSURANCES SOCIALES.

CARTE D'IMMATRICULATION.

Service régional de l'immatriculation

Nom : MEUNIER

Prénoms usuels : PAUL

Date de naissance : 13/12/1900

Lieu de naissance : SOMAIN (NORD)

Nationalité : FR

(FAUSSE CARTE D'ASSURANCES SOCIALES)

(FAUSSE CARTE DE TRAVAIL) — AU RECTO FIGURE L'ADRESSE DES USINES « TEXTILES DU SUD-EST » A LA VOULTE S/RHÔNE

beaucoup tandis que les maquisards faisaient sauter les voies ferrées pour gêner les transports par voie ferrée.

C'est ainsi que la fameuse Division Blindée « Das Reich » qui stationnait depuis quelques mois dans le Vaucluse, avec son P.C. en Avignon, perdit un temps précieux pour son acheminement sur le front de Normandie où elle était appelée en renfort. Une partie seulement de cette division a pu être embarquée en chemin de fer, tandis que l'autre a dû prendre la route en raison de la destruction de nombreux wagons et de voies ferrées.

Toute cette période fut très active pour notre Région. Je voudrais rendre hommage au travail de nos Secteurs et Sous-Secteurs ; à leurs chefs, à leurs agents qui assumèrent leur mission avec courage et ponctualité jusqu'au bout. Quant à nos femmes agents de liaison elles furent admirables. A un moment où les trains ne marchaient plus, la plupart d'entre elles se débrouillaient pour amener leur courrier à bon port, utilisant jusqu'à des moyens de transport allemands dans la débâcle.

A notre P.C. à Valence, DREYFUSS a été admirable ainsi que Mme DREYFUSS qui nous avait rejoint et à qui furent confiées des missions particulières, alors que le jeune Bernard s'occupa plus spécialement du classement des renseignements, des télégrammes chiffrés et des contacts avec les radios. Il le fit avec intelligence et dévouement. Doué d'une mémoire exceptionnelle, il connaissait tous nos agents par leur numéro. Notre secrétaire, Christiane DEROCLES, et notre agent de liaison avec Lyon, Elisabeth MAZIER, ont eu des attitudes courageuses, sans jamais connaître la moindre défaillance. A notre P.C., notre entente a toujours été parfaite ; nous avions confiance les uns dans les autres. Je garde de cette époque un souvenir inoubliable.

Voilà sommairement exposé ce qu'a été l'organisation et le rôle d'une Région au sein d'un Réseau de Renseignements pendant la Résistance. Un tel ensemble n'avait de chance de tenir pour réussir que si on respectait scrupuleusement les règles de sécurité pour ne pas perdre le bénéfice du renseignement souvent difficilement acquis et en même temps protéger la vie d'autrui. Les bavardages et les imprudences ont presque toujours été à l'origine des arrestations.

Je voudrais maintenant illustrer mon propos par quelques anecdotes personnellement vécues sans pouvoir les citer toutes. Pour mes petits-enfants, j'ai choisi celles qui concernaient plus spécialement leur grand-père ; elles permettront peut-être de se faire une meilleure idée de l'action qui fut la nôtre au Réseau Gallia. Je dois à la vérité de dire que mes amis en auraient autant sinon plus à raconter de leur côté. Qu'on ne soit donc pas surpris si je parle souvent à la première personne du singulier.

Si j'ai beaucoup insisté sur le sérieux du rôle de l'agent de liaison et de l'importance qu'il devait attacher à sa propre sécurité, j'ai pourtant été, par hasard, le témoin d'une scène qui se déroula sous mes yeux. C'était un samedi matin ; nous avions reçu en particulier le courrier de

Toulon. Je savais que l'agent de liaison ce jour-là, était une jeune Martiniquaise que je ne connaissais absolument pas ; de son côté, elle ne me connaissait pas non plus.

Ce jour-là, comme chaque jour, j'allai déjeuner dans un restaurant ; j'en changeais d'ailleurs souvent. En rentrant dans la salle à manger, j'ai aperçu seule à une table une jeune personne de couleur avec deux jeunes gens qui déjeunaient à la table voisine. J'ai pris l'autre table voisine qui était libre. Je me doutais qu'il pouvait s'agir de notre Martiniquaise, car à Valence, on ne rencontrait pas de gens de couleur habituellement.

Les jeunes gens de la table voisine entrèrent en conversation avec la jeune fille qui ne se fit pas prier pour répondre. C'est ainsi que j'ai pu entendre de mes propres oreilles que cette jeune personne venait chaque samedi à Valence et qu'elle habitait Toulon. Plus de doute, il s'agissait bien de notre agent de liaison. Pour avoir été trop confiante et trop bavarde, elle fut remplacée comme agent de liaison.

Lorsque nous avons été équipés pour émettre, par radio, des télégrammes à Londres, il nous fallut bien entendu un code permettant de chiffrer nos textes. Le Réseau nous demanda d'envoyer un responsable de la Région S.-E. pour venir prendre livraison au Réseau à Lyon du code en question. J'y suis allé moi-même. On me remit deux feuilles sur papier ultra mince, qu'il était possible éventuellement d'avaler en cas de nécessité. A la gare de Lyon, j'achetai la revue « Signal » et y glissai mes deux précieuses feuilles pour ne pas les avoir sur moi. Sitôt dans le train, contrôle et fouille par les Allemands qui visitèrent les bagages et se firent présenter les cartes d'identité. Nous étions trois ou quatre dans le compartiment et personne en face de moi. J'eus le temps de jeter mon « Signal » sur la place vide avant que les Allemands viennent effectuer mon propre contrôle ; je n'avais pas de bagages. Tout se passa très bien. C'était la première fois que mes fausses pièces d'identité furent mises à l'épreuve.

Au cours d'un de mes déplacements à Nice dont le Secteur venait d'être réorganisé en raison de l'importance de sa situation géographique, je fus reçu à la gare par Me COTTA (futur Maire de Nice), chef du Secteur, et son adjoint, l'enseigne de Vaisseau RICHARD. Au cours de notre entretien, ce dernier me dit qu'il avait prévu un gardien pour me protéger ; il me le montra de loin et me dit son nom ; il s'appelait GUERINI. Il s'agissait du gangster bien connu. Manifestant ma surprise, Me COTTA me déclara qu'il était très satisfait de ses services. Notre sécurité était assurée et nous en restâmes là.

Après la guerre, je reçu du Parquet de Marseille une demande de renseignements concernant le fameux GUERINI en question qui venait d'être arrêté dans le Midi pour hold-up. Je n'ai pu que confirmer ce qui m'était arrivé environ un an auparavant à Nice ; avec COTTA et RICHARD qui ont eu à témoigner de leur côté.

Avant d'être affecté au Secteur de Nice comme adjoint à Me COTTA, RICHARD commandait le « Maquis » du Mont Ventoux. Ce maquis comportait une trentaine d'hommes qui recevait une instruction dans le but de protéger les postes émetteurs de radio pendant les émissions ; on exerçait en particulier ce personnel au tir à la mitraillette et au revolver. Tout ce monde vivait dans une ancienne ferme abandonnée fort bien située car elle n'avait qu'un seul chemin d'accès possible : partout ailleurs c'était le ravin profond et infranchissable. Le lieu avait été bien choisi.

Le Maquis du Mont Ventoux était en fait sous la dépendance du Réseau à Lyon mais comme il se trouvait sur le territoire de notre Région, Lyon nous avait demandé d'en assurer la surveillance.

Un jour, je me rendis à ce maquis. RICHARD me fit prendre en voiture à Carpentras, sa ville natale où son père, médecin, habitait encore à l'époque. Nous montâmes dans la montagne par des chemins tortueux, rapides et pittoresques. Arrivé à la ferme, je fis la connaissance de RICHARD que je ne connaissais pas encore. Ce dernier m'expliqua son affaire et me montra toute son organisation et son personnel. A un certain moment, RICHARD me dit qu'il avait recueilli trois aviateurs américains abattus lors d'un bombardement de Marseille et aussi un déserteur allemand. Je vis d'ailleurs les aviateurs et le soi-disant déserteur.

S'il était facile, par Londres, de savoir si les trois Américains étaient de vrais aviateurs et les faire rapatrier par la suite par l'Espagne, par contre, il était plus difficile sinon impossible de déterminer la qualité de déserteur de l'Allemand.

J'ai interrogé longuement l'intéressé qui ne possédait sur lui ni papier, ni plaque d'identité autour du cou, ni armé. Ce fut ma première surprise. Quand j'appris qu'il appartenait à la Division « Das Reich » — Division de fanatiques — le doute m'envahit. Et lorsque je lui demandai la raison de sa désertion et sa présence dans une région déserte très éloignée de l'unité allemande la plus proche (au moins 30 km) et qu'il répondit qu'il recherchait des maquisards pour se battre avec eux, il n'y avait plus de doute possible dans mon esprit. Cet Allemand avait sans doute été lâché dans la nature — avec d'autres — pour rechercher nos maquis.

Je fis part à l'intéressé de mes doutes et qu'il serait mis à l'épreuve, car il ne pouvait être question de le relâcher sans mettre en danger la vie de nos propres hommes du Mont Ventoux. Avec RICHARD nous décidâmes de le garder sous une étroite surveillance de jour comme de nuit. Comme déjà signalé, le lieu s'y prêtait fort bien. Autour de la ferme, il y avait quelques petits buissons qui délimitaient nettement une certaine zone à environ 50 mètres de la ferme. Nous avons montré à l'Allemand cette limite qu'il ne devrait jamais dépasser sous peine de mort. Il s'y engagea formellement.

Or, huit jours plus tard, nous apprîmes par RICHARD qu'on avait dû abattre cet Allemand le lendemain du jour de ma visite pour non respect à la consigne reçue. Ce pseudo-déserteur était sans doute en service commandé pour prospecter la région du Mont Ventoux où existait un important maquis. Quant aux trois aviateurs, ils ont pu réintégrer leurs unités ; tout se passa bien pour eux.

Mais le chapitre des déserteurs n'était pas clos pour autant, car souvent dans le courrier d'Avignon, le Chef de Secteur faisait allusion à des Allemands qui désiraient déserter. Il s'agissait encore d'Allemands de la Division « Das Reich » — toujours elle — mais bien plus tard que la pseudo-désertion du Mont Ventoux. Je n'y prêtai pas attention. Mais les courriers suivants revenaient sans cesse sur cette affaire au point qu'il fallut la tirer au clair. Comme il s'agissait de rencontrer trois Allemands, je ne pouvais plus me dérober, d'autant plus qu'en Avignon on était convaincu de la désertion en question. Cette affaire avait été menée par le jeune JIM (19 ans) qui était en contact avec les Allemands intéressés ; il se faisait fort de nous les présenter.

Cette affaire me concernait personnellement car, à Valence, j'étais le seul à parler l'allemand. Deux solutions s'offraient à moi : ou bien aller en Avignon pour rencontrer nos trois Allemands, ou bien ne pas y aller et passer pour un froussard. J'avoue y avoir réfléchi bien longtemps avant de me décider. En admettant que ce soit vrai, qu'aurions-nous appris par trois soldats allemands qui ne connaissaient sans doute aucun secret et qui ne nous auraient pas apporté grand-chose de bien nouveau. Et puis, qu'aurions-nous fait de ces trois déserteurs ? Par contre, s'il s'agissait de pseudo-déserteurs, c'était le meilleur moyen de se faire arrêter à coup sûr ; le jeu en valait-il la chandelle ? Autant de questions que je me posais sans trouver d'autre solution que d'accepter le rendez-vous pour satisfaire le Secteur d'Avignon.

Quoi qu'il en soit, je pris rendez-vous avec le Chef de Secteur d'Avignon, M. AVON, qui tenait un commerce d'articles de pêche. A mon arrivée, vers 8 heures, AVON m'attendait à la gare et me conduisit chez lui où sa femme avait préparé un bon gâteau à mon intention ; nous le dégustâmes avec une tasse de bon café — denrée rare à l'époque.

Le jeune JIM devait nous amener ses trois déserteurs à 10 heures précises ; j'avais préalablement insisté sur la nécessité de respecter l'heure. Lorsque je me suis inquiété du lieu du rendez-vous et que le Chef de Secteur me répondit qu'il était prévu chez lui où nous nous trouvions, j'ai manifesté ma grande surprise et je me reprochai de n pas avoir traité du lieu du rendez-vous avant de venir en Avignon. C'était important ; j'en avais la preuve sous les yeux. Mais il n'était plus possible de changer.

A 10 heures, personne ne s'annonça ; à 10 h 15 et 10 h 30 non plus. J'ai alors eu sérieusement l'intention de quitter les lieux. Mais le Chef de Secteur essaya de me rassurer. Nous attendîmes 10 h 45, toujours personne. A ce moment précis, le Chef de Secteur fut moins rassuré tandis que personnellement je ressentais de plus en plus le danger qui nous guettait. A 11 heures, j'ai exigé que le Chef de Secteur me suive hors de sa maison ; sa femme y resta seule. Or, peu avant midi, la Getapo s'est présentée dans le magasin d'articles de pêche pour demander où était le commandant MUNIER — le commandant MUNIER c'était moi. C'est bien sûr plus tard que nous avons appris ce qui s'était passé. La maison AVON fut fouillée de fond en comble par la Gestapo sans trouver celui qu'elle recherchait. Mme AVON ne fut heureusement pas sérieusement inquiétée. Mais nous n'avons su que beaucoup plus tard ce qui s'était passé réellement.

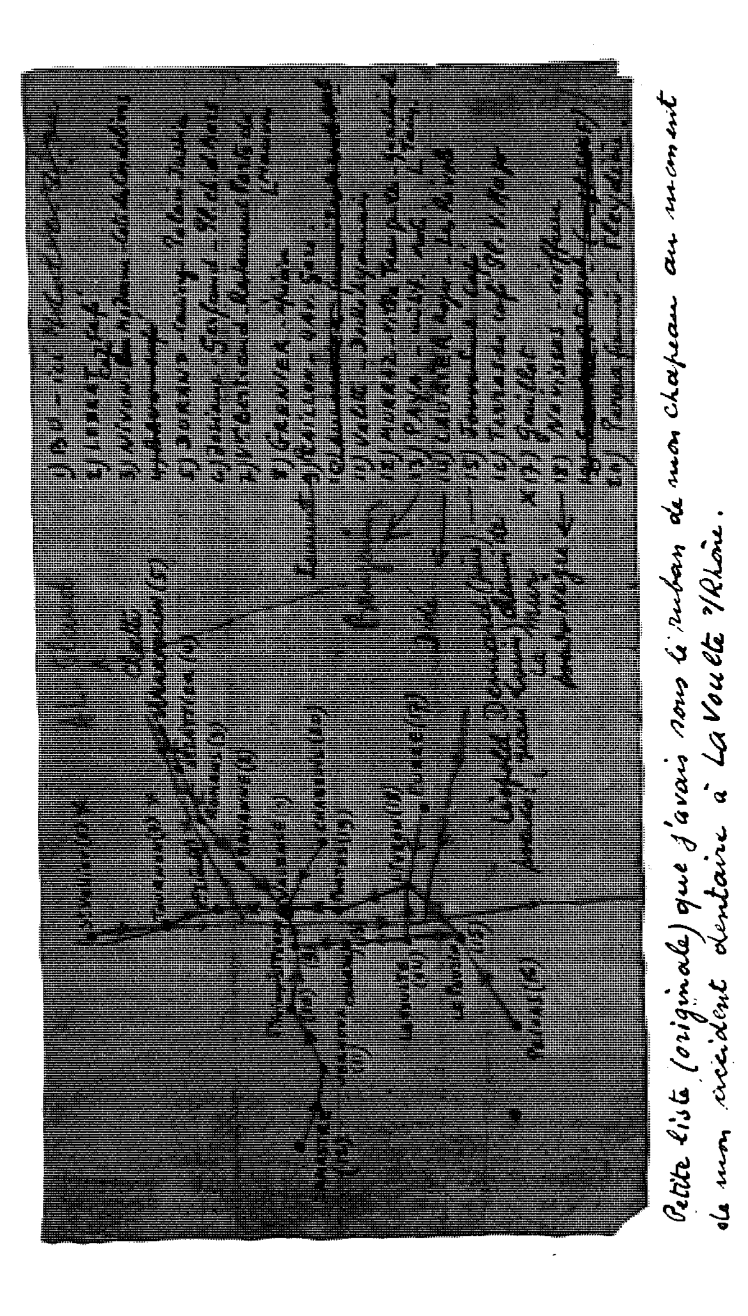
Dans l'immédiat, il y avait une action urgente à entreprendre ; elle consistait à déménager les archives du P.C. du Secteur qui se trouvaient dans un local en ville. Avec beaucoup de courage, AVON s'en acquitta avant d'être remplacé dans ses fonctions. Il ne faisait plus aucun doute pour personne : JIM était tombé dans un piège, victime de sa jeunesse.

Après guerre, m'occupant de la liquidation du Réseau Gallia à Paris, pour ce qui touchait à la Région Sud-Est, je vis se présenter, un jour, un homme squelettique qui s'approcha de moi et me dit : « Vous ne me reconnaissez pas ? » A ma réponse négative, il ajouta : « Je suis JIM ; vous devez penser que je suis un salaud. » Je ne l'avais bien sûr pas reconnu. Il rentrait de déportation, tuberculeux, à bout de forces, tenant à peine debout. JIM me raconta alors ce qui s'était passé.

Le jour de son rendez-vous à la gare de Sorgues, il avait vu les Allemands en civil descendre du train, tandis que lui les attendait sur le quai. En observant ces Allemands qui s'approchaient de lui, il en vit un dégainer son revolver. Se voyant pris, JIM sortit le sien mais un peu tard, car les Allemands avaient tiré les premiers. Blessé gravement au ventre, JIM s'écroula et fut transporté mourant à l'hôpital. Les Allemands avaient tout intérêt à bien le soigner pour le faire parler. Mais dans l'immédiat, sous l'effet de la douleur, JIM en a dit le minimum aux Allemands. Il avait pensé qu'en donnant le nom de MUNIER, le mien, je ne serais plus sur le lieu du rendez-vous pour être inquiété. En tout cas, personne n'a été arrêté à la suite de cette aventure. Non seulement le jeune JIM n'était pas un salaud mais il a au contraire fait preuve de beaucoup de courage en tentant une aventure périlleuse digne de son jeune âge mais aussi de son inexpérience. Je l'ai proposé pour la croix de guerre qu'il obtint d'ailleurs par la suite.

Un jour, le Réseau nous prescrivit d'organiser des U.C.R. (Unité Combat Renseignement). Comme on prévoyait un débarquement dans le Midi, les UCR auraient eu pour mission non pas de rester dans les Secteurs mais de suivre la retraite allemande. Comme on pouvait imaginer que tous les ponts du Rhône sauteraient, il fallait organiser dans certaines régions le franchissement du fleuve en barque pour acheminer les renseignements. J'eus à m'occuper personnellement de cette question entre Valence et La Voulte-sur-Rhône (19 km au sur de Valence), de part et d'autre du Rhône. Après avoir recueilli les noms des volontaires, il me fallut prendre un premier contact avec les personnes pour leur donner leur mission.

Je fis la tournée à bicyclette avec la petite liste des personnes à voir glissée sous le ruban de mon chapeau. Le mistral soufflait très fort ce jour-là au point que la descente de la vallée du Rhône sur 15 km se passa plutôt agréablement. Mais à l'entrée de La Voulte, le mistral emporta mon chapeau qui s'envola sur la berge du fleuve. Sans perdre de temps, je bondis pour le rattraper avant qu'il ne parte dans l'eau, mais en tré-



Petite liste (originale) que j'avais sous le ruban de mon chapeau au moment de mon accident dentaire à La Voulte s/Rhône.

buchant malencontreusement sur un gros galet qui me fit tomber à hauteur du chapeau que je pus saisir. Dans ma chute, je m'étais cassé deux dents sur un galet. Sur le moment la douleur fut atroce et à peine soutenable. Mais peu à peu elle se calma pour finalement devenir supportable. C'est que je n'étais pas au bout de mes peines

En effet, je devais rentrer à Valence par la rive droite après avoir vu les personnes qui figuraient sur la petite liste glissée dans mon chapeau Mais cette fois, j'avais le mistral en face m'imposant plus de marche à côté de ma bicyclette qu'assis sur la selle. Le trajet de retour dura six heures, mais je ne souffrais plus.

Dès le lendemain matin j'ai recherché un dentiste. Un commerçant ami m'en conseilla un dont je ne me souviens plus du nom. Je pris un rendez-vous immédiatement. Je montrai au dentiste ce qui m'était arrivé et le priai d'exécuter très rapidement la remise en état de ma bouche sans me demander de précisions inutiles. Le dentiste examina mes deux dents, ou ce qui en restait, m'arracha sur-le-champ les deux racines et me demanda de revenir le lendemain à 6 heures du matin, ce que je fis. Le lendemain soir, vers 19 h 30, je sortais de chez mon dentiste avec un bridge en or de deux dents. Tout le travail avait été fait dans la journée.

A l'époque où furent mis sur pied les UCR à raison d'un seul par Secteur, on nous livra des armes et des munitions (revolvers et mitraillettes Sten) provenant d'un parachutage. Ces armes nous furent livrées par camion à double fond à partir de Lyon dans une ferme, à environ 4 km de Valence. Les armes furent réparties dans des cageots de pêches et soigneusement emballées sur place en attendant leur enlèvement par les Secteurs.

Mais pour nous assurer du fonctionnement de la mitraillette que nous ne connaissions pas, avec Bernard LEVI, nous sommes allés dans une carrière assez éloignée de toute habitation pour procéder à un tir réel. Tout se serait bien passé si en armant notre mitraillette quelques coups n'étaient pas partis apparemment tout seul. Nous nous sommes rendus compte qu'il s'agissait du bouton de sécurité qui n'était pas à sa place. Il nous fut donc possible de faire profiter nos Secteur de notre expérience à défaut de notice d'emploi.

Pour expédier sur les Secteur ces précieux cageots, chaque destinataire devait venir en prendre livraison à Valence. Le convoyeur prenait un billet de retour, faisait enregistrer son cageot comme bagage accompagné mais avec l'obligation de prendre le train suivant pour qu'en cas de difficulté dans le train du cageot, le convoyeur ne soit pas inquiété.

Tout se passa bien sauf pour Marseille comme par hasard. Si le cageot arriva bien en gare, il fut sans toute quelque peu bousculé au point qu'une crosse de revolver était apparente. Lorsque le convoyeur vint retirer son colis, un employé de chemin de fer lui demanda une certaine somme estimant qu'il courait un risque à délivrer un colis contenant des armes ; or, le convoyeur qui n'avait pas d'argent sur lui insista pour qu'on lui remettre le colis. L'employé de chemin de fer le lui remit

finalement mais en cours de route, le convoyeur s'aperçut qu'on le poursuivait. Au coin d'une rue il eut juste le temps de jeter son cageot pardessus un mur et disparut à toutes jambes. Mais les armes purent finalement être récupérées. Le convoyeur a prétendu avoir été dénoncé à la police allemande de la gare Saint-Charles, à Marseille, par l'employé de chemin de fer.

Le débarquement en Provence, le 15 août 1944, fut un grand branle-bas général sur la côte et dans tout l'arrière-pays. Nous pûmes encore recevoir du courrier de nos Secteurs pendant quelques jours; jusqu'au dernier moment nous avons pu envoyer des télégrammes chiffrés à Londres. Mais très rapidement toute circulation devint impossible par fer et par route.

Chaque jour les convois sur route étaient bombardés par l'aviation amie. Les maquisards intensifièrent leurs sabotages. Sur les routes aux abords de Valence ce fut peu à peu une pagaille telle qu'il ne fut plus possible ni d'avancer ni de reculer. De nombreux véhicules détruits par les bombardements jonchaient les routes. Un pont sur la Drôme à hauteur de Livron avait été détruit, tout comme celui de l'Isère, au nord de Valence.

De toutes parts remontaient de la côte des Allemands isolés, harassés par la fatigue à la suite d'une longue marche. On en rencontrait poussant leurs bagages dans des voitures d'enfants; d'autres avec des bicyclettes sans pneus. Le spectacle n'était pas beau à voir mais il réjouissait tellement mon cœur. On se sentait déjà des hommes libres car les Allemands avaient maintenant tellement de préoccupations qu'ils ne pouvaient plus guère nous inquiéter.

C'est peut-être le moment de citer une de mes gamineries à Valence. Au cours de la pagaille du moment se présenta un jour une dizaine de chars de la fameuse Division « Das Reich »; il s'agissait sans doute des chars laissés sur place tandis que les autres étaient déjà partis en Normandie. Quoi qu'il en soit, ces chars se présentèrent à Valence avec un chargement hétéroclite et à leur bord des femmes embarquées sans doute au dernier moment.

Le char de tête s'arrêta à un carrefour de la ville et demanda un renseignement aux gens qui se trouvaient sur place. Personne ne comprit. Je m'approchai et fit répéter la question. Le chef de char demandait la direction de Lyon. Pour plaisanter, je répondis : tout droit, deuxième rue à gauche. Et la colonne partit, moi aussi, car je venais d'aiguiller cette colonne en cercle autour de la grande place de Valence par le boulevard d'Alsace. Mais cette plaisanterie n'a duré malheureusement que le temps d'un seul tour de circuit.

A Valence, les Allemands qui occupaient la ville ne furent pas les moins pressés de partir. Avant de quitter la ville ils brûlèrent en toute hâte leurs achives dans la rue pour se mêler, à leur tour, à la débâcle. Ils quittèrent Valence avec une telle précipitation qu'ils ne purent s'assurer que tout avait bien brûlé. Or, il resta devant la « Komandantur » un énorme tas non calciné. J'en ai profité pour faire évacuer une partie de

ces archives pour pouvoir les consulter par la suite à tête reposée.

A vrai dire ces archives étaient sans intérêt, sauf peut-être le rapport établi par un Général allemand concernant l'attaque du maquis du Vercors. Ce rapport précisait notamment qu'il fallait deux divisions et non pas une seule pour exterminer les 3.500 maquisards du Vercors. C'est bien ce qui s'était passé car les Allemands attaquèrent le Vercors avec deux divisions : la 157 et la 9ᵉ Division Blindée. Cette action dura pendant près de deux mois (juin-août 1944) alors que, pendant ce temps , ces deux divisions faisaient défaut sur le front allemand de Normandie. La raison d'être du Maquis du Vercors ne peut donc être contestée; il y eu malheureusement 750 tués ou massacrés du côté français.

Pour l'attaque du Vercors, les Allemands utilisèrent des planeurs avec à leur bord des Mongols. Les avions remorqueurs s'envolaient à partir du terrain d'aviation de Valence. C'était une façon d'imposer aux Mongols une volonté de vaincre s'ils voulaient s'en sortir. On connaît la suite. On verra plus loin que ces Mongols feront encore parler d'eux. car ils ont laissé à Valence, où ils furent cantonnés, un souvenir épouvantable.

L'absence totale de communications nous a coupés à la fois de nos Secteurs et de notre Réseau à Lyon. Nous avons pu, cependant apprendre l'exécution de mon camarade d'évasion GUILLAUD, le 20 août 1944, à Saint-Génis-Laval, soit quelques jours avant la libération de Lyon. Nous avons appris un peu avant l'arrestation du Colonel GENTIL, à Paris, et sa déportation au camp de Dora où il mourut d'épuisement.

Les quelques jours avant la libération de Valence ne furent pas de tout repos avec les bombardements de la ville où nous fûmes obligés de déménager en toute hâte notre bureau pour venir l'installer non loin de la gare où nous avons pu mettre à l'abri le plus gros de notre matériel, tandis que nous nous étions réparti les dossiers secrets.

Le lendemain matin, à la suite d'un bombardement à la fin de la nuit, notre nouveau bureau fut gravement touché. Nous avons tout juste pu récupérer notre machine à écrire et quelques bricoles sans importance. Mais qelques jours plus tard, nous pouvions nous installer, sans risque, partout dans Valence, les Allemands ayant d'autres chats à fouetter.

Pendant ce temps, la retraite allemande se poursuivait à un rythme accéléré, avec toujours autant de désordre. Nous avions tout le loisir de nous délecter de ce spectacle gratuit permanent. Nous étions loin d'un GEISSLER hautain et insolent de Vichy ou du Colonel allemand de Marseille qui exigait mon départ du Détachement de Liaison. A présent, toute cette belle armée allemande, soi-disant invincible, offrait un spectacle lamentable.

Tous les Valentinois étaient descendus dans la rue; partout on vit apparaître peu à peu les drapeaux français avec la croix de lorraine. C'était la joie générale et la fin d'une occupation oppressante et trop souvent inhumaine. Je crois que ce fut le plus beau jour de ma vie.

Le jour où prit fin le défilé de la horde allemande, on vit arriver des unités des Forces Françaises de l'Intérieur (FFI) qui poursuivirent les

Allemands et vinrent s'installer à Valence.

Le lendemain de la libération de Valence, en circulant dans la ville noire de monde, j'aperçus un rassemblement important sur la grande place qui longe le boulevard d'Alsace. L'endroit était très bruyant. Je m'approchai et j'entendis hurler : « Ce sont des Mongols... Ce sont des Mongols.. qu'on les pende... » Je me frayai tant bien que mal un passage pour voir de plus près ce qui se passait exactement.

Je vis une mitrailleuse en batterie, avec des servants FFI, braquée en direction de deux soldats allemands qui se trouvaient côte à côte à une dizaine de mètres. Ce sont eux que la foule traitait de Mongols. Visiblement, il ne pouvait absolument pas s'agir de Mongols. Je m'approchai des deux Allemands dont l'un me donna l'impression de prier, tandis que l'autre, complètement ahuri, se demandait ce qui lui arrivait. Leur demandant ce qu'il faisaient là et qui ils étaient, l'un d'eux me répondit qu'il était pasteur et son camarade cultivateur, que tous deux avaient été volontaires pour garder des blessés intransportables de l'hôpital de Valence. On était donc très loin des Mongols qu'avaient imaginés les Valentinois.

Aux maquisards de la mitrailleuse, je me fis connaître et leur demandai de ne rien faire, que j'allais voir leur chef pour le renseigner avant qu'il prenne sa décision. Je me suis rendu au PC des FFI et l'affaire s'arrangea ; les deux Allemands furent pris comme prisonniers sans plus. Si ces Allemands avaient été volontaires pour rester à Valence, c'est sans doute parce qu'ils n'avaient rien à se reprocher.

La vie à Valence reprit vite le dessus. De notre côté, nous reprîmes le contact avec nos Secteurs qui n'avaient pas trop souffert dans le grand chambardement qu'ils avaient vécu.

Le 20 septembre 1944, je fus affecté à la DGER (Direction Générale des Etudes et Recherches), boulevard Suchet, à Paris. Mais avant mon départ, je suis allé passer 48 heures à Riom où j'ai retrouvé toute ma famille en bonne forme. A Riom, je devais apprendre que des FFI étaient venu voir ma femme pour vraisemblablement m'arrêter. Je devais sans doute figurer sur une liste noire pour avoir été vu très souvent avec des Allemands à l'époque où j'étais encore à Royat. Mais du côté FFI on a dû se renseigner car jamais plus je n'ai entendu parler de cette affaire. Je rejoignis Valence en tenu militaire ; mes amis avaient déjà commencé la difficile liquidation de la Région Sud-Est. Je quittai donc seul la Région Sud-Est pour Paris.

Le voyage de Paris s'effectua en voiture à partir de Lyon ; les trains ne circulaient pas encore. Ce fut un véritable convoi de plusieurs voitures qui monta vers la capitale. Tout le long du trajet, ce fut la joie générale dans les localités traversées. Les boulangers distribuaient déjà du pain blanc tandis que les restaurants servaient des repas comme avant la guerre et sans tickets.

A la DGER, j'ai été affecté à la 2ᵉ section qui s'occupait principalement des affaires allemandes ; la guerre n'était pas encore terminée. J'avoue ne jamais avoir pris cette maison très au sérieux ; on y travaillait d'une manière décousue avec bon nombre de gens faisant preuve d'une incompétence notoire.

J'y ai cependant rempli quelques missions intéressantes, l'une auprès de la 1ʳᵉ Armée du Général de LATTRE de TASSIGNY, l'autre à Strasbourg deux jours après la libération de la ville et une troisième où il était question de mettre sur pied un bataillon d'Autrichiens prisonniers.

La première mission avait pour but d'étudier le passage par les lignes françaises et allemandes d'agents de renseignements au lieu de les parachuter en territoire occupé par l'ennemi. J'accompagnais d'ailleurs deux agents (1 radio et 1 chargé du renseignement) qui ont expérimenté ce jour-là ce nouveau mode de passage en zone ennemie. Le passage s'effectua d'ailleurs fort bien puisque moins de 48 heures plus tard, les premiers messages radio purent être captés à Paris.

La seconde mission fut celle de Strasbourg, le 25 novembre 1944, elle consista à accompagner des personnalités pour reprendre le contact avec les autorités alsaciennes. Strasbourg venait tout juste d'être libérée depuis 2 jours, mais restait encore sous le feu des Allemands qui n'avaient pas encore refranchi le Rhin. Je me souviens avoir assisté à la première cérémonie religieuse dans la cathédrale. Plus de vitraux en place ; un vent glacial soufflait dans la cathédrale, mais une vibrante Marseillaise nous a réchauffé ; je me souviens avoir chanté de bon cœur.

Une troisième mission consista à visiter des camps de prisonniers allemands pour y découvrir des Autrichiens pour la mise sur pied d'un bataillon. Le Général de GAULLE avait estimé qu'il convenait de faire un geste symbolique pour distinguer la libération de l'Autriche de l'occupation de l'Allemagne. Mais ce recrutement ne fut pas facile, car les Autrichiens étaient mélangés aux Allemands. De plus certains Autrichiens n'osaient pas se montrer volontaires en présence des Allemands tandis que chez ces derniers, certains se découvraient des attaches autrichiennes. Ayant appris qu'il y avait dans le Massif Central des Autrichiens prisonniers ayant appartenu à la 1ʳᵉ et à la 2ᵉ Division Alpine, composées essentiellement d'Autrichiens montagnards, j'ai préféré arrêter mon choix sur des montagnards estimant que les montagnards d'un pays restaient toujours plus éloignés des grandes idées politiques du moment, de Hitler en particulier. Nous avons donc choisi des montagnards avec leurs gradés pour mettre sur pied un bataillon qui fut formé à Riom. Ce bataillon est entré en Autriche sous l'uniforme français lors de la libération du pays.

En juillet 1945, je trouvai un appartement à Paris ; c'était l'appartement qu'avait occupé la belle-mère du Colonel GENTIL. Je pus donc faire venir ma famille avec l'espoir, cette fois, que je pourrais reprendre une vie familiale normale ce qui ne s'était pas produit durant les six années précédentes. Jouant de malchance, la Direction d'Artillerie demanda ma réintégration dans mon arme d'origine et m'affecta au 8ᵉ R.A. à Colmar, où je pris le commandement du 1ᵉʳ groupe à Kehl, en Allemagne. Avant mon départ de Paris, la Direction d'Artillerie m'avait laissé entendre que je pourrais revenir à Paris après avoir effectué mon

temps de commandement. Mais rien ne s'arrangea et je pris la décision de profiter de la loi de dégagement des cadres. C'est ce que je fis à la date du 1er août 1946 comme Lieutenant-Colonel ; je fus promu Colonel dans la réserve en septembre 1953.

Avant de quitter l'armée, je m'étais assuré d'une situation civile. C'est DREYFUSS, de la 70e Division et de la Résistance, qui me l'offrit en me prenant comme adjoint à la Société d'Etude et de Construction d'Outillage (SECO) et à la Société d'Etudes Mécaniques et d'Organisation Industrielle (SEMOI), à Paris. A la mort de DREYFUSS en 1958, le Conseil d'Administration me confia la fonction de Directeur Général de la SEMOI tout en restant à la SECO.

J'ai gardé mon emploi civil jusqu'à l'âge de 60 ans avant de prendre ma deuxième retraite définitive, 17 années après celle de l'Armée.

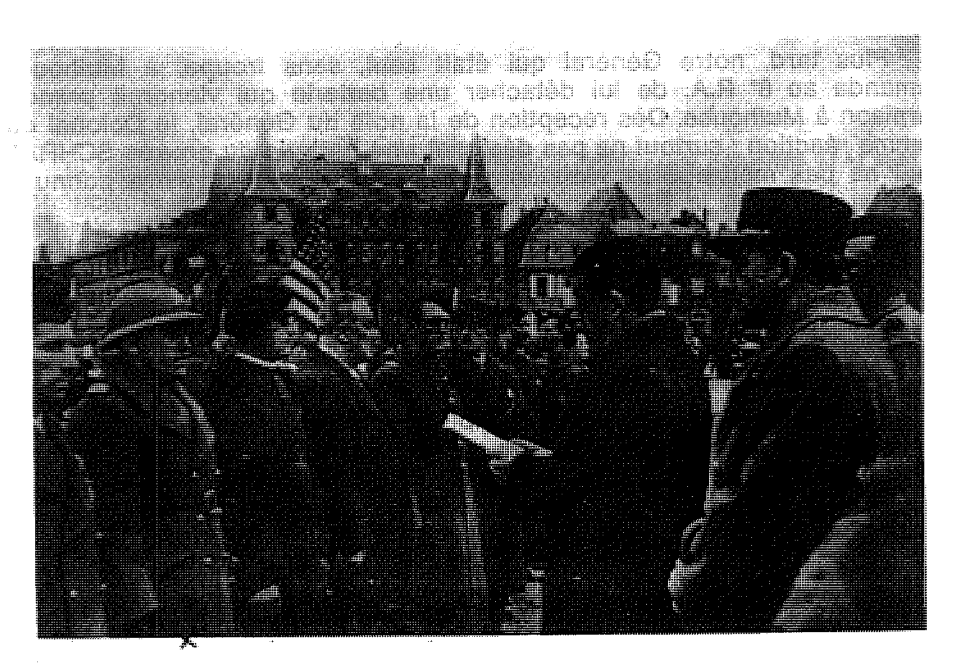
Mon exposé serait tout à fait incomplet si je n'y associais pas ma digne compagne du meilleur comme du pire pendant toute cette période difficile et tourmentée. Oui, mes petits-enfants, à qui je dédie cette modeste brochure, sachez que votre grand-mère fut très courageuse pendant que votre grand-père crut devoir être ailleurs pour faire son devoir. Elle mérite une citation particulière car, si elle s'est toujours dévouée pour les siens, jamais elle n'a tenté de freiner mon action alors qu'elle se rendait bien compte de la vie quelquefois périlleuse que je menais. Elle savait prendre sur elle sa peine, souvent son angoisse, sans jamais rien faire paraître. L'attitude exemplaire de votre grand-mère a été pour moi un réconfort et un encouragement certains. Je me plais de lui rendre aujourd'hui un hommage mérité.

Je serais aussi incomplet si je n'expliquais pas les raisons de mon départ de l'Armée en 1946, après y avoir passé près de 23 années de ma vie. Ce ne fut pas de gaieté de cœur que je pris cette décision importante ; j'en mesurais tous les risques ; j'allais avoir 43 ans. Aujourd'hui, on parlerait d'un recyclage difficile.

C'est au 8e R.A., nouvellement reconstitué, que les raisons de mon départ me furent révélées. Le régiment comprenait des gradés anciens prisonniers de guerre rapatriés et des résistants, tandis que les poilus provenaient du contingent .A ma connaissance, seul le Colonel qui commandait le régiment n'avait été ni prisonnier ni résistant. Il provenait de l'Armée dite d'Armistice sous Vichy, parti rejoindre le Général GIRAUD en Afrique du Nord, il participa à la campagne d'Italie.

Un jour, je reçus une note de service de ce Colonel m'annonçant qu'à l'occasion de la venue d'Edmond MICHELET, Ministre de la Guerre, à Colmar ,on me remettrait la Légion d'honneur et la Croix de Guerre, au cours d'une prise d'armes sur la place Rapp.

Je fus donc décoré, comme prévu, par Edmond MICHELET, en présence du Général de LATTRE de TASSIGNY. Le Ministre, le Général et tous mes camarades me félicitèrent comme c'est la coutume, sauf mon propre Colonel que je revis cependant dans son bureau après la cérémonie. J'ai accusé cette muflerie sans broncher.



Remise officielle de la Légion d'Honneur et de la Croix de Guerre à Colmar par Edmond MICHELET, Ministre de la Défense Nationale en présence du Général de LATTRE DE TASSIGNY.



TIMBRE COMMEMORATIF A LA MEMOIRE DU GRAND RESISTANT QUE FUT EDMOND MICHELET.

Plus tard, notre Général qui était seul, sans troupe, à Mulhouse, demanda au 8e R.A. de lui détacher une batterie qui viendrait prendre garnison à Mulhouse. Dès réception de la note du Général, le Colonel eut comme réaction : surtout ne pas désigner une batterie du groupe SCHRAM pour ne pas mettre deux résistants ensemble. En effet, j'avais connu le Général L... dans la Résistance.

Je pourrais citer bien d'autres exemples de ce Colonel contre la Résistance et bien entendu contre de GAULLE lui-même. On ne pardonnait pas à ce dernier d'avoir été clairvoyant. Si beaucoup ont été farouchement contre lui, je n'en connais aucun à avoir refusé une quelconque promotion ou distinction, alors que je connais un Résistant qui a refusé par écrit la Légion d'honneur à PETAIN : Roger DREYFUSS.

J'ai compris que rien ne serait plus comme avant dans l'Armée où des chapelles s'opposant risquaient de voir le jour avec un profond fossé séparant les Résistants minoritaires des autres majoritaires.

J'ai donc préféré partir, sinon j'aurais sans aucun doute relevé le gant, estimant qu'attaquer la Résistance était une insulte à nos morts et à nos martyrs.

Car nous avions déjà nos morts et nos martyrs lorsque mon Colonel cru devoir partir en Afrique. La Résistance avait déjà ses morts et ses martyrs lorsque mon ex-camarade de régiment me dénonça aux Allemands à Marseille en 1941 pour finalement retourner sa veste et être admis à faire la campagne d'Italie. Peut-être a-t-il eu sous ses ordres mes braves jeunes Alsaciens ou Lorrains que j'embarquai clandestinement à Marseille en 1941 et qui ne partaient pas en Afrique pour « peigner la girafe » mais bien pour combattre les Allemands et libérer leur sol natal et la France. Quelle admirable leçon !

Que conclure des événements qui se sont déroulés entre 1939 et 1945 sinon que, pour la France, de GAULLE a eu raison de lancer de Londres son appel historique, le 18 juin 1940, demandant aux Français de continuer la guerre prétendant que, si la France avait perdu une bataille (celle de 1940), elle n'avait pas perdu la guerre.

En effet, la France n'a pas perdu la guerre; elle fut même signataire à Berlin (Général de LATTRE de TASSIGNY), avec les alliés, de la reddition sans condition de l'Armée allemande, le 8 mai 1945.

La poignée d'hommes qui a suivi de GAULLE à Londres a été à l'origine de la renaissance de la France au combat. L'Armée de terre, de l'air et de mer se reconstitua peu à peu et prit part aux combats aux côtés des Alliés pour la victoire finale avec l'aide de la Résistance intérieure de combattants sans uniforme, sans oublier aussi nos anciennes colonies restées fidèles à la France combattante.

Belle revanche pour le prisonnier de guerre que je fus mais quelle chance d'avoir pu apporter ma modeste contribution à la victoire finale dont l'effroyable bilan doit inciter à la méditation pour que jamais plus un tel carnage soit encore possible.

Je terminerai par une citation extraite du discours d'André MALRAUX prononcé le 10 mai 1975 à Chartres où, parlant des Résistants, il déclarait :

« Nous avons vécu de la complicité de la France.
Pas de toute la France ? Non. De celle qui a suffi. »

Au cours de la guerre 1939-1945, les pertes en vies humaines se sont élevées à un total impressionnant :

— 38 Millions de morts, dont :
  - 5,7 Millions de déportés raciaux (hommes, femmes et enfants),
  - 4 à 5 Millions de déportés politiques, rien qu'en Allemagne nazie.

(Au cours de la guerre 1914-1918, les pertes totales en vies humaines furent de 8,7 Millions.)

La part de la France seule :

— 535.000 morts, dont :
  205.000 soldats et 330.000 civils, dont 182.000 déportés en Allemagne.

Parmi eux figurent mes regrettés camarades et amis morts pour la France pour faits de Résistance ; tous sont cités dans le présent recueil, savoir :

Adjudant-Chef PINARD, mort en déportation.
Colonel BOUTET, fusillé par les Allemands.
WEILBACHER, fusillé par les Allemands.
Chef de Bataillon GUILLAUD, fusillé par les Allemands.
Colonel GENTIL, mort en déportation.

DISTINCTIONS

Chevalier de la Légion d'Honneur par décret du 7 janvier 1944

Première Citation à l'ordre de l'Armée :

« Officier remarquable, d'un patriotisme magnifique. Fait prisonnier en 1940, s'est évadé d'Allemagne dans des conditions très délicates faisant preuve de beaucoup de courage et d'audace. A sa rentrée de captivité a lutté ardemment contre l'ennemi dans les Commisisons de Contrôle, puis en 1943, s'est donné complètement au Service des Renseignements dans la Résistance et y a fait preuve de très belles qualités de Chef, payant sans cesse de sa personne, fournissant un travail écrasant dans des conditions très périlleuses. Belle figure de soldat lorrain qui a toujours et en tous temps lutté ardemment contre l'Allemagne. »

Outre la Légion d'Honneur, cette citation comporte l'attribution de la **Croix de Guerre avec palme.** Ces deux disctinctions me furent remises officiellement, le 4 février 1946, à Colmar, par Edmond MICHELET, Ministre de la Défense, ancien déporté, en présence du Général de LATTRE de TASSIGNY, commandant la 1re Armée.

Deuxième citation à l'ordre de l'Armée (avec attribution d'une palme)
(Décision n° 671 du 26 avril 1945)

« Officier supérieur doué des plus hautes qualités morales et professionnelles. Après avoir mené jusqu'à l'extrême limite la lutte contre l'ennemi dans un organisme officiel, est passé complètement dans la clandestinité pour poursuivre cette lutte avec une vigueur encore accrue. Adjoint à un Chef de Région, s'est dépensé sans compter pour épauler les agents dans les régions les plus exposées avec un courage et un mépris du danger absolu. Vivant exemple pour tous les agents par son énergie, sa flamme patriotique et son exigence envers lui-même. Belle figure d'officier de la Résistance et de patriote lorrain. »

Médaille de la Résistance (décret du 6 septembre 1945).
Croix du Combattant volontaire de la Résistance (décret du 21 mars 1950)
Médaille des Evadés (décret du 14 mars 1948).
Médaille de la France Libérée (décret du 12 septembre 1947).
Distinction anglaise : King's Medal for Courage in the cause of Freedom.

La médaille me fut remise par S.E. l'Ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris, le 12 juillet 1948.

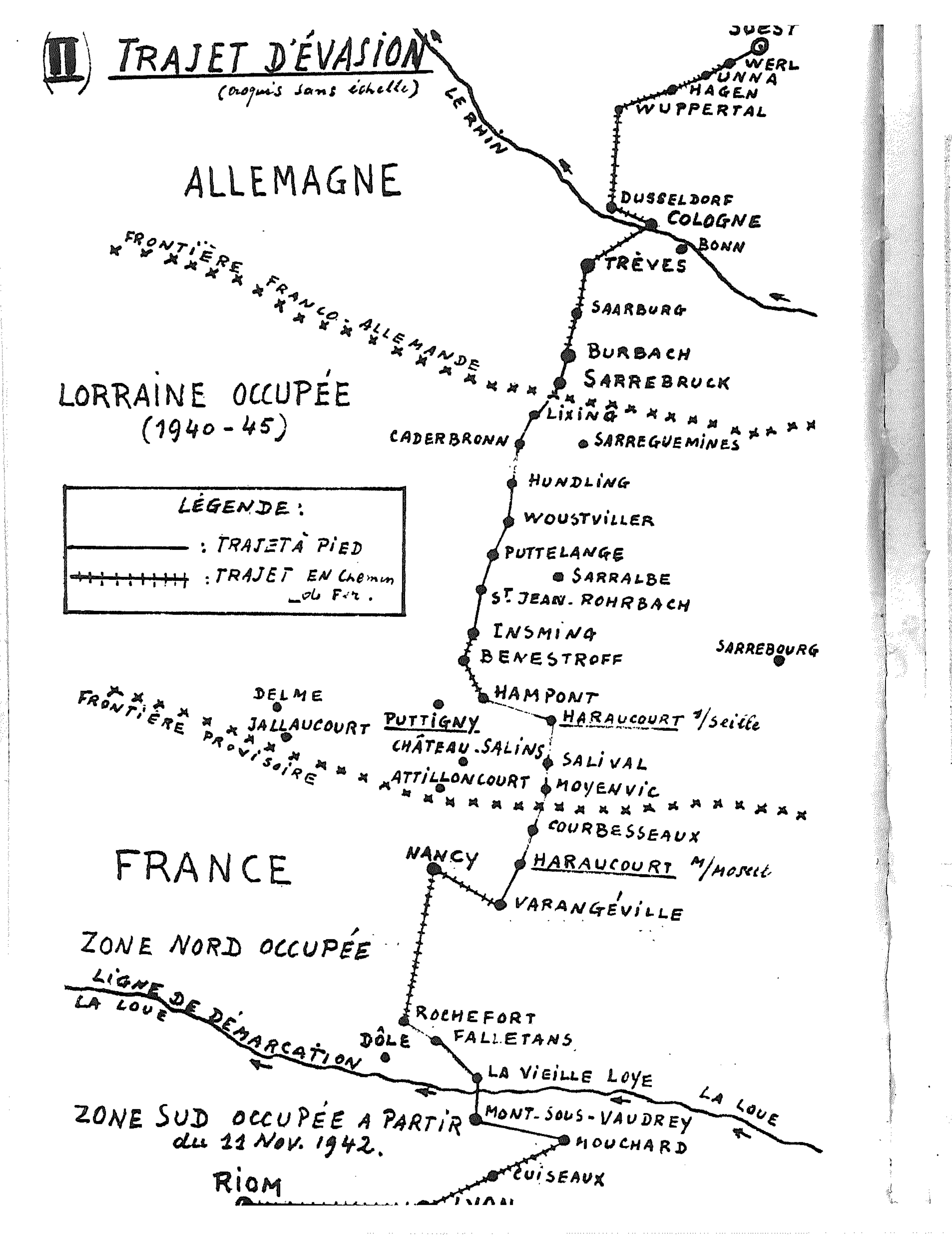
Promu Officier de la Légion d'Honneur par décret du 5 janvier 1956

(I) TRAJET DE CAPTIVITE.

SOEST
PADERBORN
WARBURG
(DOESSEL)
RHIN
COLOGNE
BONN
KASSEL
MARBURG
WETZLAR
EMS
LIMBURG
COBLENCE
ALLEMAGNE
BINGEN
MAYENCE
BAD KREUTZNACH
RHIN
SARREBRUCK
SARREGUEMINES
FRONTIERE FRANCO-ALLEMANDE
WISSEMBOURG
RÉDING
SARREBOURG
ABRESCHVILLER
SAVERNE
HAGUENAU
ST QUIRIN
FRANCE
STRASBOURG
BACCARAT
DONON
COLMAR
ROMONT
FRONTIÈRE PROVISOIRE
FORÊT DE PADOU
PADOU
EPINAL

LÉGENDE:

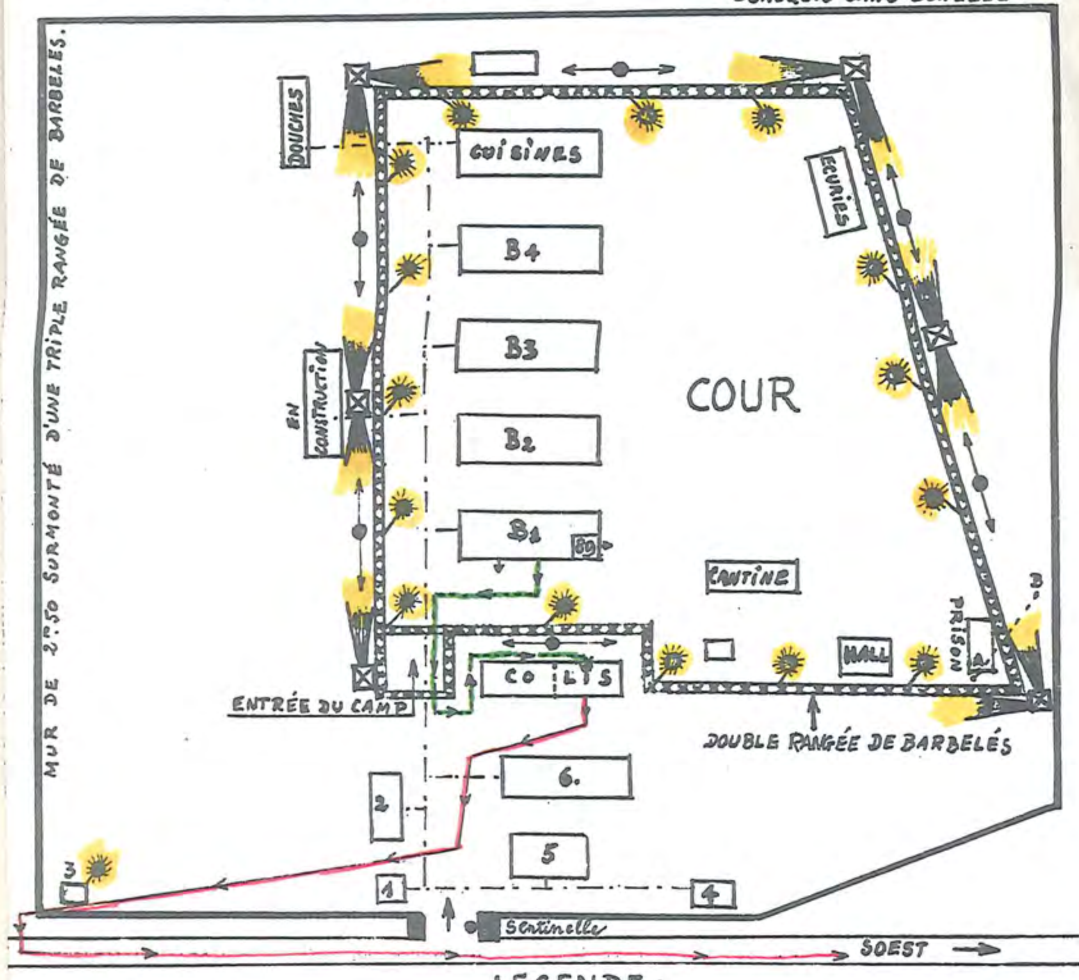
- TRAJET PADOU-BACCARAT : A pied.
- " BACCARAT-SARREBOURG : en Camion
- " SARREBOURG-REDING : en voiture
- " RÉDING-SOEST : en chemins de fer
- CROQUIS SANS ECHELLE.


II) TRAJET D'ÉVASION
(croquis sans échelle)
LE RHIN
ALLEMAGNE
WERL
UNNA
HAGEN
WUPPERTAL
DUSSELDORF
COLOGNE
BONN
TRÈVES
SAARBURG
BURBACH
SARREBRUCK
FRONTIÈRE FRANCO-ALLEMANDE
LORRAINE OCCUPÉE
(1940-45)
LIXING
CADERBRONN
SARREGUEMINES
HUNDLING
WOUSTVILLER
PUTTELANGE
SARRALBE
ST JEAN-ROHRBACH
INSMING
BENESTROFF
SARREBOURG
LÉGENDE :
: TRAJET À PIED
: TRAJET EN Chemin de Fer.
HAMPONT
DELME
FRONTIÈRE PROVISOIRE
JALLAUCOURT
PUTTIGNY
CHÂTEAU-SALINS
HARAUCOURT s/Seille
SALIVAL
ATTILLONCOURT
MOYENVIC
COURBESSEAUX
FRANCE
NANCY
HARAUCOURT s/Moselle
VARANGÉVILLE
ZONE NORD OCCUPÉE
LIGNE DE DÉMARCATION
LA LOUE
ROCHEFORT
FALLETANS
DÔLE
LA VIEILLE LOYE
LA LOUE
ZONE SUD OCCUPÉE A PARTIR du 11 Nov. 1942.
MONT-SOUS-VAUDREY
MOUCHARD
CUISEAUX
RIOM

III CROQUIS DE L'OFLAG VI A

(ECOLE DE CADETS ALLEMANDE)

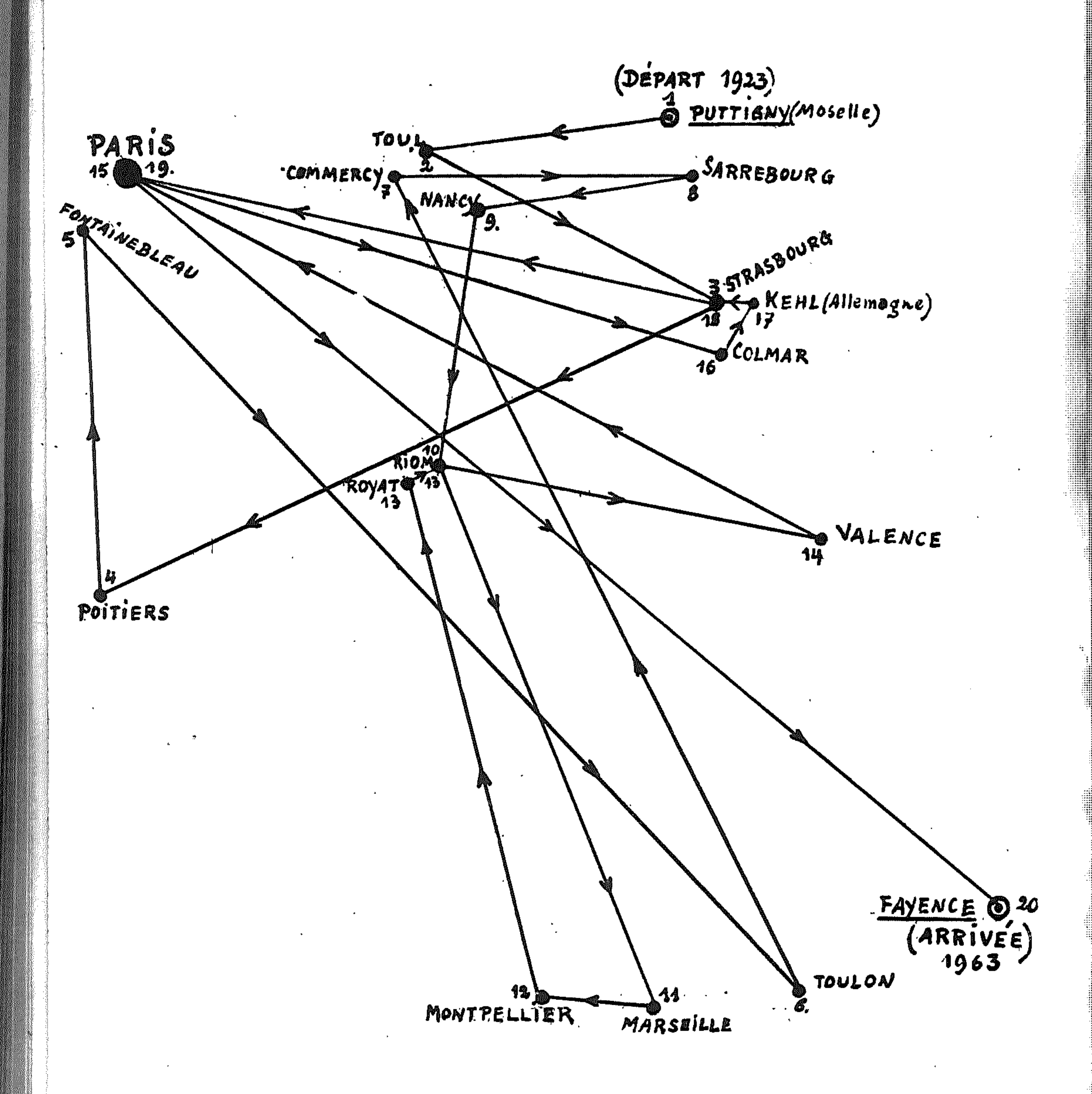
-CROQUIS SANS ECHELLE-



LEGENDE:

B1 à B4 : NOTRE CASERNEMENT
Nº 1 : CORPS DE GARDE
Nº 2 : CUISINES
Nº 3 : PETITE BARAQUE
Nº 4 : CHAUFFERIE
Nº 5 : COMMANDANT DU CAMP
Nº 6 : LOGEMENTS DES SOUS-OFFICIERS ALLEMANDS.
B1 : NOTRE CHAMBRE Nº 89 (1ER ETAGE)

ECLAIRAGE
PATROUILLE DE NUIT
MIRADOR
CANALISATION CHAUFFAGE SOUTERRAINE.
TRAJET POUR DISTRIBUTION DES COLIS.
TRAJET D'EVASION



MES 20 AFFECTATIONS DE 1923 À 1963 : 5700 KM.

(ENTRE NANCY (9) ET RIOM (10) : LA GUERRE ET LA CAPTIVITÉ)